

# Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger



**Save the Children**  
UK

# Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger

**Nous sommes l'organisation indépendante mondiale qui œuvre en faveur des droits de l'enfant. Nous trouvons scandaleux que des millions d'enfants soient toujours privés de soins médicaux, de nourriture, d'éducation et de protection élémentaires et nous sommes bien décidés à changer les choses.**

**Save the Children UK est membre de l'Alliance internationale Save the Children et transforme la vie des enfants dans plus de 100 pays.**

Cette recherche a été financée par l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO). La Commission européenne est l'un des bailleurs de fonds humanitaires les plus importants au monde. Depuis sa création en 1992, ECHO a soutenu des opérations de secours coordonnées dans plus de 100 pays en dehors de l'Union européenne. L'assistance humanitaire de la Commission atteint directement les populations en détresse, indépendamment de leur nationalité, religion, sexe, appartenance ethnique, âge ou appartenance politique.

Publié par  
Save the Children  
1 St John's Lane  
London EC1M 4AR  
Royaume-Uni  
+44 (0)20 7012 6400  
savethechildren.org.uk

Première publication 2009

© The Save the Children Fund 2009

The Save the Children Fund est une association caritative enregistrée en Angleterre et au pays de Galles (213890) et en Écosse (SC039570). Société immatriculée à Londres sous le no. 178159

Cette publication est protégée par des droits d'auteur. Sa reproduction à des fins pédagogiques par quelque procédé que ce soit est autorisée et est exempte de droits d'auteur ou d'autorisation préalable. Toute revente est interdite. La reproduction dans toute autre circonstance nécessite l'autorisation préalable par écrit de l'éditeur, et pourra donner lieu au versement de droits d'auteur.

Photo de couverture : Roufai Ousmane, 11 ans, d'un village du nord du département de Tessaoua, région de Maradi, contrôle le champ de mil de la famille quelques jours avant la récolte. (Photo : Hélène Berton)

Traduction : Brigitte Clark  
Révision : Patricia Sommer

Composition : Grasshopper Design Company

Impression : Sterling



# Table des matières

Listes des figures et tableaux	iv
Remerciements	vii
Abréviations	viii
<b>PARTIE 1 : Introduction</b>	<b>1</b>
Comprendre la crise alimentaire de 2005	2
Save the Children au Niger	2
Obtenir une description des moyens d'existence la plus complète possible : l'Analyse de l'économie des ménages (AEM)	3
Comprendre les moyens d'existence au Niger	4
<b>PARTIE 2 : L'évolution des moyens d'existence ruraux</b>	<b>6</b>
Cinq profils des moyens d'existence sahéliens : des zones de cultures pluviales aux zones pastorales	6
Les cinq profils des moyens d'existence : méthodologie	9
Profil 1 : Les agriculteurs djermas, zone agricole centrale, département de Dosso	13
Profil 2 : Zone sud-centrale, département de Tessaoua	28
Profil 3 : Zone nord-sédentaire, département de Tessaoua	40
Profil 4 : Les agropasteurs katsinawas, département de Dakoro	56
Profil 5 : Les pasteurs bororos, département de Dakoro	71
<b>PARTIE 3 : Conclusions et résultats clés</b>	<b>85</b>
Inégalité des revenus et de la richesse	85
Le bétail : un pilier de l'économie rurale et nationale	89
La gestion de l'économie des ménages et la sécurité alimentaire dans un contexte pastoral	90
Facteurs clés de la sécurité alimentaire dans les zones sédentaires rurales	97
L'importance du pouvoir d'achat pour déterminer la sécurité alimentaire	100
Économie des ménages et malnutrition des enfants	102
Utiliser les données disponibles plutôt que des hypothèses pour éclairer les politiques et les pratiques	106
Notes	109

# Liste des figures et tableaux

Tableau 1 : Du sud au nord – des moyens d’existence essentiellement agricoles à des moyens d’existence plus pastoraux	7
Figure 1 : Carte des zones de subsistance du Niger, indiquant les cinq zones étudiées	8
<b>Profil 1 : Les agriculteurs djermas, zone agricole centrale, département de Dosso</b>	
Figure 2 : Carte de la zone agricole centre du département de Dosso (de 2004 à 2007)	14
Figure 3 : Coûts et termes d’échange principaux sur un marché de Dosso (de 2004 à 2007)	16
Figure 4 : Principaux marchés utilisés par les villageois de l’étude de Dosso	17
Figure 5 : Calendrier saisonnier – les agriculteurs djermas	18
Tableau 2 : Groupes socioéconomiques des agriculteurs djermas de la zone agricole centre du département de Dosso	19
Figure 6 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types	20
Figure 7 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types	23
Figure 8 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses	23
Figure 9 : Dépenses annuelles types en argent liquide	25
Figure 10 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles	25
Tableau 3 : Réaction des villageois face aux risques, 2003–08	27
<b>Profil 2 : Zone sud-centrale, département de Tessaoua</b>	
Figure 11 : Calendrier saisonnier – zone sud-centrale	31
Tableau 4 : Groupes socioéconomiques parmi les ménages haussas de la zone sud-centrale du département de Tessaoua	32
Figure 12 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et légumineuses (niébé)	33
Figure 13 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types	34
Figure 14 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types	36
Figure 15 : Proportion des revenus en argent liquide provenant de sources diverses	36
Figure 16 : Proportion des dépenses en argent liquide pour différents articles	37
<b>Profil 3 : Zone nord-sédentaire, département de Tessaoua</b>	
Figure 17 : Calendrier saisonnier – zone nord-sédentaire	43
Tableau 5 : Groupes socioéconomiques des ménages haussas de la zone nord-sédentaire du département de Tessaoua	45

Figure 18 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé)	48
Figure 19 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types	48
Figure 20 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé), dans une année de mauvaise récolte	49
Figure 21 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types, dans une année de mauvaise récolte	49
Figure 22 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types, dans une année de bonne récolte	51
Figure 23 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses, dans une année de bonne récolte	51
Figure 24 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses, dans une année de mauvaise récolte	52
Figure 25 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types, dans une année de mauvaise récolte	52
Figure 26 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles, dans une année de bonne récolte	53
Figure 27 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles, dans une année de mauvaise récolte	54

#### **Profil 4 : Les agropasteurs katsinawas, département de Dakoro**

Figure 28 : Principaux marchés et routes commerciales utilisés par les agropasteurs katsinawas des villages étudiés	59
Figure 29 : Calendrier saisonnier – zone de subsistance des agropasteurs katsinawas	60
Tableau 6 : Groupes socioéconomiques des agropasteurs katsinawas du département de Dakoro	62
Figure 30 : Sources d'aliments de base consommés par les ménages types	63
Figure 31 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé)	64
Figure 32 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé) exprimées en pourcentage des besoins caloriques des ménages	64
Figure 33 : Production et utilisation du lait	65
Figure 34 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses	66
Figure 35 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types	66
Figure 36 : Dépenses annuelles types en argent liquide	68
Figure 37 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles	68
Tableau 7 : Réaction des villageois face aux risques, 2002–07	70

#### **Profil 5 : Les pasteurs bororos, département de Dakoro**

Figure 38 : Principaux marchés utilisés par les ménages bororos des villages étudiés	73
Figure 39 : Calendrier saisonnier – zone de subsistance des pasteurs bororos	75
Tableau 8 : Groupes socioéconomiques des pasteurs bororos du département de Dakoro	77
Figure 40 : Sources d'aliments de base consommés par les ménages types	79
Figure 41 : Production et utilisation du lait, zone pastorale bororo du département de Dakoro, 2006–07	80
Figure 42 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types	81

Figure 43 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses	81
Figure 44 : Dépenses annuelles types en argent liquide	83
Figure 45 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles	83
Tableau 9 : Réaction des villageois face aux risques, 2002–07	84

### Conclusions et résultats clés

Figure 46 : Sources et montants des revenus en argent liquide, département de Tessaoua (zone sud-centrale)	85
Tableau 10 : Proportion des biens globaux de la communauté en terres et en bétail possédés par la totalité des ménages de différents groupes socioéconomiques, zone sud-centrale	86
Tableau 11 : Proportion des biens globaux de la communauté en terres et en bétail possédés par la totalité des ménages de différents groupes socioéconomiques, zone nord-sédentaire	86
Figure 47 : Sources de revenus dans les cinq zones d'économie alimentaire (ménages plus aisés uniquement)	89
Tableau 12 : Possession de bétail des Bororos au début et à la fin de l'année de référence 2006–07	93
Tableau 13 : Possession de bétail des Katsinawas au début et à la fin de l'année de référence 2006–07	93
Tableau 14 : Possession de bétail type des agropasteurs katsinawas	94
Tableau 15 : Possession de bétail type des pasteurs bororos	94
Tableau 16 : Animaux prêtés dans le cadre du <i>habbanayé</i> (ménages bororos) 2006–07	96
Tableau 17 : Animaux prêtés dans le cadre du <i>habbanayé</i> (ménages katsinawas) 2006–07	96
Tableau 18 : Pluviosité et performance de la récolte depuis l'année 2000 au nord et au sud du département de Tessaoua	98
Figure 48 : Sources d'argent liquide dans une année de bonne récolte, zone nord-sédentaire du département de Tessaoua	99
Figure 49 : Sources d'argent liquide dans une année de mauvaise récolte, zone nord-sédentaire du département de Tessaoua	99
Figure 50 : Sources d'alimentation pour les ménages de la zone d'agriculture pluviale du centre de Tessaoua, 2006–07	101
Figure 51 : Sources d'alimentation pour les ménages de la zone pastorale de Dakoro, 2006–07	101
Figure 52 : Niveaux de malnutrition infantile à Tessaoua (zone nord-sédentaire) en fonction du groupe socioéconomique	103
Figure 53 : Coût d'une alimentation équilibrée (disponible localement) par personne et par an, par rapport aux revenus par personne et par an (zone nord-sédentaire de Tessaoua)	105
Figure 54 : Coût d'une alimentation équilibrée (disponible localement) par personne et par an, par rapport aux revenus par personne et par an (zone sud-centrale de Tessaoua)	105

# Remerciements

Ce rapport de recherche est le résultat du travail collectif du personnel de Save the Children UK au Niger, du personnel de la CC/SAP (Cellule de Coordination/Système d'Alerte Précoce) du gouvernement du Niger, du personnel du ministère de l'Élevage du département de Dakoro et de la région de Maradi, des membres des comités régionaux et sous-régionaux pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (CR-CSR/PGCA) du département et de la région de Dosso, des personnels d'Oxfam GB, d'Action contre la Faim (ACF-Espagne) et d'AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger) et de traducteurs et d'experts externes.

Nous adressons nos sincères remerciements aux membres suivants de l'équipe de formation et de recherche des trois différents départements :

## **Dosso :**

Formateurs : Sonya Le Jeune, assistée par Abdou Malam Dodo, M. Kadaf Abdouharamane, Yacouba Maman Bachir.

Équipe de recherche : Sonya Le Jeune, Abdou Malam Dodo, M. Kadaf Abdouharamane, Yacouba Maman Bachir, Jérôme Bernard, Seidou Bakari, Sigrid Kùhlke, Thierno N'Diaye, Saidou Oua, Youssouf Garba, Nouhou Boureima, Assane Idrissa, Oumarou Ango, Ama Alassane, Moussa Touré, Salissou Mahamane Bawa, Mme Dijé Halidou, Hamadou Seibou, Mme Hadiara Aboubacar, Mlle Hadiara Hassane, Garba Tondi, Djibo Daouda, Almou Sita.

## **Tessaoua :**

Formateurs : Julius Holt et Sonya Le Jeune.

Équipe de recherche : Julius Holt, Sonya Le Jeune, Abdourahamane Ado, Ibrahim Mahamadou, Maman Sani Yahaya, Bizo Dan Kassoua,

Abdou Malam Dodo, Ibrahima Issa, M. Kadaf Abdourahamane, Hélène Berton, Margie Morard, Maman Noura Garba, Idrissa Dan Ina, Mamane Garba.

## **Dakoro :**

Formateurs : Sonya Le Jeune, Claire Chastre et Julius Holt.

Équipe de recherche : Sonya Le Jeune, Claire Chastre, Julius Holt, Abdou Malam Dodo, M. Kadaf Abdourahamane, Bizo Dan Kassoua, Yahaya M Sani, Hélène Berton, Bachir Moussa, Souleyman Malam Bako, Harouna Abarchi, Yacouba Maman Bachir, Mahamane Sani Idrissa, Garaba Faroukou, Soufiane Moctar T Diallo, Margie Morard, Soumaila M Amadou, Garba Noura, Idi Dan Inna, Issaka H Gazobi.

Ce rapport a été rédigé par Julius Holt, Sonya Le Jeune, Jérôme Bernard, Claire Chastre et Hélène Berton. Il a été révisé par Kathryn O'Neill, avec les conseils et le soutien de Ravi Wickremasinghe.

Save the Children UK a eu la chance d'obtenir le soutien majeur de Radjabu Mashaka, Philip Horne et Jérôme Bernard pour l'organisation des aspects administratifs et logistiques de la recherche sur le terrain.

Nous sommes également redevables au Bureau régional de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) à Dakar, qui a apporté son soutien à cette étude, et en particulier à Jan Eijkenaar, sans qui ce programme de recherche n'aurait pas pu avoir lieu. Nous sommes aussi particulièrement reconnaissants à Olivier Lefay, de la Délégation de la Commission européenne au Niger.

# Abréviations

ACF	Action Contre La Faim
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
CC/SAP	Cellule de Coordination/Système d'Alerte Précoce
CR-CSR/PGCA	Comité Régional et Sous Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
STC	Soins thérapeutiques communautaires
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Commission européenne
FEWS NET	Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine
AEM	Analyse de l'économie des ménages
UBT	Unité de bétail tropicale

# PARTIE I

## Introduction

Situé en Afrique de l'Ouest dans la zone semi-aride du Sahel, le Niger possède des ressources naturelles limitées dont dépendent 78 % de sa population rurale. Les moyens d'existence des nigériens reposent sur une agriculture de subsistance (principalement pluviale) et sur l'élevage.

Au Niger, même au cours d'une année considérée comme « normale », près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre de malnutrition chronique et un enfant sur dix de malnutrition aiguë. La

précarité des moyens d'existence de la population a entraîné deux épisodes tragiques de famine au cours des dernières décennies, en 1973–74 et 1984–85, qui étaient principalement dus à de grandes sécheresses. Plus récemment, la crise alimentaire de 2005 a fait les gros titres de la presse internationale et a plongé plus de 3,6 millions de personnes dans la famine. Les enfants ont été durement touchés : plus de 300 000 enfants de moins de cinq ans ont été traités pour malnutrition aiguë lors de cette crise.

### Le Niger en bref

- Le Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, occupe la 174<sup>ème</sup> place sur 179 pays dans le classement de l'Indice du développement humain. \* 66 % de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté international (1,25 \$ par jour).\*\*
- Un enfant sur cinq meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Sur une population de 14 millions d'habitants, près de la moitié ont moins de 15 ans.
- La production alimentaire du pays devient insuffisante pour subvenir aux besoins de sa population en accroissement rapide. Environ une personne sur cinq est confrontée à une insécurité alimentaire extrême.
- En 2005, le manque de pluie, les invasions de criquets pèlerins et les tendances anormales du marché ont provoqué une grave pénurie alimentaire. L'envol des prix des denrées alimentaires de base a déclenché une crise alimentaire majeure. Plus de 3,6 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire.

\* PNUD Indice de développement humain 2008, <http://hdr.undp.org/en/statistics/>

\*\* UNICEF La situation des enfants dans le monde 2009, [www.unicef.org/sowc09/](http://www.unicef.org/sowc09/)

## Comprendre la crise alimentaire de 2005

Les origines de la crise de 2005 sont plus complexes que celles des crises précédentes. Tout d'abord, elle n'a pas été précédée d'une grande sécheresse, malgré une pluviosité insuffisante dans certaines régions et quelques dégâts causés aux cultures par les criquets pèlerins. Bien que ces facteurs aient contribué à la crise, ils n'en expliquent pas la sévérité – la nourriture était malgré tout disponible sur la plupart des marchés dans l'ensemble du pays.

De plus, les taux de malnutrition les plus élevés ont été notés dans la bande sud du pays, qui bénéficie généralement d'une relativement bonne pluviosité et qui est considérée comme le grenier à céréales du pays. La question fondamentale était donc : pourquoi la malnutrition était-elle plus importante dans les endroits où la nourriture était la plus abondante ? Les pratiques traditionnelles de soins aux enfants ainsi que les croyances culturelles ont été mentionnées pour expliquer le mauvais état nutritionnel des enfants, mais elles n'expliquent pas entièrement pourquoi le nombre d'enfants malnutris continue d'augmenter dès que la situation économique se dégrade.

Enfin, une caractéristique majeure de la crise alimentaire de 2005 a été le prix exorbitant du mil, la denrée de base. Le prix des céréales était plus du double de celui enregistré normalement à la période de soudure et a atteint des niveaux records, ce qui reflétait les relations complexes entre les négociants du Niger et ceux du Nigeria. Le prix du mil semble avoir été le facteur déterminant de la crise de 2005.

Pour mieux comprendre les causes de cette crise ainsi que l'ensemble des causes de la malnutrition et pour éviter de futures crises alimentaires, nous devons avoir une image plus complète des moyens d'existence des populations rurales du Niger – nous devons savoir, en particulier, quelles sont leurs sources de revenus et comment elles accèdent à la nourriture. Pour permettre de mieux comprendre ces questions, Save the Children a entrepris une Analyse de l'Économie des Ménages (AEM) dans

cinq zones d'économie alimentaire différentes. Le tableau révélé par ces études ainsi que les profils des moyens d'existence eux-mêmes sont présentés dans la Partie 2 de ce rapport.

Les profils étudient de manière approfondie la façon dont différents groupes de population gèrent leurs moyens d'existence – ce qu'ils achètent et ce qu'ils vendent, ce qu'ils gagnent et ce qu'ils dépensent, ce qui enrichit ou appauvrit les ménages et comment ils font face aux mauvaises années ou aux périodes de soudure. Chaque profil de moyens d'existence fournit des informations générales sur la zone ainsi que des informations sur les marchés (et s'accompagne d'une carte). Il contient également un calendrier saisonnier (qui couvre les activités liées à la culture et à l'élevage, l'emploi, les événements sociaux, les principales périodes de maladie, etc.) ; une classification par niveau de richesse (groupes socioéconomiques) ; des informations sur les principales sources de nourriture et d'argent liquide ; et un résumé des principaux risques auxquels les populations sont exposées.

La Partie 3 de ce rapport présente les conclusions clés des profils et des études complémentaires que nous avons menées sur les moyens d'existence au Niger. Elle fournit une analyse plus approfondie et tire des conclusions importantes qui, nous l'espérons, éclaireront un large éventail d'acteurs – du gouvernement à d'autres ONG et bailleurs de fonds internationaux ; leurs discussions et leurs décisions sur la sécurité alimentaire, les systèmes d'alerte précoce et les stratégies de réduction de la pauvreté peuvent avoir une grande influence sur les moyens d'existence de la population, et en particulier sur la survie et le développement futur des enfants.

## Save the Children au Niger

Save the Children UK a commencé son travail au Niger en septembre 2005, pour répondre à la crise alimentaire. Nous avons établi des programmes de traitement pour les enfants malnutris dans les régions de Maradi (départements de Tessaoua et d'Aguié) et de Zinder (départements de Kantché

et de Magaria) en utilisant le modèle de soins thérapeutiques communautaires (STC). Ce programme a touché annuellement environ 40 000 enfants de moins de cinq ans et il est aujourd'hui en cours de transfert aux structures sanitaires gouvernementales qui intègrent cette nouvelle activité à leurs activités de soins de santé aux enfants de moins de cinq ans.

Lorsque les effets de la crise de 2005 ont commencé à diminuer, Save the Children UK a compris qu'il était nécessaire de développer une approche plus préventive qui aideraient à atténuer la situation et qui complèteraient le travail accompli pour traiter les enfants malnutris. En 2007, nous avons commencé à soutenir le système de soins de santé primaires dans les départements de Tessaoua et d'Aguié. À travers ce programme, nous améliorons l'accès aux soins de santé ainsi que la qualité des soins dispensés aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes en âge de procréer.

Nous avons également reconnu la nécessité d'adopter une approche intégrée et, depuis 2007, notre activité a inclus une dimension sécurité alimentaire et moyens d'existence. Ce travail a donné lieu aux cinq profils des moyens d'existence présentés en Partie 2 et à un autre rapport *Le coût d'une alimentation équilibrée*. Ces deux études nous donnent des informations importantes qui éclaireront les interventions futures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Niger.

En quelques lignes, la stratégie de Save the Children au Niger est :

- de contrôler et de réduire la malnutrition aiguë dans les régions où nous travaillons par le biais de programmes de STC
- de renforcer les capacités locales pour éviter et traiter la malnutrition, notamment par des services de santé primaires et en recherchant des méthodes alternatives novatrices de prévention et de traitement
- d'approfondir, à l'échelle nationale, la compréhension des causes profondes de la malnutrition et tester des projets de réduction de la pauvreté qui pourraient laisser entrevoir des solutions à long terme.

## Obtenir une description des moyens d'existence la plus complète possible : l'Analyse de l'économie des ménages (AEM)

Une AEM permet une représentation claire de l'ampleur, des difficultés et des écarts internes de la pauvreté en milieu rural. L'AEM est une forme d'analyse des moyens d'existence qui utilise, comme référence, l'accès à une quantité suffisante de nourriture. À ce titre, elle a souvent été utilisée en rapport avec des problèmes de sécurité alimentaire. Mais l'AEM offre en fait une analyse plus complète de l'économie des ménages parce que son cadre d'analyse repose sur trois informations clés :

- où et comment les ménages obtiennent leur nourriture
- les sources et les montants de revenus en argent liquide des ménages
- la proportion des différentes dépenses des ménages.

Les informations obtenues par une AEM sont donc pertinentes pour aviser des problématiques autres que celles de la sécurité alimentaire ; d'ailleurs, le fait que la plupart des personnes de cette région aient aujourd'hui besoin d'argent liquide uniquement pour acheter suffisamment de nourriture indique qu'il ne peut y avoir que peu de différence entre une analyse de la sécurité alimentaire et une analyse globale de la sécurité des moyens d'existence.

Une AEM constitue une ressource solide pour le rôle de plaidoyer de Save the Children UK en faveur des enfants pauvres, car elle décrit l'économie des ménages, qui est à la base de la survie des enfants et le principal facteur déterminant de leur avenir. Mais l'intérêt du tableau révélé par une AEM réside principalement dans le *détail* : découvrir les nombreuses et différentes stratégies d'adaptation employées par la population pauvre uniquement pour survivre. Plus les personnes sont à la limite de la survie, plus le tableau se complique.

## Comprendre les moyens d'existence au Niger

Save the Children UK, en collaboration avec divers partenaires, a mené des AEM dans trois départements du Niger entre septembre 2007 et mars 2009 :

- **Département de Tessaoua** : en septembre/octobre 2007 nous avons conduit deux études dans le département de Tessaoua (zone nord-sédentaire et zone sud-centrale) avec des collaborateurs du bureau régional Afrique de l'ouest d'Oxfam GB et un consultant travaillant pour Novib.
- **Département de Dakoro** : en février/mars 2008, nous avons effectué deux études dans le département de Dakoro (les pasteurs bororos et les agropasteurs katsinawas), avec la coopération des fonctionnaires des services de l'élevage de l'administration locale (région de Maradi et département de Dakoro) ainsi qu'avec Oxfam GB, ACF et l'organisation non gouvernementale locale AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger).
- **Département de Dosso** : en février /mars 2009, nous avons mené une étude dans le département de Dosso en collaboration avec la CC/SAP (Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce), ainsi que le personnel régional du CR/PGCA (Comité Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires) et du CSR/PGCA (Comité Sous-Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires).

Nous avons fixé, pour ces AEM, les objectifs suivants :

Obtenir des informations détaillées sur l'économie des ménages des régions sélectionnées afin :

- d'avoir des données de référence sur la sécurité alimentaire et de comprendre les éléments de risque clés pour les différents groupes de la population afin de contribuer aux systèmes d'alerte précoce
- de contribuer à l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté dans ces trois départements et d'éclairer les discussions

stratégiques à l'échelon national, plus particulièrement pour :

- explorer les opportunités et les obstacles locaux, surtout pour les ménages les plus vulnérables
- analyser les besoins essentiels des ménages vulnérables, notamment les risques auxquels ils sont exposés
- de former du personnel aux méthodes d'enquête et à l'analyse de l'économie des ménages.

## Comprendre les rapports entre ménages pauvres et ménages riches

Les profils n'ont pas étudié uniquement les moyens d'existence des ménages pauvres des différentes zones. Tout a été mis en œuvre pour comprendre également les moyens d'existence des ménages plus riches (ménages « aux revenus moyens » ou « plus aisés ») parce qu'il est impossible de comprendre ce qui fait qu'un ménage est pauvre sans comprendre aussi ce qui fait qu'un ménage est riche.

Comme dans toute société, il existe de forts rapports économiques et sociaux entre ménages pauvres et ménages riches. De plus, tous les enfants d'un même village partagent le même environnement physique et sont vulnérables aux « chocs » ; ils ont aussi le même accès limité aux services tels que les écoles et les soins de santé. Les relations entre les ménages pauvres et les ménages riches des zones de moyens d'existence que nous avons étudiées peuvent être décrites en un mot : plus on est pauvre, plus on dépend des riches pour l'emploi et les faveurs qu'ils accordent ; plus une personne est riche, plus sa situation économique dépend du travail des pauvres et plus sa position sociale repose sur le soutien qu'elle apporte à sa famille et à ses voisins plus pauvres, ce qui souvent peut se traduire par une aide charitable assez importante.

Comprendre les raisons de telles différences dans les niveaux de richesse est essentiel pour toute analyse sur la pauvreté pouvant servir de base à des initiatives de développement. Mais cela a aussi un effet direct sur la survie de la population à court

terme. Les ménages pauvres sont beaucoup plus vulnérables que les ménages plus aisés aux variations saisonnières des prix des denrées alimentaires, des revenus, etc. Le gouvernement, les ONG et autres acteurs ont besoin d'informations fiables pour pouvoir juger comment un choc tel qu'une mauvaise récolte peut affecter une population donnée. Les profils AEM des différents moyens d'existence qui suivent nous permettent de répondre à quelques questions très immédiates. Comment les chocs affecteront-ils les ménages pauvres et les ménages riches et comment ceux-ci pourront-ils réagir ou faire face à un choc ? Combien de ménages y a-t-il dans chaque groupe de richesse et combien de personnes pourraient avoir besoin d'aide ?

L'approche AEM permet également de mieux comprendre les effets à moyen terme et même à long terme d'un choc. Il serait insensé de prétendre qu'une seule étude ou qu'une seule approche peut tenter de résoudre toutes les questions sur la pauvreté, aussi bien à court terme, qu'à moyen et long termes ; mais l'AEM, en tant que « système » donne un point de vue sur la façon dont différents types de ménage gèrent leur économie et offre réellement un point de départ pour envisager certaines réponses, qui sont évoquées de manière plus approfondie dans la Partie 3. La section suivante révèle, à travers les profils qu'elle présente, comment les moyens d'existence de la population de cette vaste et difficile région évoluent constamment.

# PARTIE 2

## L'évolution des moyens d'existence ruraux

Le Niger est un vaste pays de plus d'un million de kilomètres carrés – cinq fois plus grand que le Royaume-Uni. Il contient des territoires aux paysages variés, depuis les zones arides du désert du Sahara au nord, jusqu'aux zones dites soudaniennes au sud, qui bénéficient d'une pluviosité annuelle relativement bonne (environ 800 mm). Entre ces deux zones se trouve la zone sahélienne semi-aride, qui abrite la majorité de la population.

La zone sahélienne couvre elle-même une vaste région et on y trouve divers moyens d'existence, du pastoralisme au nord, aux systèmes agricoles dominés par une agriculture de subsistance au sud. Entre ces deux systèmes typiques, on trouve divers moyens d'existence, souvent décrits comme agropastoralisme, selon lesquels les ménages associent, à divers degrés, l'agriculture et l'élevage. D'autres facteurs, tels que la présence d'une source d'eau, la proximité de marchés, ainsi que les traditions et la culture locales peuvent influencer les choix de moyens d'existence de la population.

### Cinq profils de moyens d'existence sahéliens : des zones de cultures pluviales aux zones pastorales

Cette section présente une image actuelle de la façon dont les différentes populations rurales de la zone sahélienne du Niger organisent leurs moyens d'existence, à travers les profils de cinq communautés dans cinq zones ethniques et de

subsistance différentes qui couvrent un éventail relativement complet des moyens d'existence : depuis les ménages qui se livrent principalement à l'agriculture (au sud) à ceux pour qui l'élevage du bétail constitue la principale activité (au nord). Cette section décrit également la dynamique des moyens d'existence dans un environnement particulièrement difficile, où la population est encore en forte croissance et dépend encore énormément des ressources naturelles pour survivre.

Le premier profil est une étude de la population djerma dans la zone centrale d'agriculture pluviale du département de Dosso, qui bénéficie d'une pluviosité assez bonne. Cette zone est relativement proche de la capitale Niamey et des pays voisins, le Bénin et le Nigeria ; les liens de commerce sont donc nombreux et solides. Elle est considérée comme l'une des régions les plus propices à la production agricole.

Le second profil étudie la zone sud-centrale du département de Tessaoua, à l'est (région de Maradi). L'agriculture pluviale y est également dominante mais la pluviosité est moins importante que dans la région de Dosso ; on y observe une forte pression foncière ainsi qu'une érosion du sol due à des décennies de monoculture. Les Haussas, qui constituent la majeure partie de la population, gardent des liens étroits avec les populations haussas du Nigeria voisin. Bien que cette zone soit l'un des greniers à céréales du pays, on y enregistre des niveaux élevés de malnutrition infantile.

Le troisième profil est une étude des moyens d'existence des populations haussas sédentaires du nord du département de Tessaoua. Ces populations se sont déplacées progressivement vers le nord jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, afin de conquérir de nouvelles terres cultivables, en empiétant sur des régions qui étaient auparavant consacrées uniquement au pastoralisme. Elles ont en fait diversifié leurs moyens d'existence en pratiquant un élevage extensif ou semi-extensif, qui est un mode de vie approprié dans cette région où la pluviosité est irrégulière et faible et où la savane offre des possibilités de pâturage. Pour cette raison, elles sont considérées comme agropastorales.

Encore un peu plus au nord, le quatrième profil est une étude des moyens d'existence des agropasteurs katsinawas (peuls), qui occupent la zone centrale du département de Dakoro (région de Maradi). Bien que l'on considère leurs moyens d'existence comme similaires à ceux de leurs homologues haussas

dans le nord de Tessaoua, en réalité ils diffèrent de nombreuses façons. À l'origine, les Katsinawas sont des pasteurs, bien que, pour des raisons de survie, la culture ait pris une place tout aussi importante que l'élevage.

Le dernier profil est une étude des moyens d'existence d'une communauté de pasteurs « purs », les Peuls bororos, qui vivent sur les terres de pâturage du nord du département de Dakoro. Bien que leurs moyens d'existence semblent être similaires à ceux de leurs ancêtres, l'étude révèle qu'ils ont fortement changé au cours des dernières années – en particulier la façon dont ils se sont adaptés à une économie de marché et les stratégies qu'ils emploient pour faire face aux chocs climatiques périodiques.

Il est important de ne pas oublier, à la lecture de ces profils, que les moyens d'existence de la population évoluent constamment et rapidement.

**Tableau I : Du sud au nord – des moyens d'existence essentiellement agricoles à des moyens d'existence plus pastoraux**

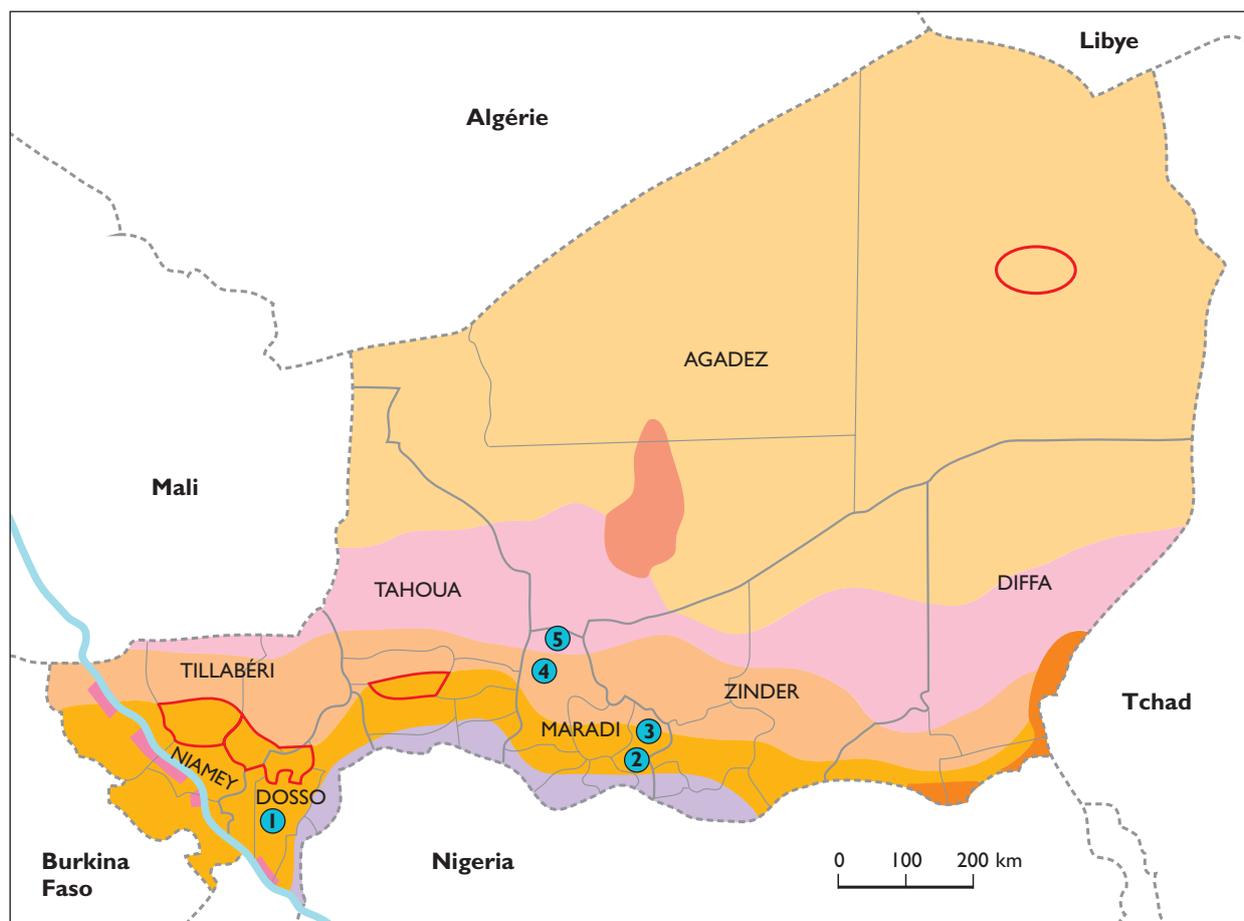
Zone de subsistance	Département	Groupe ethnique	Caractéristiques
1	Dosso	Djerma	Agriculture pluviale avec un bon potentiel de production. Production de bétail semi-intensive.
2	Tessaoua	Haussa	Agriculture pluviale avec un potentiel de production plus restreint en raison de l'érosion du sol. Production de bétail semi-intensive. Zone proche du Nigeria avec de forts liens économiques (commerce, migration de travail)
3	Tessaoua	Haussa	Agriculture pluviale et production de bétail semi-extensive. Bonne coordination entre la production des cultures et de l'élevage, ce qui permet une production agricole relativement bonne. Mais grand risque de sécheresse.
4	Dakoro	Fulani Katsinawa	Zone agropastorale où la production de bétail extensive et la production des cultures pluviales ont une importance quasi égale. Grand risque de sécheresse.
5	Dakoro	Fulani Bororo	Pastoralisme « pur », où le bétail constitue le pilier de l'économie. Changements énormes au cours des dernières décennies dus aux conditions climatiques et économiques. La population compte de plus en plus sur les revenus provenant de la migration des travailleurs saisonniers.

Les profils révèlent beaucoup de surprises et certains résultats contredisent des suppositions courantes. Par exemple, le potentiel agricole s'est révélé plus fort dans certaines régions agropastorales que dans les régions purement agricoles ; le niveau des revenus était globalement plus élevé dans la zone aride du nord de la région

de Maradi que dans les « zones vertes » ; et au sud, les ventes de bétail représentaient la principale richesse des agriculteurs.

De plus, dans tous les profils, l'économie des ménages repose principalement sur l'argent liquide, ce qui reflète des changements importants par

**Figure 1 : Carte des zones de subsistance du Niger, indiquant les cinq zones étudiées**



**Légende**

Zones de subsistance

- Désert
- Sous-zone des oasis de Bilma : dattes – commerce caravanier
- Zone des cultures des montagnes de l’Air
- Zone pastorale
- Zone agropastorale
- Zone d’agriculture pluviale
- Sous-zones avec forte migration de travail vers l’extérieur
- Zone de culture de rente irriguée du sud
- Kamadoukou – Culture de décrue et irriguée par le lac Tchad
- Zone rizicole irriguée par le fleuve Niger

Zones d'économie alimentaire étudiées dans cette enquête

- 1 Zone agricole centrale de Dosso (Djerma)
- 2 Zone sud-centrale de Tessaoua (Hausa)
- 3 Zone nord-sédentaire de Tessaoua (Hausa)
- 4 Zone agropastorale de Dakoro (Katsinawa)
- 5 Zone pastorale de Dakoro (Bororo)

- Frontière internationale
- Frontière régionale
- Frontière départementale
- Fleuve Niger

Source: FEWS NET

rapport aux décennies précédentes. Mais tous ces résultats « surprise » sont en fait logiques. Ils reflètent la capacité de la population à s'adapter, à saisir les opportunités et à surmonter les difficultés, en général beaucoup plus rapidement que ne le peuvent les acteurs externes tels que les organismes d'aide humanitaire. Des enquêtes similaires entreprises dans 20 ou 30 ans décriraient probablement une situation très différente, dans laquelle on trouverait certainement un grand groupe de pauvres sans terres par exemple, ou de nouvelles sources de revenus en fonction de nouvelles opportunités qui pourraient se présenter.

## Les cinq profils de moyens d'existence : méthodologie

L'AEM commence par définir les zones de moyens d'existence (ou zone d'économie alimentaire) d'un pays ou d'une région. Pour chacune des études, la région en question était un département unique (Tessaoua, Dakoro ou Dosso).

### Sélection des villages

Une fois les zones d'économie alimentaire identifiées, les données de base de l'AEM ont été recueillies sur le terrain dans les villages échantillons, sélectionnés par échantillonnage dirigé.<sup>1</sup> Avec l'aide d'informateurs clés, les équipes ont identifié des villages de tailles différentes qu'elles ont jugés représentatifs de la zone d'économie alimentaire dans sa globalité. Elles ont choisi un ensemble de grands et de petits villages, en évitant ceux qui possédaient des caractéristiques inhabituelles (par exemple une ressource importante en eau), ou ceux dans lesquels une autre organisation exécutait un projet de développement. Dix villages ont été initialement sélectionnés dans chaque zone, dans l'objectif final de cibler uniquement huit villages – le nombre habituel d'échantillons dans une enquête d'AEM.

Dans le département de Dakoro, il y a une nette distinction entre les agropasteurs fulanis et les pasteurs « purs » – dans ce cas, les éleveurs bororos (ou wodaabas), qui constituent la population résidente majeure des régions qui

s'étendent au nord des limites des cultures. Mais parmi les agropasteurs, on trouve également un continuum, depuis ceux dont les moyens d'existence sont basés de façon plus ou moins égale sur la culture et l'élevage de bétail, au centre du continuum, jusqu'à ceux qui sont tournés, dans une mesure plus ou moins importante, vers le pastoralisme. Afin d'obtenir la meilleure comparaison avec les caractéristiques de la forme pure de pastoralisme des Bororos, les équipes de recherche ont décidé de se concentrer sur les villages où l'agriculture et le bétail étaient jugés d'importance égale. Dans l'ensemble, ces critères ont été trouvés dans le groupe katsinawa, quoiqu'un village farfarou ait aussi été inclus.

Dans le département de Tessaoua, aucune ligne claire ne sépare les zones dites agricoles et agropastorales. L'enquête s'est donc concentrée sur les villages qui caractérisaient le mieux ces deux zones, en prenant le sud de la zone centrale et la partie nord de la zone nord. Les villages entre ces deux zones ont été exclus de l'étude.

### Définir une année de référence

Pour l'établissement du rapport d'une AEM il est nécessaire d'avoir une année de référence qui couvre le cycle de la culture et de la consommation jusqu'au début de la prochaine récolte. Le but est de trouver l'année la plus récente considérée comme « normale ». Mais les variations annuelles ordinaires dans les régions semi-arides comme le Sahel sont telles que « normale » doit être interprété au sens large, autrement dit, l'année de référence ne doit être ni une année de crise ni une année de surabondance.

On espère toujours que la dernière année complète suffira car c'est évidemment celle dont les villageois se souviennent le mieux. Dans cette étude, l'année qui s'est terminée avec le début de la récolte de 2007 était, selon tous, une année en général moyenne à satisfaisante, sans extrêmes concernant les conditions de pâturage, la performance des cultures ou de tendances des prix des céréales sur le marché. La période d'octobre 2006 à Septembre 2007 a donc été choisie comme année de référence pour Dakoro et Tessaoua, et la période d'octobre 2007 à septembre 2008 a été choisie pour Dosso.

Dans les écologies sahéliennes, il existe presque toujours des endroits où la pluviosité et la production végétale diffèrent dans une même année, même dans les lieux très rapprochés. Dans la zone nord-sédentaire de Tessaoua, une différence de situation a émergé dans l'économie des ménages pendant le déroulement de l'enquête, en raison des niveaux de pluviosité très différents dans les parties est et ouest de la zone. De chaque côté d'une ligne centrale approximative, les villages à l'ouest ont eu une bonne à très bonne récolte en 2006, tandis qu'à l'est, les villages ont eu une récolte mauvaise à très mauvaise.

Étant donné les tendances habituelles des variations de la pluviosité, cette situation n'a pas été suffisamment remarquable pour susciter un commentaire général. Elle a cependant posé un problème : amalgamer ces deux performances si différentes allait donner une moyenne théorique mais un tableau plutôt artificiel. Le tableau réel serait très différent. La question s'est posée de savoir si le problème pouvait être transformé en opportunité pour décrire deux situations différentes pour la même zone : l'une avec une bonne récolte, l'autre avec une mauvaise récolte. Ces situations étaient toutes deux typiques et ne concordaient pas du tout avec les extrêmes d'abondance et de

sécheresse. Nous avons donc décidé d'étendre l'étude à deux autres villages afin d'obtenir un échantillon final de dix villages : cinq ayant eu une bonne récolte et cinq ayant eu une mauvaise récolte. L'analyse a donc été séparée en conséquence, et les deux situations sont présentées dans le 3<sup>ème</sup> profil des moyens d'existence, celui de la zone nord-sédentaire de Tessaoua.

## Le travail sur le terrain au niveau du village

### Description générale du village

La première étape a été d'interroger les informateurs clés, c'est-à-dire les personnes qui peuvent fournir une vue d'ensemble du village (ces personnes comprenaient le chef, les anciens et autres dirigeants de la communauté). Les entretiens ont porté sur l'élevage, les unités de mesure types de superficie des terres et des cultures (le cas échéant), la saisonnalité, les prix des produits de base et les risques pour les moyens d'existence. L'encadré qui suit donne une idée de la complexité de ce processus et des compétences dont l'équipe de recherche a besoin pour pouvoir poser des questions de clarification et recouper les informations données.

## Mesurer la superficie des terres

Il était important que les équipes de recherche estiment la superficie des terres cultivées par les ménages de la zone agropastorale afin de comparer la production des cultures et de recouper les rendements. Cependant, les villageois n'avaient pas d'unité de mesure standard pour les terres, quoique le mot « hectare » ait été souvent utilisé. Les équipes ont estimé les superficies réelles dont il était question en utilisant les mesures locales que

les villageois mentionnaient. En règle générale, ils indiquaient le nombre de grands pas qu'ils faisaient dans chaque direction ainsi que la quantité de semences de mil qu'ils semaient. Le Service agricole a fourni des informations sur les densités de semis typiques par hectare pour différentes cultures, de sorte que les équipes ont pu faire leurs calculs à partir de cette information.

## Composition du bétail d'un ménage type de pasteurs à revenus moyens

Les membres du ménage possèdent, au total, 23 bovins et ont reçu trois vaches dans le cadre du *habbanayé* (un système traditionnel de « solidarité » parmi les Fulanis selon lequel les ménages plus aisés prêtent des animaux aux ménages plus pauvres, qui peuvent garder un certain nombre de leur progéniture au moment de rendre la mère). Trois de leurs propres vaches ont été prêtées à d'autres ménages, toujours dans le cadre du *habbanayé*. Ils ont ainsi commencé l'année de référence avec 20 têtes de bétail au total, dont dix sont des femelles en âge de

procréer. Cinq de ces femelles ont eu des petits et ont produit du lait pendant l'année, en plus d'une sixième vache qui avait vêlé juste avant le début de l'année. Quatre têtes de bétail ont été vendues en octobre afin d'acheter de la nourriture pour le ménage quand le prix des céréales était bas et le prix du bétail élevé. Un cinquième animal a été vendu en avril. Cette vente n'a pas été très fructueuse, mais le ménage avait besoin d'argent pour acheter de la nourriture (des céréales et du sucre) pour les membres qui s'apprêtaient à partir en transhumance avec le bétail.

### Classification par niveau de richesse dans la communauté

La deuxième étape a été de classer les ménages par niveau de richesse en utilisant des critères locaux afin de définir les groupes socioéconomiques (par niveau de richesse) et d'estimer le nombre de ménages dans chacun de ces groupes. Les équipes ont demandé aux villageois de diviser les ménages en quatre groupes socioéconomiques, afin d'éviter le grand groupe de 60 % à 70 %, ou parfois même plus, de ménages « les plus pauvres » ou « très vulnérables » que l'on trouve dans les enquêtes limitées à trois groupes socioéconomiques. Dans ce cas, il est important de pouvoir distinguer les « pauvres » des « très pauvres », pour lesquels il existe des termes locaux, de même que pour les ménages à « revenus moyens » et les ménages « plus aisés ».

Un exercice de tas proportionnels (proportional piling) a été effectué pour estimer la proportion relative de ménages dans chaque groupe socioéconomique. Puis, en utilisant les caractéristiques du groupe telles qu'elles ont été décrites à l'équipe, il a été demandé aux dirigeants

de la communauté d'identifier les personnes appartenant à des ménages représentatifs de chaque groupe socioéconomique, afin de constituer quatre groupes de consultation composés de six personnes (trois hommes et trois femmes).<sup>2</sup> L'équipe a ensuite mené des entretiens (focus groups) avec chacun des groupes socioéconomiques.

### Recueil des informations sur l'économie des ménages

Les focus groups ont constitué la troisième et dernière étape de la collecte des données : elles ont fourni des informations sur les denrées alimentaires et budgets en argent liquide typiques pour les ménages de chaque groupe socioéconomiques. Ces « entretiens avec les groupes socioéconomiques » ont aussi servi à confirmer ou à clarifier les caractéristiques de la richesse évoquées par les dirigeants du village et ont permis d'établir la liste des principaux biens de production possédés (terres, bétail et équipement).

Les entretiens par *focus groups* duraient, en général, plus de deux heures et demie. L'enquêteur explorait, de manière systématique, toutes les

sources d'alimentation et de revenus en argent liquide du ménage et inscrivait les réponses dans un questionnaire. Pour commencer, il demandait aux personnes interrogées de décrire un ménage typique de leur groupe socioéconomique, en termes de taille et de composition de la famille ainsi que des possessions et de l'utilisation des terres et du bétail.

### **Obtenir un tableau complet en recoupant les informations**

L'une des caractéristiques du travail de terrain d'une AEM est que l'enquêteur cherche toujours à recouper les informations afin qu'elles soient cohérentes, en faisant une série de calculs rapides. Cet élément constitue une partie majeure de sa formation et nécessite de sonder « au-delà de ce qui est évident » ; par exemple, comprendre la dynamique de la possession et de l'utilisation du bétail dans les ménages (voir l'encadré ci-dessus).

Les points de référence essentiels étaient :

- les nécessités alimentaires de base d'un ménage typique (basées sur une famille de taille moyenne) sur une année
- la suffisance des revenus pour couvrir les achats de nourriture indiqués et les autres dépenses du ménage
- les dépenses correspondantes.

Ainsi, les sources de nourriture ont été quantifiées et comparées avec les besoins caloriques annuels des ménages (2 100 calories par personne et par jour sur l'année), tandis que les revenus ont été comparés avec les dépenses. Les questions ont été formulées de manière à obtenir des informations sur les ménages typiques dans un groupe socioéconomique particulier, plutôt que sur des circonstances individuelles.

### **Saisie et analyse des données**

Les données recueillies ont été saisies dans un tableau de référence spécialement créé pour l'AEM. La saisie a nécessité cinq jours-hommes par zone, y compris pour vérifier la cohérence des informations et effectuer un suivi si nécessaire. Les résultats ont ensuite été analysés pour obtenir le budget type par ménage pour chaque groupe socioéconomique. Cette analyse a inclus une triangulation entre les groupes socioéconomiques et les zones, le recoupement des entretiens et la comparaison des sources secondaires afin de créer un tableau cohérent et logique.

# Profil I

## Moyens d'existence des agriculteurs djermas

### Zone agricole centrale

### Département de Dosso

Le travail sur le terrain pour ce profil a été effectué en mars 2009. Les informations présentées concernent l'année de référence d'octobre 2007 à septembre 2008 – une année agricole considérée par la population locale comme moyenne.

À condition qu'aucun changement rapide et fondamental ne survienne dans l'économie, les informations contenues dans ce profil resteront valides pendant environ quatre ans (jusqu'en 2013).

#### Quelle est la population de cette zone ?

La population djerma constitue le groupe ethnique majoritaire du département de Dosso<sup>3</sup> et dépend principalement de l'agriculture pour ses moyens d'existence. Elle est installée dans cette zone depuis plusieurs siècles. Ce département comprend aussi un grand nombre de populations minoritaires, telles que les Peuls et les Haussas. Les Peuls habitent la zone agricole du centre depuis des siècles. Bien que sédentaires, ils pratiquent la transhumance et voyagent avec leur bétail de manière saisonnière vers différents pâturages non loin de chez eux. Ils vivent dans des hameaux près des villages djermas et gèrent leurs troupeaux de bovins qui comprennent quelques animaux appartenant aux agriculteurs djermas.

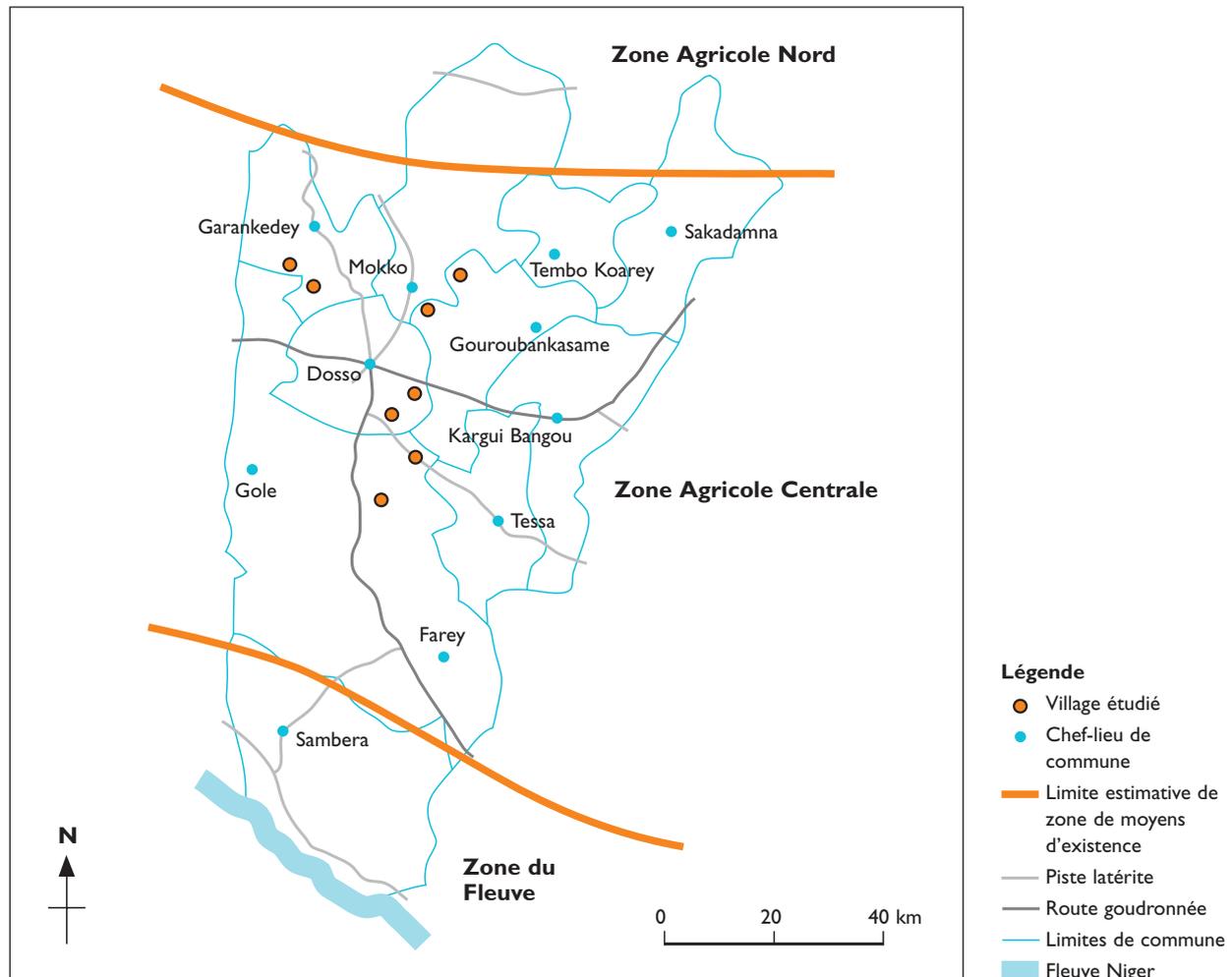
Comme illustré dans la Figure 2 (en page 14), il existe trois zones de moyens d'existence distinctes dans le département de Dosso. La bande située à l'extrême nord du département, dénommée ici zone agricole nord, est en réalité une sous-zone de la zone agricole centrale. Mais le sol y est moins fertile, les conditions sont peu propices aux cultures

de rente et on y trouve peu de mares et de vallées qui faciliteraient l'accès des populations à l'eau. Les précipitations annuelles moyennes de la zone nord se situent entre 350 et 500 mm. La mise en valeur agricole y est donc difficile et les étendues de pâturages disponibles ne permettent de maintenir qu'un troupeau réduit. La majorité des ménages est donc, en général, fortement dépendante des revenus qu'elle génère hors de la zone, notamment par la migration saisonnière qui conduit souvent ces ménages au-delà des frontières du Niger.<sup>4</sup>

La bande sud, dénommée zone du fleuve, est beaucoup plus arrosée (jusqu'à 900 mm/an en moyenne) et la présence du fleuve permet l'irrigation. Dans les parties dépendantes de l'agriculture pluviale, les risques liés aux aléas climatiques restent cependant présents. La transition entre cette zone et la zone agricole centrale est progressive, de nouvelles cultures apparaissent (fonio, sorgho, riz et autres cultures de rente) et le couvert végétal change. Certains arbres de brousse deviennent plus fréquents et permettent aux populations de réaliser des activités de cueillette pour leur consommation ou la vente. Le commerce transfrontalier y représente aussi une activité génératrice de revenus relativement importante.

Entre ces deux bandes nord et sud, la plus grande, la zone agricole centrale, est celle qui fait l'objet de ce profil. Les précipitations annuelles moyennes se situent entre 500 et 600 mm et permettent l'agriculture pluviale, malgré des variations importantes d'une année sur l'autre et d'un village à l'autre. La culture dominante est le mil sous forme de variétés hâtives et tardives, très souvent en association avec le niébé. Le sorgho et le

Figure 2 : Carte de la zone agricole centre du département de Dosso



(Source : FEWS NET 2005 et LUX-DEVELOPMENT 2009)

mais sont moins cultivés. Les cultures de rente principales sont l'arachide (*Arachis hypogaea*) et le voandzou (*Vigna subterranea*). Les terres agricoles semblent être encore disponibles en quantité suffisante et la plupart des ménages sont propriétaires de leurs champs, hormis quelques cas rares de prêts.

### Faits historiques clés

Les premières populations djerma se sont installées dans cette zone dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Ces populations étaient à la recherche de terres cultivables et de points d'eau. Elles étaient aussi parfois en fuite pour échapper à des guerres tribales ou à la traite des esclaves, en grande partie suite aux incursions haussas en provenance du sud. La population

djerma s'est ensuite dirigée progressivement vers la zone agricole du centre.

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la population de la zone agricole centrale a été contrainte de participer aux travaux forcés mis en place par la colonisation française. Cette époque coïncide avec le début des activités de migration de travail temporaire dans les années 1940 et 1950. Les habitants ont alors découvert des opportunités de travail dans les pays voisins (surtout la Côte d'Ivoire et le Ghana), et commencé à en faire un élément à part entière de leurs moyens d'existence.

Depuis 60 ans, les crises alimentaires ont été nombreuses dans cette région du Niger, cependant la zone d'étude a été relativement peu touchée

par comparaison aux zones plus au nord. Ainsi, la population de la zone agricole centrale du département de Dosso n'a pas dû fuir lors de ces crises ; elle a pu, au contraire, accueillir des familles venant du nord du Niger qui étaient toutes parties lors des crises alimentaires des années 1950 à 1984 (les plus sévères étant 1951, 1954, 1966 et 1973). Cependant, ces années difficiles ont fortement réduit les troupeaux villageois du département, dont l'effectif reste inférieur à celui d'avant 1973.

## Comment la population de cette zone gagne-t-elle sa vie ?

La transhumance effectuée par les Peuls est distincte des pratiques agricoles plus intensives des Djermas. Ils possèdent un plus grand nombre d'animaux d'embouche et d'animaux de travail (bovins et ânes) ; leurs troupeaux de bovins sont relativement petits, même chez les ménages les plus riches (un ménage djerma plus aisé possède rarement plus de 25 têtes de bovins adultes). Les moyens d'existence des populations djerma et peule sont liés entre autres par des pratiques de prêt d'animaux et par l'accès au lait (voir « Sources de nourriture, page 20 »).

Ce profil étudie les moyens d'existence des agriculteurs djermas ; une étude séparée des ménages peuls serait nécessaire pour obtenir un tableau plus complet des moyens d'existence de toute la zone agricole du centre. Comparativement aux quatre autres profils, les systèmes de moyens d'existence des agriculteurs djermas du département de Dosso sont plus proches de ceux des Haussas du département de Tessaoua que de ceux des agropasteurs katsinawas de Dakoro, plus particulièrement en ce qui concerne la taille et la composition de leurs troupeaux.

Notre étude des agriculteurs djermas montre une réelle évolution des systèmes de cultures, notamment une réduction importante du temps de jachère (de plus de 10 ans avant 1970 à 4 ans maximum de nos jours), des sols moins fertiles et une utilisation toujours limitée des engrais chimiques. Leur dépendance vis-à-vis de l'agriculture (aliments de base et cultures commerciales en

particulier) a perdu de l'importance au cours des trois ou quatre dernières décennies, alors qu'elle était autrefois cruciale. Les Djermas investissent davantage dans un système d'élevage rapidement lucratif tourné vers l'embouche ovine et bovine.

Ce profil de moyens d'existence est basé sur un choix de huit villages représentatifs de la zone étudiée.<sup>5</sup> Des informateurs clés ont vérifié qu'ils étaient caractéristiques de la zone et ils donnent ainsi une vue d'ensemble de la situation. Plan Niger et CARE Niger sont actifs dans la plupart des villages de la zone d'étude, dans les domaines de l'éducation, de l'accès à l'eau et de l'amélioration de la sécurité alimentaire (banques céréalères, quelques distributions de vivres et d'animaux pour l'embouche). La présence de projets de développement ne compromet pas les données car ils ont lieu dans pratiquement tous les villages et sont dirigés par un nombre limité d'organisations.

## Marchés

Hormis pendant la saison de la récolte, les ventes de céréales sont faibles et la majorité des échanges concerne l'achat de céréales locales (mil et sorgho) et importées (maïs et riz). Les achats et ventes de caprins, d'ovins et de bovins sont importants tout au long de l'année.

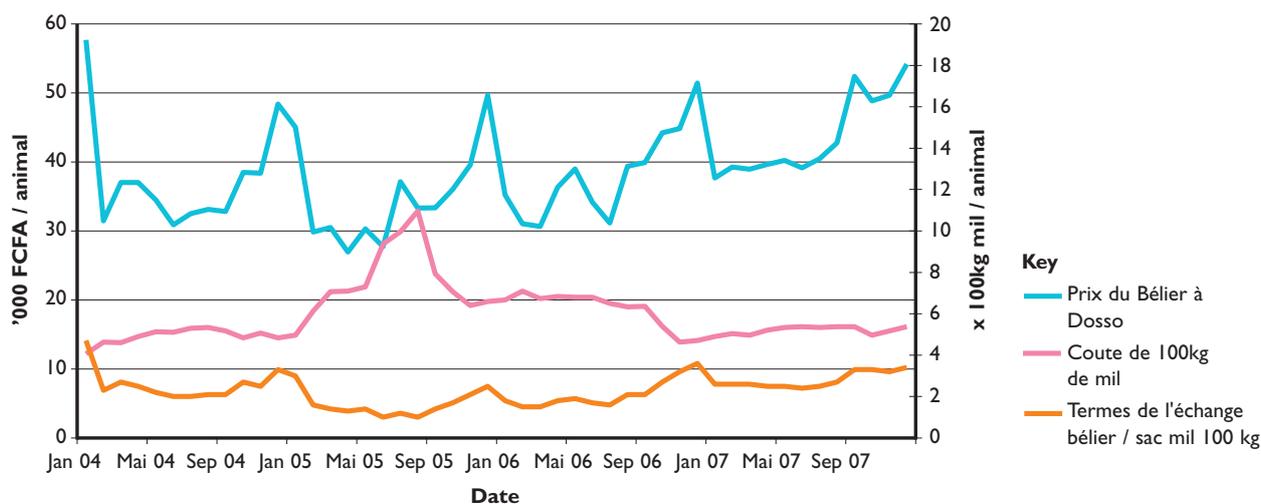
## Qu'est-ce que la population achète et vend ?

La demande en bétail provenant d'autres parties du Niger ainsi que du Nigeria et du Bénin conditionne une grande partie des échanges commerciaux de Dosso. La Figure 3 de la page 16 montre la variation des termes de l'échange entre 2004 et 2007.

Pendant cette période, le prix de vente d'un animal (bélier) était suffisant pour acheter de 100 kg à près de 400 kg de mil, selon l'année et la saison. Depuis 2007, les termes de l'échange ont évolué en faveur des éleveurs de bétail. Tous les ans, les prix sont au plus haut en décembre en raison des ventes liées à la fête de la *Tabaski* (Eid al-adha/festival du sacrifice).

Les principaux produits disponibles sont le mil (denrée aliment de base), le maïs, le riz et le niébé.

**Figure 3 : Coûts et termes d'échange principaux sur un marché de Dosso (de 2004 à 2007)**



Source : SIM-A et SIM-B Niamey, 2008<sup>6</sup>

Le sorgho est moins courant. Le mil, le maïs et le riz sont facilement disponibles tout au long de l'année, de même que le bétail (chèvres, moutons et bovins). Les prix de tous les produits (céréales et animaux) varient considérablement tout au long de l'année. En moyenne, pour l'année de référence, un sac de 100 kg de mil se vendait entre 10 000 et 22 500 francs CFA et un bélier coûtait entre 30 000 et 60 000 francs CFA.

### Où se font les achats et les ventes ?

Le réseau d'échanges commerciaux dans la zone agricole du centre est constitué de marchés ruraux et semi-ruraux, fortement influencés par des marchés frontaliers avec le Nigeria et le Benin. La Figure 4 de la page 17 montre l'emplacement des marchés principaux et la direction du commerce pour les céréales, les tubercules et le bétail. Le marché de Maradi approvisionne la zone en céréales et légumineuses (mil et niébé) surtout à partir du marché de Mokko. Dans la zone, les marchés de Mokko et Bella sont les plus importants pour le bétail. Le bétail acheté par un commerçant à Mokko peut être revendu à Bella, plus proche du Nigeria, à un meilleur prix. De Bella, le bétail est acheminé au Nigeria par Kamba, situé sur à la frontière.

Les marchés de Batako et Dosso offrent la plus grande partie des céréales et légumineuses dans

cette zone. Les autres marchés restent surtout des marchés intermédiaires. Les marchés frontaliers, très importants pour le bétail, offrent aussi des tubercules (manioc, patates douces, etc.) et du maïs, notamment à Mallanville (Benin) et Kamba (Nigeria) en transitant par le marché nigérien de Malgorou.

### Calendrier saisonnier

Le calendrier saisonnier présenté en page 18 (Figure 5) décrit les principales activités des ménages pour l'année de référence, depuis la récolte de 2007 jusqu'à la soudure de 2008. Il comprend les activités agricoles et d'élevage de même que d'autres activités et événements significatifs.

### Les trois saisons

Trois périodes principales apparaissent. La première, allant de juin à septembre, est la période la plus difficile. C'est la saison des pluies et l'époque où la plupart des ménages travaillent de manière intensive dans les champs. C'est aussi la période de soudure : les réserves de la récolte passée sont alors épuisées, les prix des céréales sur les marchés sont les plus élevés de l'année et les animaux reprennent lentement du poids tandis que le pâturage se régénère.

Cependant, cette période correspond aussi à la plus forte production laitière des bovins de l'année, ce qui permet une nette amélioration de l'apport nutritif. Ce qui est très important, c'est que seuls ceux qui ont les moyens d'acheter du lait, ceux qui possèdent au moins une vache laitière ou ceux qui peuvent échanger du mil contre du lait peuvent bénéficier de cet apport nutritif. Pendant cette période, cependant, les ménages les plus pauvres doivent aussi emprunter du mil ou de l'argent pour acheter des céréales sur les marchés qui, à cette époque, atteignent les prix les plus élevés de l'année.

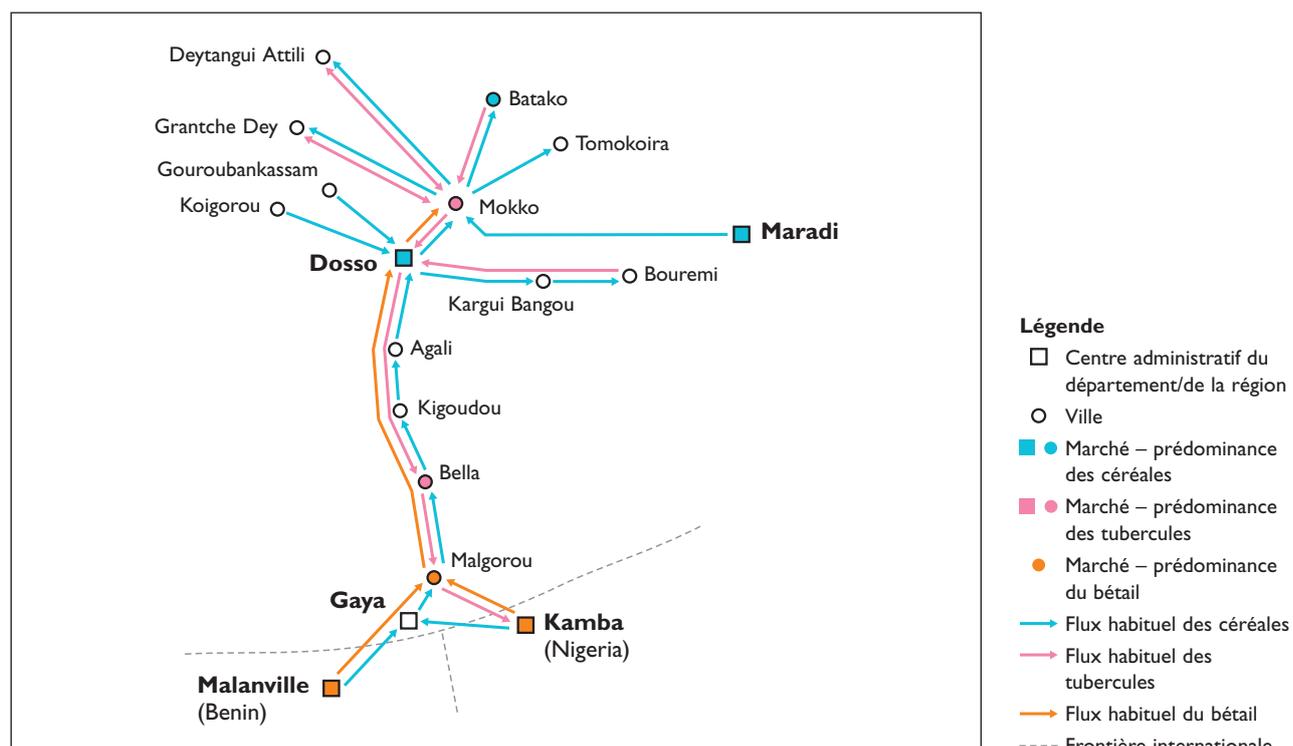
La récolte a lieu d'octobre à décembre, mais la consommation de mil, de niébé et d'arachide débute avant qu'ils soient arrivés à maturité, entre août et septembre. A cette période, les prix des animaux augmentent mais ceux des céréales baissent et les emprunts peuvent être remboursés.

Depuis plusieurs années, la saison de la récolte, qui est traditionnellement la saison des fêtes religieuses et familiales (mariages, baptêmes) coïncide avec

la fête religieuse de la *Tabaski* et avec la fin du Ramadan. Une fois les récoltes engrangées, les hommes en bonne condition physique partent en migration, pour une durée de trois à six mois, à la recherche d'un travail à Dosso ou Niamey, mais plus souvent à l'étranger (Nigeria, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire et Togo). La migration de travail est pratiquée par la plupart des ménages, y compris les plus aisés.

Les ventes de bétail sont importantes toute l'année dans la zone, mais le pic situé au moment de la fête de la *Tabaski* encourage les ménages pratiquant l'embouche à vendre leurs animaux à ce moment-là. En principe, les jeunes animaux (âgés d'un ou deux ans) avaient été achetés pendant la saison des pluies de 2007 puis revendus après avoir été nourris de manière intensive et élevés pendant trois à six mois. De juin à décembre, les troupeaux des Peuls, dont certains animaux appartiennent aux ménages djermas, se déplacent dans les environs à la recherche de zones moins cultivées et de meilleurs pâturages. La disponibilité du lait dans la zone est cependant toujours bonne à cette

**Figure 4 : Principaux marchés utilisés par les villageois de l'étude de Dosso (de 2004 à 2007)**

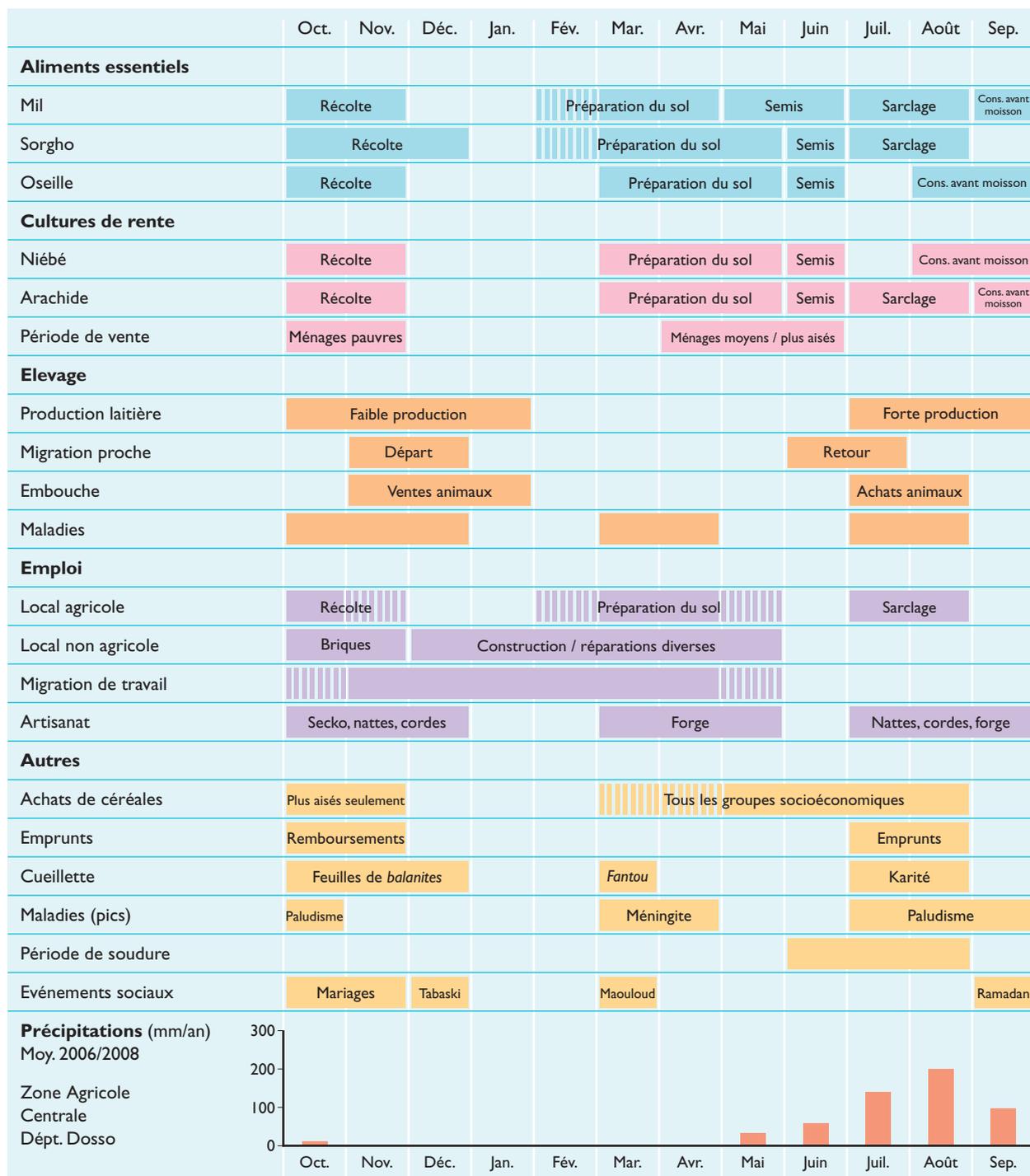


période car certains animaux restent chez les agriculteurs djermas.

Entre janvier et mai, les activités génératrices de revenus sont limitées à l'artisanat, à la cueillette de plantes sauvages, au ramassage et à la vente de

bois et de paille. L'année des cultures recommence entre mars et avril avec le défrichage de parcelles de terre. L'ensemencement en mai et juin, puis le désherbage en juillet et août sont les deux activités principales qui créent de l'emploi pendant cette saison.

**Figure 5 : Calendrier saisonnier – les agriculteurs djermas**



## Groupes socioéconomiques

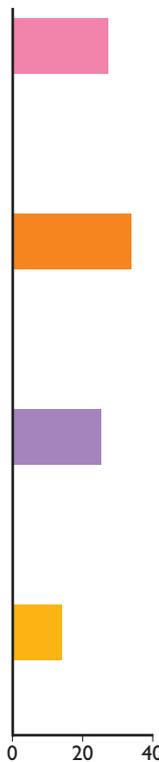
Des différences considérables de richesse sont observées entre les ménages djermas des villages étudiés, en grande partie déterminées par leur composition et les biens qu'ils possèdent. L'AEM repose donc sur les groupes socioéconomiques en fonction de critères locaux. Au sein de la zone étudiée, les trois principaux facteurs qui déterminent la classification des niveaux de richesse étaient : la possession de bétail, la superficie de terres cultivée et la taille du ménage. Le Tableau 2 ci-dessous indique les quatre principaux groupes de richesse. Le profil d'un ménage type est décrit pour chaque groupe.

De manière générale, les ménages pauvres sont composés de moins de personnes que les ménages plus aisés. Cependant, il existe aussi des ménages très pauvres composés d'un grand nombre de personnes. Le chef de famille est presque toujours un homme, marié à une femme dans les ménages pauvres et très pauvres, et marié à deux ou trois femmes dans les ménages moyens ou plus aisés.

### Les biens de production des ménages

La surface cultivée est souvent plus grande lorsque les ressources financières et humaines le permettent. Tous les ménages sont propriétaires de leurs terres, dont ils ont hérité de leurs parents

**Tableau 2 : Groupes socioéconomiques des agriculteurs djermas de la zone agricole centre du département de Dosso**

Groupesocio-économique	Pourcentage des ménages	Taille du ménage	Surface cultivée (ha)	Troupeau	Bétail d'embouche	Autres biens productifs
Très pauvres		7	4	0 bovin ; 1 à 2 petits ruminants en prêt***	0 à 1 bovin ( <i>kourkoura</i> **)	–
Pauvres		9	5	0 bovin ; 2 caprins possédés et 1 à 2 petits ruminants en prêt***	1 bovin ( <i>kourkoura</i> **) et 0 à 1 ovin en prêt***	–
Moyens		15	12	3 bovins ; 7 caprins et 4 ovins (tous possédés)	0 à 1 bovin et 2 ovins possédés ( <i>kouray</i> *) ou confiés ( <i>kourkoura</i> **)	1 charette asine
Plus aisés		20	> 15	14 bovins ; 13 caprins et 7 ovins (possédés) hors ceux en prêt	3 bovins et 2 ovins possédés ( <i>kouray</i> *) ou confiés ( <i>kourkoura</i> **)	1 charette asine et 1 charette bovine

\* *Kouray* : signifie « l'élevage de ses propres animaux » en djerma.

\*\* *Kourkoura* : signifie « l'élevage par d'autres » en djerma et correspond à l'embouche (pour les gros ruminants).

\*\*\* Prêt d'animaux (*habbanayé*) : correspond à un système traditionnel de « solidarité » ou prêt, qui idéalement permet aux ménages pauvres ou sans animaux de reconstituer un troupeau.

dans la majorité des cas, et la disponibilité des terres ne semble pas être un facteur limitant de la production. Par manque d'unités de mesure de la taille des champs fiables, l'estimation des superficies est relativement peu précise, surtout lorsqu'il s'agit de connaître la proportion de la terre ensemencée, désherbée et récoltée.

Dans les zones agricoles, la principale difficulté est la disponibilité de la main-d'œuvre. Les ménages pauvres et très pauvres ont moins de membres actifs que les ménages plus aisés et peuvent générer un revenu moins important avec la migration temporaire.

La possession d'animaux et la capacité des ménages à pratiquer l'embouche bovine ou ovine sont aussi d'importants facteurs différentiels et de bons indicateurs du groupe socioéconomique car l'achat d'animaux nécessite un grand capital. Seuls les ménages moyens et plus aisés possèdent des bovins et sont en mesure de confier certains de leurs animaux à des ménages pauvres (pratique du *kourkoura*). Bénéficiaire d'un animal par le biais du *kourkoura* permet à la majorité des ménages pauvres et à quelques ménages très pauvres de recevoir 50 % du bénéfice réalisé par la vente

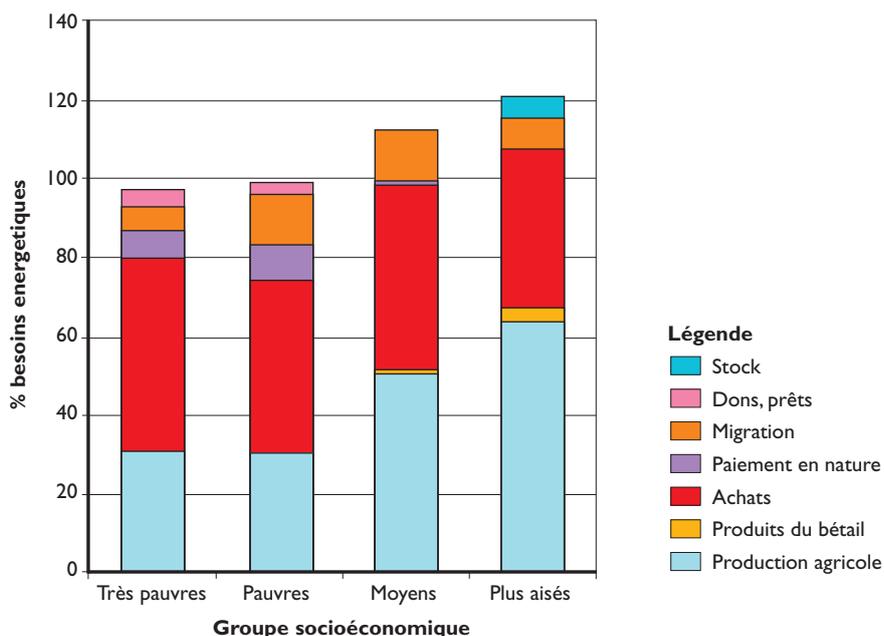
ultérieure de l'animal. Les ménages moyens et plus aisés possèdent également une ou deux charrettes asines ou bovines qui leur permettent de transporter leurs produits au marché.

## Sources de nourriture

Tous les ménages des différents groupes de richesse ont réussi à couvrir pratiquement tous leurs besoins énergétiques de base pendant l'année de référence (octobre 2007 à septembre 2008). Malgré la dénomination agricole de la zone étudiée, seuls les ménages plus aisés ont produit plus de 50 % de leurs besoins en nourriture minimums pendant cette année considérée comme moyenne. Les ménages obtiennent au moins 40 % de leurs besoins alimentaires par des achats de nourriture. Les ménages pauvres et très pauvres ne couvrent que 30 % de leurs besoins alimentaires annuels par leur production de mil et de niébé principalement.

Les récoltes d'aliments de base et de cultures de rente sont relativement peu vendues, mais une part significative des quantités produites est utilisée autrement. La proportion des produits agricoles utilisés pour satisfaire les besoins

Figure 6 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types



Dans ce graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme moyenne de l'apport énergétique alimentaire de 2 100 Kcal par personne et par jour.

alimentaires annuels des ménages est fonction des quantités nécessaires pour la vente et pour d'autres utilisations.

Au moment de la récolte, les ménages pauvres et très pauvres payent la *zakat*<sup>7</sup> (10 % de la récolte) et remboursent leurs emprunts contractés pendant la soudure (sous forme de mil et d'arachide). Chez les ménages moyens et plus aisés, une partie de la production sert à payer la *zakat*, une partie sert à l'achat de cadeaux et une partie sert au paiement en nature des travailleurs agricoles. Les Djermas échangent parfois du mil contre du lait avec les éleveurs peuls.

Le paiement du meunier est parfois effectué en nature, mais la majorité des ménages pile le mil au mortier et le moulin sert davantage à moudre les grains plus durs (maïs).

La production d'arachide est surtout réalisée par les femmes sur de petites parcelles. La récolte est presque entièrement vendue mais, pour l'année de référence étudiée, la production avait été assez faible. L'arachide est aussi consommée verte et quelques *tias* (bols) peuvent être conservés jusqu'en mai pour les semences. La production d'oseille en graine est importante en termes de contribution aux apports énergétiques totaux. Elle est consommée pilée et fermentée sous forme de *soumbala* ou bouillon-cube traditionnel, et elle entre dans la composition de presque tous les repas.

La production agricole en général semble plus intensive et être réalisée avec plus de soin par les ménages moyens que par les ménages plus aisés. L'étude semble indiquer que les ménages plus aisés ont tendance à délaissé les activités de production agricole pour se concentrer davantage sur l'embouche animale et les activités commerciales.

### La main-d'œuvre agricole

Le paiement des travailleurs agricoles en nature (céréales) par les ménages moyens et plus aisés est une source de nourriture importante pour les ménages pauvres et très pauvres. Les travailleurs agricoles sont également payés directement en argent liquide. Ils travaillent dans les champs pour

les semis (mai et juin), le désherbage (juillet et août) et la récolte (octobre – novembre). Les ménages pauvres peuvent gagner davantage que les ménages très pauvres car ils possèdent un ou deux membres actifs supplémentaires qui peuvent travailler chez les autres ou migrer temporairement pour trouver du travail. Ils disposent aussi de plus de temps pour une meilleure mise en valeur de leurs propres champs.

Les ménages moyens ou plus aisés emploient généralement des travailleurs pauvres du même village qu'ils paient (en nature ou en argent liquide) et qu'ils nourrissent durant le temps de leur emploi.

A la fin de la période de soudure, la consommation de *souna* (petits épis de mil vert) est cruciale pour les ménages, surtout pour les plus pauvres. Le niébé vert est également très apprécié à cette période et les ménages peuvent en consommer plus de deux *tias* par jour. Bien que cette consommation ne couvre jamais plus de 2 % des besoins alimentaires annuels, elle constitue pour les ménages un apport nutritif vital lorsque le prix des céréales est très élevé sur les marchés.

### Migration de travail

La migration de travail permet aux ménages de compléter leur apport énergétique total : de 5 % des besoins chez les ménages très pauvres à près de 15 % chez les ménages pauvres. Dans la Figure 6, les besoins énergétiques satisfaits par la migration temporaire correspondent à la nourriture consommée par les migrants pendant leur absence, mais ils comprennent aussi la nourriture qu'ils envoient chez eux ou qu'ils rapportent à leur retour. D'une manière ou d'une autre, la migration de travail est cruciale pour les ménages pauvres et très pauvres.

### Le bétail

Les produits de l'élevage font référence à la contribution du lait et de la viande aux besoins énergétiques annuels des ménages. Il n'est pas surprenant de noter que les ménages très pauvres consomment très peu de produits de l'élevage car ils ne possèdent pas d'animaux, ce qui indique donc une alimentation de moins bonne qualité. Leur

consommation de viande peut être limitée à une fois par an, pendant la fête de la *Tabaski*.

Les ménages moyens et plus aisés consomment de la viande plus régulièrement, au moins une fois par semaine, soit en abattant leurs propres animaux engraisés soit en l'achetant dans le village (*garama*) et sur les marchés. La consommation de lait diffère considérablement d'un groupe à l'autre, en termes de quantité et de fréquence. Le lait est davantage consommé par les ménages les plus aisés, les ménages les plus pauvres se limitant à une consommation pendant l'hiver lorsque la production est abondante. Cela explique en partie pourquoi les taux de malnutrition infantile sont moins élevés dans les ménages moyens et plus aisés que dans les ménages les plus pauvres.

### Achats

Les achats comprennent principalement les céréales locales ou importées pour la consommation du ménage. L'approvisionnement sur les marchés est fonction du groupe socioéconomique du ménage ; les ménages moyens et plus aisés peuvent se permettre d'acheter des céréales au moment de la récolte, lorsque leur prix est moins élevé. Cet aliment peut être utilisé pour payer les travailleurs agricoles en nature, mais peut aussi être stocké de manière spéculative. Pour tous les groupes de richesse, le retour des migrants, entre mars et mai, permet aux ménages d'acquérir plusieurs sacs de nourriture, grâce à l'argent que les migrants ramènent. Le sucre, l'huile et le riz sont principalement achetés pour les fêtes et seuls les ménages moyens et plus aisés ont les moyens de les acheter tout au long de l'année. Les ménages varient leur alimentation en achetant parfois des tubercules, des pâtes alimentaires et des feuilles vertes ; mais les ménages très pauvres ne peuvent se le permettre et leur alimentation n'est donc pas variée.

Les ménages pauvres et très pauvres reçoivent des dons de nourriture et de la nourriture à crédit, qu'ils doivent rembourser à la récolte. Les ménages plus aisés parviennent à garder d'une année sur l'autre, un stock de céréales qu'ils ont achetées ou produites.

## Sources d'argent liquide

La plupart des ménages moyens et plus aisés obtiennent une grande proportion de leurs revenus par la migration temporaire pour trouver du travail, par l'élevage de bétail et par des activités d'embouche bovine et ovine. Les revenus tirés de la vente des produits agricoles sont négligeables pour les ménages pauvres, mais importants pour les ménages moyens et plus aisés, qui ont les capacités d'investir davantage dans ce secteur (en utilisant plus d'intrants et de main-d'œuvre).

### Production agricole

Les revenus des produits agricoles proviennent essentiellement de la vente d'arachides et de petites quantités de niébé, d'oseille et de *voandzou*.

Les sources de nourriture des ménages pauvres et très pauvres sont relativement semblables mais leurs sources de revenus et leurs revenus totaux sont très différents.

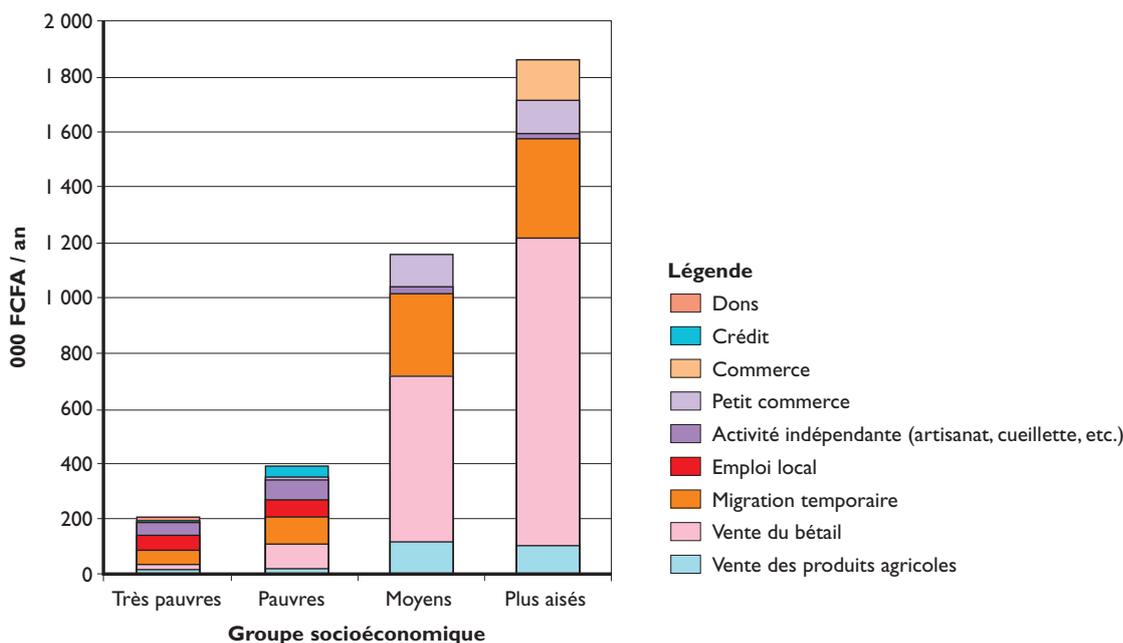
Il y a une grande disparité de revenus annuels pour les ménages des différents groupes socioéconomiques. Les revenus annuels d'un ménage type plus aisé sont environ dix fois plus importants que ceux d'un ménage type très pauvre. Et les revenus d'un ménage pauvre sont le double de ceux d'un ménage très pauvre.

Ces valeurs sont cependant valables pour les ménages selon les tailles identifiées dans la classification des groupes socioéconomiques (voir Tableau 2, page 19), et qui va de sept membres en moyenne pour les ménages très pauvres à environ 20 chez les plus aisés. Les revenus totaux par personne et par an sont les suivants :

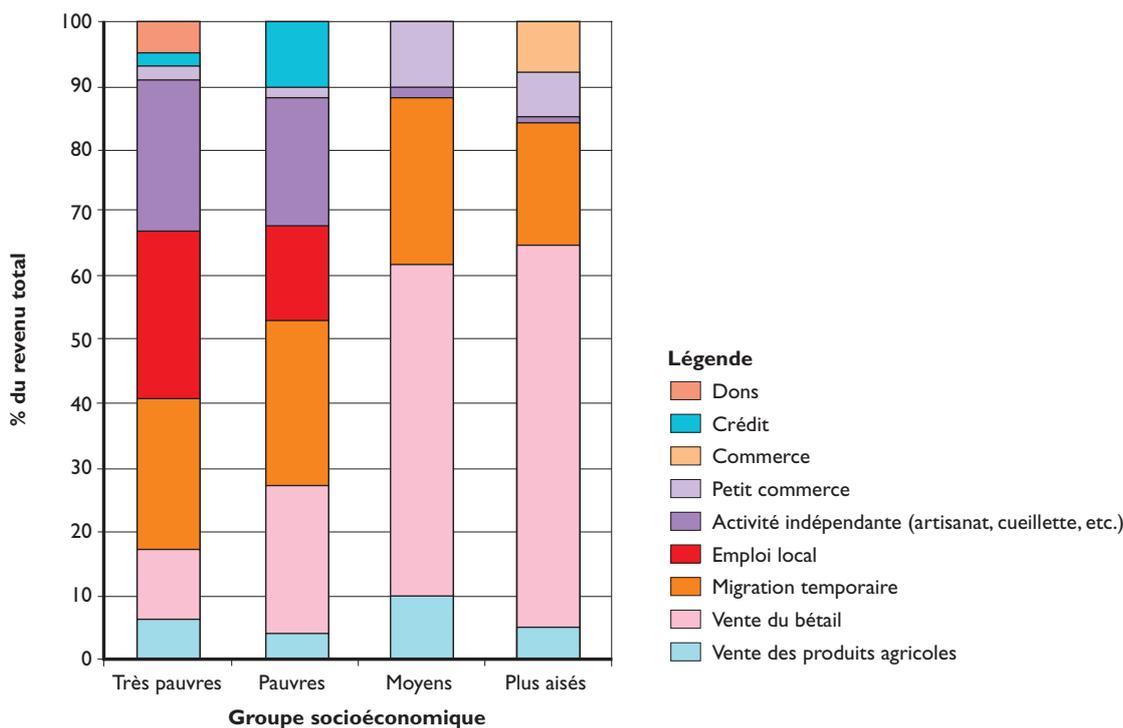
- 29 500 francs CFA pour les ménages très pauvres
- 43 000 francs CFA pour les ménages pauvres
- 77 000 francs CFA pour les ménages moyens
- 93 000 francs CFA pour les ménages plus aisés

En raison de la plus grande taille des ménages plus aisés, la différence de revenus par personne entre catégorie est moins importante mais toujours significative.

**Figure 7 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types.**



**Figure 8 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses**



Les revenus des ménages pauvres et très pauvres proviennent de sources très différentes, ce qui les rend très tributaires de facteurs externes sur lesquels ils ont peu de contrôle, comme le taux de salaire de la main-d'œuvre, la volonté des ménages plus aisés de prêter leurs animaux et le niveau de

revenus provenant de la migration temporaire de travail et de l'artisanat.

Plus un ménage est aisé, plus son revenu provenant du commerce et de la migration temporaire est important. Par ailleurs, les revenus provenant d'une

activité indépendante (cueillette et vente de plantes sauvages, artisanat, vente de paille, de bois, etc.), d'emplois locaux rémunérés et de crédits diminuent en fonction du niveau de richesse. Au cours de l'année de référence, les ménages pauvres et très pauvres ont généré environ 60 % de leurs revenus annuels par l'emploi, l'activité indépendante et la migration temporaire de travail. Ils dépendent fortement de la main-d'œuvre disponible au sein de leur ménage.

Les ménages pauvres sont généralement considérés comme solvables par la communauté dans laquelle ils vivent. Ceci est crucial pour eux, dans la mesure où cela leur permet d'avoir un recours régulier au crédit, souvent sous la forme d'avances remboursables à la récolte ou au retour de la migration, concédées par les ménages moyens et plus aisés du village.

### Le prêt d'animaux

En général, les ménages moyens et plus aisés prêtent un bovin aux ménages pauvres pour l'embouche (bien que les ménages pauvres aient plus de bétail que les ménages très pauvres). Le bénéficiaire du prêt garde et nourrit la vache et, au moment de la vendre, perçoit généralement 50 % du bénéfice réalisé par le propriétaire. Ce revenu est une source d'argent très importante pour les ménages pauvres et leur permet d'acheter plusieurs sacs de nourriture pendant la période de soudure.

### Emploi local

Les ménages pauvres et très pauvres gagnent une importante proportion de leurs revenus par l'emploi local, principalement en tant qu'ouvriers agricoles.

Les ménages moyens et plus aisés peuvent facilement se permettre de les employer. Au cours de l'année de référence, la demande de main-d'œuvre de la part des ménages plus aisés était généralement inférieure à la disponibilité des ménages pauvres et très pauvres.

Tous les ménages de toutes les catégories pratiquent du petit commerce, c'est-à-dire la

vente de petits articles (épices, etc.). En revanche, seuls les ménages plus aisés pratiquent une activité commerciale de plus grande échelle. Il s'agit pour eux d'activités d'achat et de revente de céréales (à des périodes favorables) et d'animaux (sur des marchés plus forts). Les revenus provenant du commerce peuvent fortement varier entre ménages plus aisés.

### Migration de travail

Chaque année, tous les ménages ont recours à la migration temporaire de travail pour augmenter leurs revenus. Il s'agit en effet d'une population très mobile pendant la saison sèche lorsque les activités liées à la récolte sont terminées et que les activités génératrices de revenus sont peu nombreuses dans les villages d'origine. Certains partent même dès que le désherbage est terminé, mais ces personnes ne peuvent être considérées comme réellement résidentes puisqu'elles passent plus de six mois de l'année à l'étranger.

Chez les ménages moyens et plus aisés, les membres migrants sont plus nombreux. Ils partent souvent plus loin et trouvent des activités plus rémunératrices grâce à des réseaux de contacts bien établis. Les membres migrants des ménages très pauvres doivent souvent se limiter à une seule période de migration temporaire de travail à Dosso, à Niamey ou dans les grandes villes frontalières du Bénin et du Nigeria.

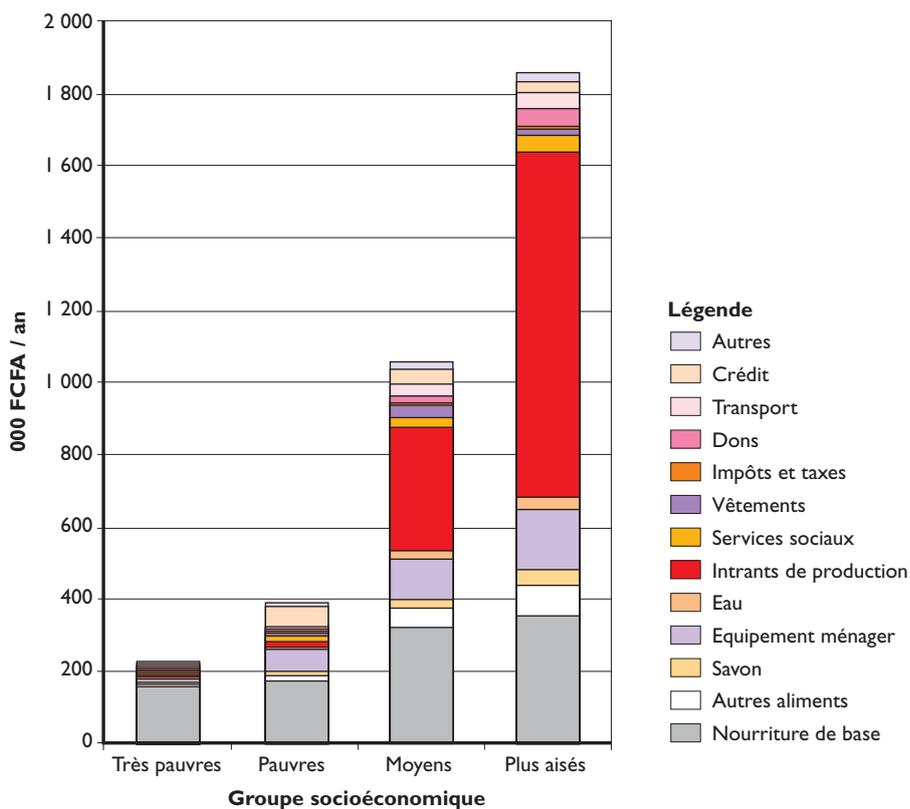
### Les dépenses du ménage

Les dépenses concernant les articles domestiques sont relativement peu nombreuses mais leur importance relative pour les différents groupes de richesse varie considérablement. L'élément le plus frappant concerne la forte différenciation des groupes selon la proportion du revenu total qui sert à acheter de la nourriture.

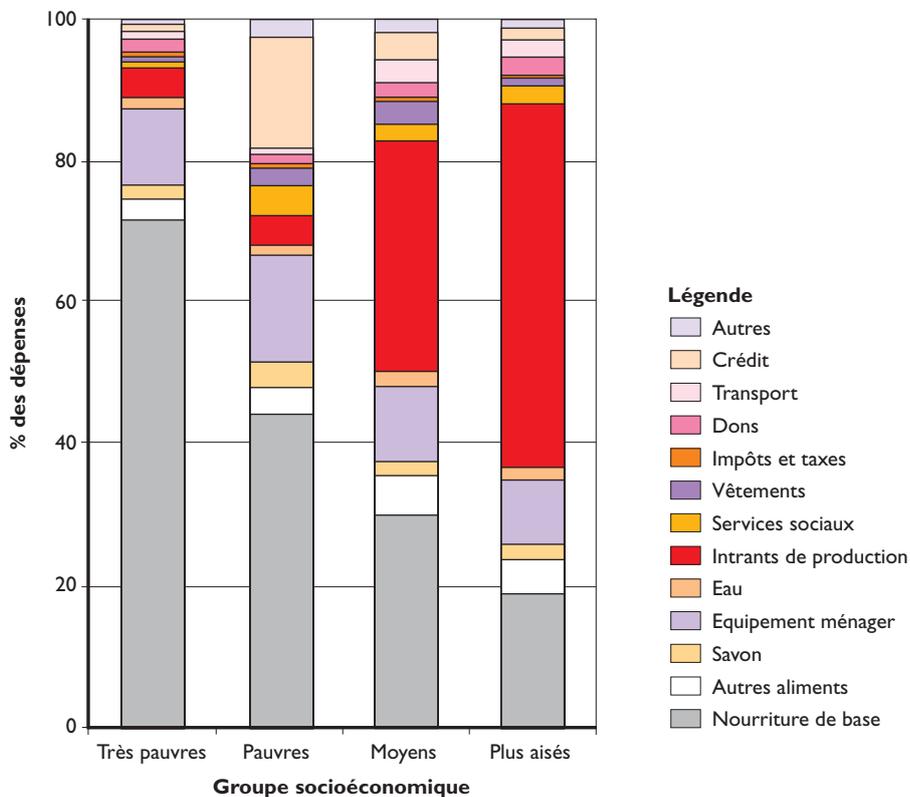
### Nourriture

Les ménages très pauvres dépensent plus des trois quarts de leurs revenus totaux pour la nourriture,

**Figure 9 : Dépenses annuelles types en argent liquide**



**Figure 10 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles**



les ménages pauvres un peu moins de la moitié et les ménages moyens et plus aisés environ un quart ou moins.

Après le paiement de la nourriture, il ne reste aux ménages très pauvres qu'une petite somme (20 % à 25 %) pour assurer toutes les autres dépenses essentielles, notamment l'équipement ménager (stimulants comme les noix de cola, ustensiles, pétrole, piles, etc.), l'hygiène et les services sociaux. Tous les autres articles de dépense sont déjà très réduits dans ce groupe.

« Autres aliments » comprend les épices, l'huile, les légumes, les tubercules et la viande. Ces aliments, même s'ils ne sont consommés qu'en petites quantités, contribuent à l'apport en micronutriments et améliorent la qualité globale de l'alimentation.

### Autres dépenses

La proportion des dépenses réalisée pour les investissements en élevage (intrants) est aussi un facteur de différenciation des différentes catégories. Les investissements concernent surtout les achats d'animaux jeunes ou à engraisser – ovins et bovins – et les achats de compléments alimentaires pour le bétail (son de mil et de blé, fanes de niébé, paille, etc.).

Les intrants sont pratiquement inexistant chez les ménages très pauvres, minimes chez les ménages pauvres, mais très importants chez les ménages moyens et plus aisés. L'investissement dans les produits de l'élevage pour un ménage typique moyen équivaut à une fois et demie le revenu annuel total d'un ménage typique très pauvre.

### Risques

Les principaux risques auxquels sont exposés les ménages de cette zone agricole sont résumés dans le tableau suivant :

<b>Cultures</b>	<p>Mauvaise répartition des pluies, courtes périodes de sécheresse au milieu du cycle des cultures ou en phase de floraison / remplissage des grains (mil), arrêts précoces de la saison</p> <p>Pluviométrie insuffisante</p> <p>Pression des ravageurs (insectes surtout)</p> <p>Baisse de la fertilité des sols et du temps de jachère</p> <p>Inaccessibilité des engrais</p>
<b>Élevage</b>	<p>Baisse des prix de vente des animaux sur les marchés</p> <p>Epidémies et parasites</p> <p>Prix des compléments alimentaires pour bétail</p> <p>Faible nombre de points d'eau pour l'abreuvement</p>
<b>Migration temporaire de travail</b>	<p>Dégradation de la situation économique et sécuritaire dans les zones de migration temporaire</p>
<b>Pouvoir d'achat</b>	<p>Augmentation des prix des céréales pour les ménages fortement tributaires des marchés pour s'alimenter</p> <p>Baisse des revenus provenant de l'emploi local</p> <p>Réduction du nombre de membres actifs dans les ménages très pauvres (maladie, décès)</p>

Les personnes réagissent à ces chocs de différentes façons. Une mauvaise distribution des pluies conduit souvent les agriculteurs à ressemer leurs champs, mais dans les limites de leurs capacités à accéder aux semences.

Lorsque l'année agricole est médiocre à mauvaise, les ménages les plus pauvres ont tendance à intensifier leurs activités indépendantes et ils comptent davantage sur les revenus que la migration leur permet de générer.

**Tableau 3 : Réaction des villageois face aux risques, 2003–08**

Année	Performance saisonnière*	Événement	Réponse
2007–08	3–4	Attaques parasitaires (sur les cultures)	–
2006–07	3	–	–
2005–06	2–3	Plusieurs semis et resemis	Aide alimentaire de l'État Migration temporaire de travail accrue
2004–05	1	Pluies insuffisantes Pression des ravageurs Prix des céréales très élevés	Migration temporaire de travail accrue / travail rémunéré local Intensification des activités indépendantes Fortes ventes de bétail Cueillette
2003–04	3	Semis tardif – pluies fortes	–

\* 1 = très mauvaise année ; 2 = année médiocre ; 3 = année moyenne ; 4 = bonne année ; 5 = excellente année

Il est très important de noter que le risque principal auquel sont exposés la plupart des ménages du département est une baisse du prix de vente des animaux et une dégradation des termes de l'échange (animaux embouchés échangés contre le mil). Cela confirme leur forte dépendance à l'égard de cette source de revenu.

Le Tableau 3 (ci-dessus) présente la performance saisonnière et les événements marquants survenus

lors des cinq dernières années dans la zone agricole centrale de Dosso.

La performance saisonnière est restée similaire au cours des cinq années. Les personnes interrogées ont mentionné 2004–05 comme l'année de crise la plus récente (bien que des comparaisons n'aient pas été faites avec 1984). On observe aussi des disparités très fortes entre les localités pendant une même année.

# Profil 2

## Moyens d'existence dans la zone sud-centrale Département de Tessaoua

Le travail sur le terrain pour ce profil s'est effectué en septembre 2007. Les informations présentées concernent l'année de référence d'octobre 2006 à septembre 2007 – une année considérée comme bonne par la population locale. À condition qu'aucun changement rapide et fondamental ne survienne dans l'économie, les informations contenues dans ce profil resteront valides pendant environ trois ans (jusqu'en 2012).

Le service agricole de l'administration locale de Tessaoua divise ce département en trois zones agro-écologiques : le sud, le centre et le nord. Les villages que nous avons sélectionnés pour cette analyse de l'économie des ménages (AEM) se trouvent dans le sud de la zone centrale, mais pas trop près de la frontière avec la zone du sud.<sup>8</sup>

### Quelle est la population de cette zone et comment gagne-t-elle sa vie ?

Cette zone, peuplée d'environ 200 000 habitants, a une densité de population plus importante que la zone nord-sédentaire (le troisième profil de cette série). Cela signifie qu'il y a moins de grands pâturages. Les ménages qui ont des troupeaux importants doivent posséder une grande quantité de terres afin de pouvoir utiliser les résidus de récoltes comme fourrage (ils devront donc se livrer à des activités de culture importantes). Pour l'élevage des animaux (principalement les bovins, mais pas exclusivement), les troupeaux doivent être conduits aux pâturages à l'extrême nord du pays pendant la principale saison des cultures, généralement par un accord collectif entre les propriétaires et un berger du village, ou des bergers

fulanis (peuls) de la région. Les problèmes de pâture sont les principales caractéristiques qui distinguent la zone agricole de la zone agropastorale plus au nord ; une autre caractéristique est que les domaines fonciers par habitant sont plus petits dans la zone agricole, et ont de plus petits rendements par habitant.

La plupart des villages de cette zone sont situés dans un rayon de 50 km de la route principale qui traverse le pays d'ouest en est. À partir de fin septembre, après la saison des pluies, les villageois peuvent accéder relativement facilement aux principales sources de céréales et de bétail par le biais des marchés locaux et des négociants. Beaucoup de villages dans cette zone sont tout près de la frontière Nigériane, qui offre un autre marché pour le bétail et une destination aux travailleurs migrants.

### Denrées de base

Dans cette zone, la culture principale est le mil, qui est l'aliment de base et, en termes de volume, le principal produit vendu. Selon notre étude, la production de mil est cinq fois plus importante que celle du sorgho, la seule autre céréale majeure. L'autre culture de base est le niébé, qui est souvent vendu, de même que les arachides, la culture commerciale par excellence. Des quantités beaucoup moins importantes de sésame et de graines d'hibiscus sont également produites, souvent par les femmes sur leur propre terre, et elles sont vendues ou ajoutées aux sauces. La culture intercalaire de céréales et de niébé est généralement relativement homogène ; les arachides sont en général cultivées sur des parcelles de terrain séparées, surtout si

le sol est labouré, ou intercalées avec une petite quantité de mil. Les gens cultivent quelques légumes à la saison froide, mais les ressources d'eau souterraine sont très limitées et le jardinage sur bas-fond ou irrigué à la saison sèche, est rare comparativement à la zone sud.

### Pluviométrie et rendement agricole

La pluviométrie – et donc le rendement agricole – varient grandement d'une année à l'autre, même dans des zones proches, ce qui est caractéristique du Sahel. Il n'y a aucune statistique sur le commerce des produits de base par zone, mais le département de Tessaoua est généralement décrit comme autonome dans une année satisfaisante, plutôt qu'exportateur net de céréales. Certaines années, les agriculteurs plus aisés de la zone sud peuvent mettre sur le marché une plus grande quantité de céréales que d'autres années, mais en général cette région n'est pas une région exportatrice nette. Certains ménages peuvent exporter une certaine quantité de céréales pendant certains mois de l'année, mais cela ne signifie pas qu'il y a un surplus de production dans la région ; beaucoup de ménages vendent au début de l'année pour ensuite racheter plus tard. Quand la pluviosité est bonne, la zone nord a tendance à avoir un meilleur potentiel de production que la zone sud, mais malgré tout elle semble être tout juste autonome dans une bonne année.

### Bétail

Le bétail est la principale exportation du Niger et l'énorme demande de viande de l'autre côté de la frontière, au Nigeria, détermine les prix des bovins et du petit bétail. Le nombre officiel de têtes de bétail par zone n'est pas disponible. Pour l'ensemble du département, le recensement national du bétail effectué en 2004 a enregistré en moyenne quatre têtes de bovins, huit chèvres et cinq moutons par ménage. Étant donné qu'il y a environ 3,3 têtes de petit bétail pour une tête de bovin dans le département, et que les bovins coûtent en moyenne huit fois plus cher que le petit bétail, les bovins sont de loin le bétail le plus précieux. Mais les deux groupes les plus riches (ménages les plus aisés et ménages aux revenus moyens) possèdent

presque 100 % des bovins et plus de 90 % du petit bétail. Les quelques ménages pauvres qui possèdent une vache ou un bœuf sont relativement peu représentatifs. Les ménages pauvres et très pauvres n'ont en général que quelques têtes de petit bétail. Les bœufs sont quelquefois utilisés pour le labour, mais leur principale valeur réside dans le revenu que leurs propriétaires peuvent en tirer en les louant pour la traction des charrettes ; les bœufs sont souvent prêtés à des ménages plus pauvres dans le cadre du système de prêt traditionnel *kiyo* (voir la section sur les « groupes socioéconomiques » (page 31) pour plus d'informations à ce sujet).

### Marchés

Dans les années déficitaires, pendant les mois qui suivent la récolte, la plupart des ménages vendent des céréales en dehors du département (pour rembourser des dettes ou couvrir d'autres dépenses) mais les rachètent plus tard dans l'année, dans d'autres régions, en plus grandes quantités et à un prix plus élevé.

Au Niger aujourd'hui, le marché sert de catalyseur non seulement pour l'économie rurale locale, qui est une économie fortement monétaire, mais aussi pour le mouvement des biens et des personnes qui entrent au Nigeria et vont au-delà. La population utilise l'argent gagné localement par un travail occasionnel ou d'autres activités et par un travail migrant ou la vente de bétail, pour acheter des céréales sur le marché local. Cette transaction est si essentielle pour certaines personnes que pendant l'année de crise de 2005, la production ayant été généralement médiocre mais nullement désastreuse dans le département de Tessaoua, il se peut que les prix record du mil et du sorgho aient déclenché une crise alimentaire, pour des raisons en grande partie externes à l'économie locale.

### Où se font les achats et les ventes ?

Les récoltes agricoles et le bétail sont, pour la plupart, achetés et vendus sur les marchés locaux, comme Toki, et ils sont ensuite renégociés sur d'autres marchés plus grands comme Koono,

Maijirgui, Madobi, Gazaoua et Baoudeta. De là, les produits vont à Tessaoua et sont finalement acheminés vers les marchés du nord (Arlit ou Agadez) ou de l'ouest (Niamey). Kondoumawa est un marché de bétail important pour les ménages de cette zone et ceux du reste de la région, y compris Zinder. De là, la majeure partie du bétail finira à May'Adua, de l'autre côté de la frontière au Nigeria, pour être revendu dans les marchés du sud.

La principale période d'approvisionnement pour les marchés locaux est fonction du produit de base qui est vendu. En ce qui concerne les céréales et les cultures commerciales, l'approvisionnement se fait de fin septembre à décembre, juste après la récolte, période à laquelle, en 2006, les prix sont descendus jusqu'à 200–250 francs CFA par *tia*<sup>9</sup> de mil. Les prix sont au plus haut pendant la période d'écoulement, entre mai et septembre, du début de la plantation quand les agriculteurs doivent acheter des semences, jusqu'à peu avant la prochaine récolte. En 2007, à cette époque le prix du mil a atteint 300–400 francs CFA par *tia*. En ce qui concerne le bétail, les principaux mois d'approvisionnement sont mai et juin et les mois d'écoulement sont octobre et novembre, époque à laquelle, traditionnellement, les gens vendent ou achètent des animaux. En 2006, le festival musulman de la *Tabaski* a eu lieu en décembre, et le prix des petits ruminants a donc augmenté à cette époque. Par exemple, un mouton engraisé pour l'abattage coûtait environ 30 000–50 000 francs CFA en décembre 2006 par rapport à 15 000–25 000 francs CFA, prix d'un mouton, en mai 2007.

## Calendrier saisonnier

### Travail agricole

Les activités agricoles occupent une grande partie de l'année, bien que certains mois (juin à septembre) soient plus chargés que d'autres. Cela donne aux ménages les plus pauvres l'opportunité de gagner de l'argent liquide et quelquefois de la nourriture en échange de travail dans les champs de propriétaires plus riches. Cependant, cela limite aussi leur capacité de cultiver leurs propres champs,

même s'ils sont très petits, et leur rendement est donc généralement faible.

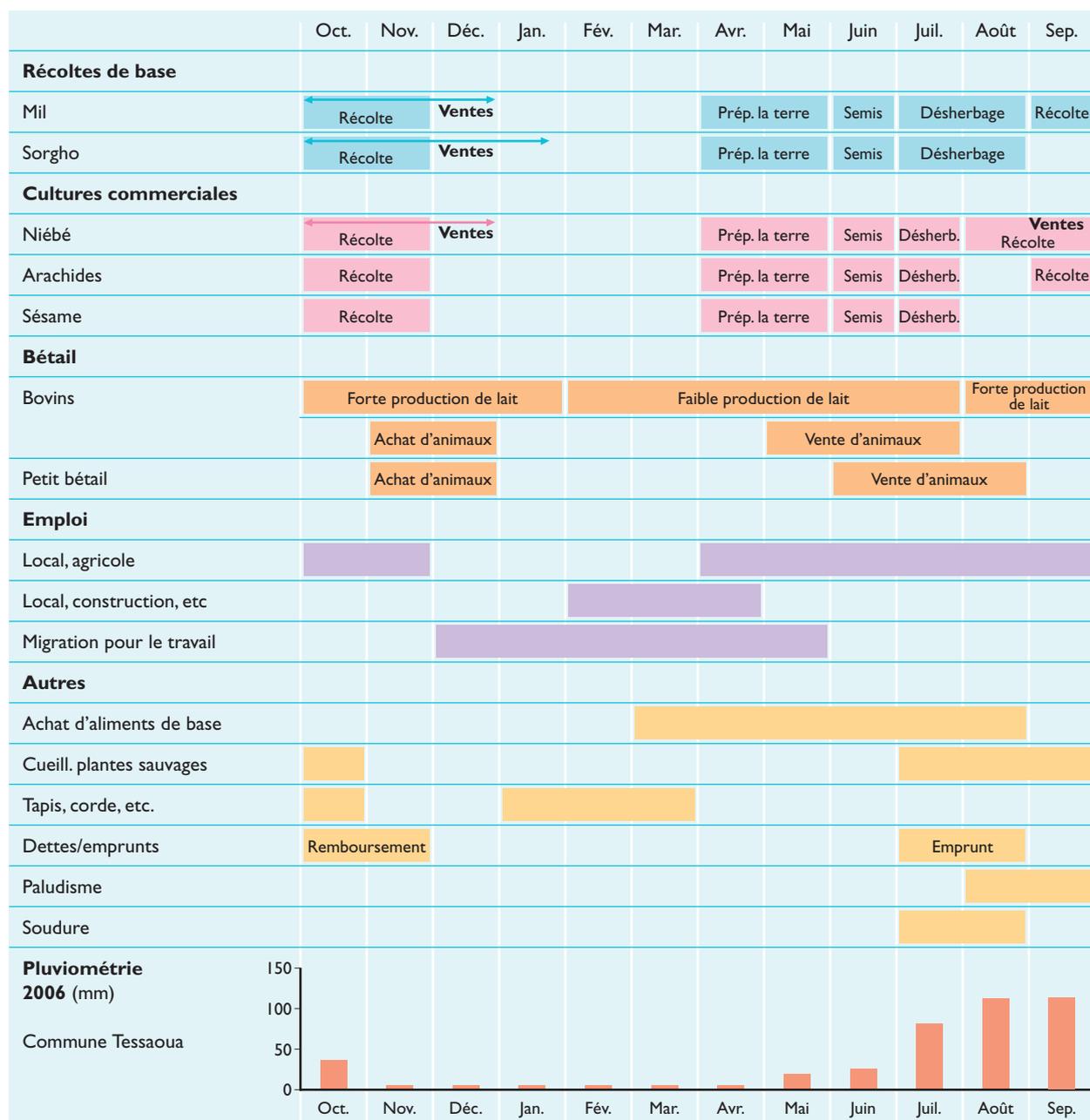
La récolte de mil s'étend sur deux à trois mois (septembre à novembre), et débute avec le « *petit mil* » (grains parvenus à maturité mais incomplets, qui ont poussé plus vite et ne pousseront pas plus). Ces grains plus petits sont disponibles deux à trois semaines avant la récolte principale et ont un rôle très utile puisqu'ils mettent fin à la période de soudure (juillet et août). Les ventes des principales récoltes commencent presque immédiatement après la récolte car les gens doivent rembourser leurs emprunts et acheter d'autres biens essentiels. La récolte est aussi la période à laquelle les personnes qui peuvent se le permettre pensent à acheter du bétail, qui devra sans doute être revendu à la prochaine période de soudure afin d'acheter de la nourriture.

### Migration

La migration temporaire dans le but de trouver un travail est une importante stratégie génératrice de revenus pour un grand nombre de ménages, surtout en contre-saison. Dans tous les ménages les plus pauvres, presque aussitôt la récolte stockée dans les greniers, un ou deux hommes partent travailler au Nigeria pour environ trois à cinq mois, et rentrent chez eux généralement au moment de préparer la terre pour la prochaine saison. Les hommes des ménages plus aisés peuvent aussi migrer de façon temporaire, mais le but n'est pas d'essayer de joindre les deux bouts et ils ne doivent pas non plus retourner chez eux au début de la saison agricole. Pour eux, le principal objectif de la migration pourrait être d'entreprendre une activité commerciale (par exemple l'achat de vêtements et d'autres biens qu'ils rapportent chez eux pour la revente).

L'agriculture (principalement la culture des oignons) et la construction (principalement la fabrication de briques) sont les deux secteurs d'emploi dans le village ou dans les villages avoisinants ainsi que dans les grandes villes comme Maradi, Konni, Niamey ou Agadez.

Figure 11 : Calendrier saisonnier – la zone sud-centrale



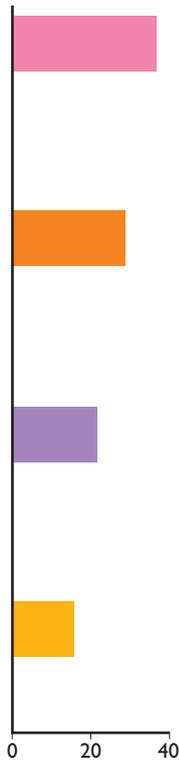
## Groupes socioéconomiques

### Terre et bétail

Les informateurs clés définissent la richesse principalement en fonction de la possession de terres cultivées et de troupeaux de bétail (voir Tableau 4 en page 32). Les villageois ont remarqué que l'accroissement de la population rurale exerçait

une plus forte pression sur la disponibilité des terres. Cependant, il est évident que le bétail joue un rôle important dans la richesse des ménages moyens et plus aisés. Ces ménages bénéficient de meilleurs rendements agricoles grâce à leurs charrues tirées par des bœufs et à un meilleur accès au fumier, ils obtiennent un revenu par la vente d'animaux et ont une alimentation de meilleure qualité (principalement par l'apport

**Tableau 4 : Groupes socioéconomiques parmi les ménages haussas de la zone sud-centrale du département de Tessaoua**

Groupe de richesse	Pourcentage des ménages	Taille du ménage	Superficie cultivée (ha)	Possession de bétail	Possession d'animaux de travail et charrettes
Ménages très pauvres		7	0,8 ha	0–1 petit ruminant par le « <i>kijo</i> », 2 poules*	–
Pauvres		7	1,5 ha	2 petits ruminants plus 1 par le « <i>kijo</i> », 3 poules	0–1 bœuf "emprunté"
Moyens		10	4 ha	3 bovins (1–2 vaches pour Reprod.), 11 petits ruminants, 9 poules	0–1 bœuf, 1 charrette
Plus aisés		15	7 ha	10 bovins (5 vaches pour Reprod.), 25 petits ruminants, 15 poules	1–2 taureaux, 1 âne, 1–2 charrettes, 0–1 cheval

\* y compris poules et pintades

de lait). La possession d'une charrette et d'un animal pour la tirer leur permet également de gagner de l'argent en transportant les biens d'autres personnes.

### Systèmes de prêt du bétail

Les informateurs clés issus de ménages pauvres et très pauvres ont expliqué le système du *kijo* selon lequel des ménages plus riches leur prêtent un petit ruminant. Le système semble varier d'un village à l'autre mais, essentiellement, le ménage plus pauvre s'occupe de la femelle (généralement, mais pas toujours, une chèvre) et, en contrepartie, peut garder un animal sur trois ou quatre de sa

progéniture. Il ne peut pas contrôler quand la femelle sera vendue mais il reçoit une partie du produit de la vente. Grâce au *kijo*, les ménages pauvres peuvent acquérir un animal qu'ils ne pourraient autrement pas se permettre d'acheter, tandis que le propriétaire plus aisé peut faire entretenir son bétail gratuitement. Souvent, le fait de posséder à part entière au moins deux moutons ou chèvres distingue les ménages pauvres des ménages très pauvres, de même que le fait qu'ils cultivent presque deux fois plus de terres par personne. Donc, bien que leur potentiel productif soit plus grand, les informateurs clés ont révélé qu'un système de remboursement de dettes défavorable limite leur accès au cash.

Beaucoup de ménages pauvres louent leur terre à des ménages plus aisés ou l'utilisent comme garantie réelle pour obtenir un prêt. Cela montre clairement que leur besoin urgent d'argent liquide les oblige à réduire leur capacité productive.

D'autre part, dans les cas où les ménages les plus pauvres ont dû vendre une trop grande partie de leur terre, les propriétaires plus riches prêtent « gratuitement » pendant une saison, des champs à cultiver. Toutefois, cette étude a révélé que ce prêt n'était pas sans coût : les champs en question étaient souvent infertiles ou envahis par l'herbe. Le bénéficiaire de ce « prêt gratuit » aura donc à fournir un plus grand travail pour désherber le champ avant de l'ensemencer. À la fin de la saison, le propriétaire va récupérer son champs rendu plus productif et offrira un autre champ « difficile » l'année suivante.

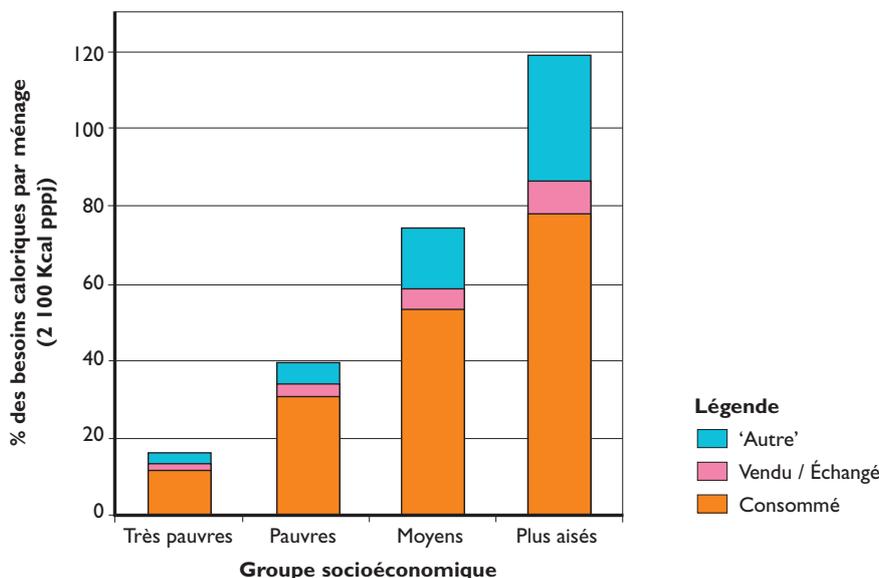
Les figures 12–16 des sections suivantes montrent que la majeure partie des revenus des ménages plus riches provient de la vente de bétail et d'activités commerciales. Ils doivent avoir suffisamment d'argent pour payer les ouvriers (en liquide ou en nature) qui travaillent sur leur terre, réalisent pour eux des travaux de construction et transportent leurs produits aux champs et au marché.

## Sources de nourriture

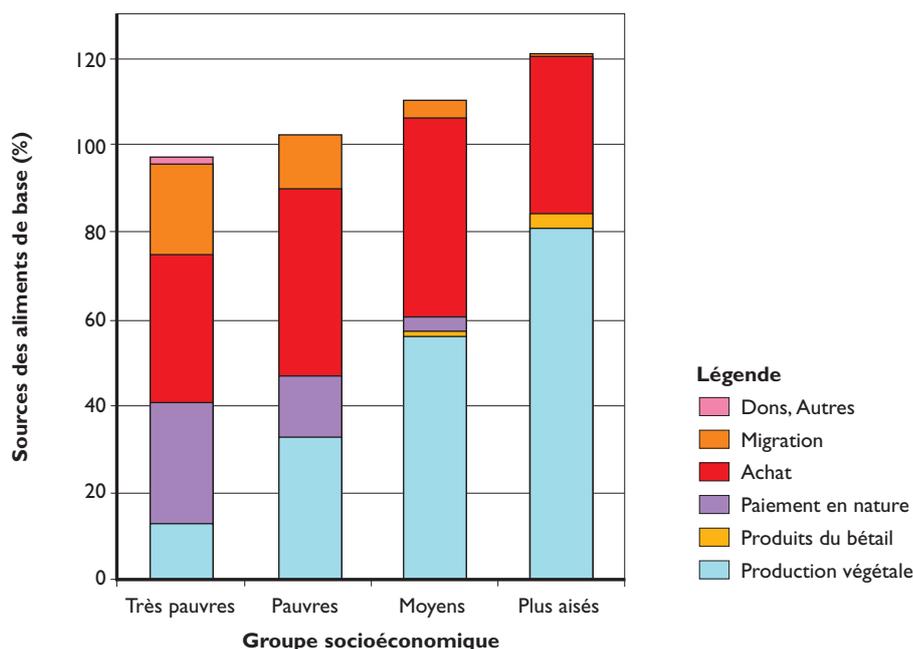
La Figure 12 ci-dessous montre dans quelle mesure les aliments de base produits par des ménages types dans chaque groupe socioéconomique pourvoient à leurs besoins alimentaires essentiels. Elle indique aussi comment chaque groupe utilise les récoltes qu'il produit. Les plus aisés produisent plus que largement pour se nourrir mais, outre la vente, ils utilisent une grande partie de ces récoltes à « d'autres » fins, notamment pour nourrir les enfants des familles très pauvres, pour payer les ouvriers en nature et leurs contributions à la *zakât*.<sup>10</sup> La Figure 13 (page 34) montre qu'ils achètent aussi des céréales pour combler les besoins du ménage et/ou pour payer les ouvriers en nature.

En revanche, les très pauvres ne produisent que 17 % de leurs besoins alimentaires de base, mais ils doivent malgré cela en revendre une partie pour rembourser des dettes et s'acquitter d'autres obligations (contribuer à un baptême ou à une autre célébration, par exemple). Un peu plus de 60 % de la nourriture qu'ils consomment provient du marché et de paiements en nature pour leur travail.

**Figure 12 : Production et utilisation des céréales (mil, sorgho) et légumineuses (niébé)**



**Figure 13 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types**



Dans ce graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme moyenne de l'apport énergétique alimentaire de 2 100 Kcal par personne et par jour.

Les pauvres ont des caractéristiques similaires, mais produisent plus du double de nourriture que les très pauvres ; ils comptent aussi beaucoup plus sur l'achat de nourriture que sur les paiements en nature pour leur travail. Les ménages moyens produisent 56 % de leurs propres besoins en nourriture et achètent la plupart du reste.

La migration liée au travail, principalement vers le Nigeria, contribue de manière significative à l'apport en nourriture des deux groupes les plus pauvres, non seulement par les sacs de céréales que les migrants rapportent, mais aussi par les repas « économisés » pendant leur absence (qui représentent 9 % du budget alimentaire des ménages très pauvres). Étant donné qu'ils ne réussissent pas à satisfaire une grande partie de leurs besoins alimentaires globaux, cette « économie » de 9 % a une importance fondamentale. Elle reflète à la fois leur extrême pauvreté et leur extrême vulnérabilité face à toute crise qui pourrait réduire encore plus leur accès à la nourriture, quelle qu'en soit la provenance. Même les ménages aux revenus moyens sont

vulnérables aux augmentations importantes du prix des denrées de base, et la crise de 2005 les a considérablement appauvris.

Pour terminer, chez les ménages plus riches, la consommation de produits d'origine animale – principalement le lait – est modeste mais significative sur le plan de la variété et de la qualité de l'alimentation, en particulier pour les jeunes enfants en sevrage. Les ménages plus pauvres qui veulent du lait doivent l'acheter (comme le font parfois les ménages plus riches pour compléter leurs propres sources). Mais l'achat de lait peut en fait représenter une économie pour les ménages pauvres, car s'il est mélangé en petite quantité au gruau à base de mil (la *boule*) ; ce repas liquide put nourrir le ménage à moindre coût en trompant la faim.

### Sources d'argent liquide

Ce qui est le plus frappant ici, c'est l'asymétrie du graphique : les revenus en argent liquide des deux groupes les plus riches sont entre sept et

dix fois plus élevés que ceux des deux groupes les plus pauvres.

Un autre résultat frappant est la part de revenus en argent liquide provenant de l'agriculture et du bétail. Dans une zone caractérisée par l'agriculture, le bétail est de loin la plus grande source d'argent liquide et, avec le commerce, il éclipse les revenus de la vente des récoltes. Ceci est dû à l'énorme demande de bétail au Nigeria, pays voisin, qui est reflétée dans les prix du bétail sur le marché. Le marché des céréales serait plutôt influencé par les importations nettes en provenance du Nigeria.

Les ventes d'arachides représentent la majeure partie des revenus agricoles : 75 % pour les ménages plus aisés, 71 % pour les ménages moyens, 67 % pour les pauvres et seulement 25 % pour les très pauvres, qui peuvent à peine se permettre d'acheter les semences et encore moins de recruter la main-d'œuvre pour les cultiver. La production d'arachides a aussi été affectée au cours des dernières années par les maladies ainsi que par l'insuffisance des pluies, ce qui a aussi affecté la proportion des revenus dérivés de toutes les récoltes.

Cependant, le secteur agricole n'en reste pas moins important pour les moyens d'existence de la population : comme mentionné dans la section précédente, la propre récolte des ménages aisés et moyens couvre la majeure partie de leurs besoins alimentaires. Ils utilisent aussi les céréales pour payer les ouvriers. Pour les ménages pauvres et très pauvres, le paiement (en argent ou en nature) de leur travail représente une part importante de leurs moyens d'existence.

Il y a évidemment une corrélation directe entre le fait que les deux groupes les plus riches ont plus de terres et de bétail et le fait qu'ils ont des revenus en argent liquide beaucoup plus importants.

Il y a aussi un lien direct entre la possession de bétail et la possession de terres, au fur et à mesure que les pâturages traditionnels collectifs disparaissent sous l'influence des cultures. Le montant des résidus de récolte joue un rôle important pour déterminer combien de têtes

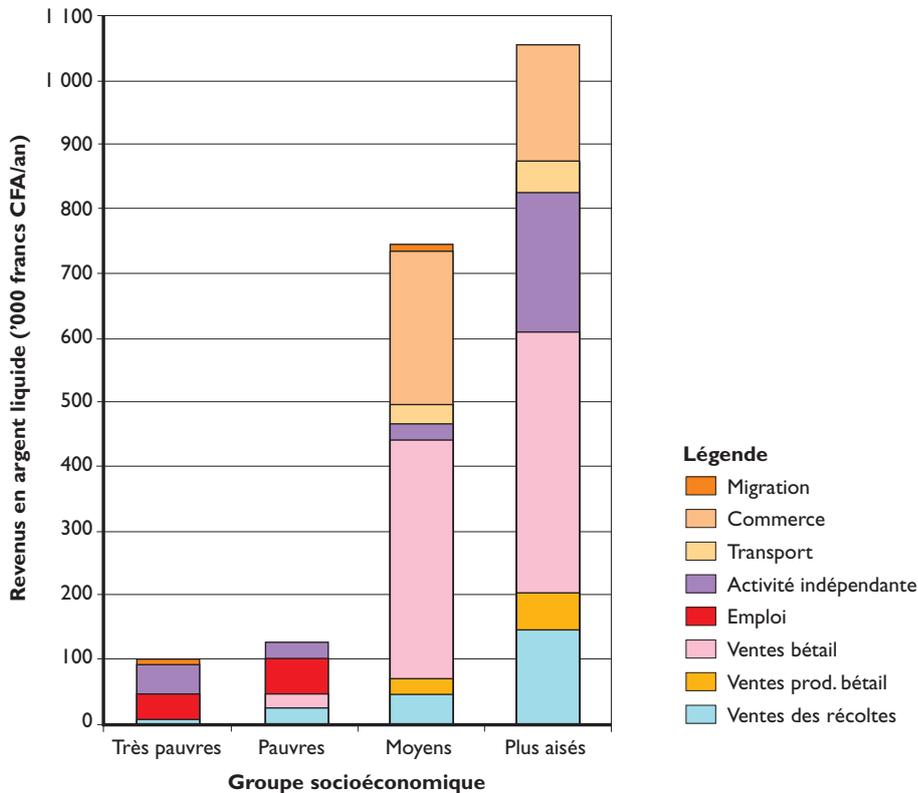
de bétail un ménage peut nourrir, car l'achat de fourrage coûte cher, même pour les riches. Ramasser de l'herbe pour l'alimentation du bétail en « étable » prend du temps, ce qui est en partie à la base du système du *kiyo* décrit plus haut. L'argent que les pauvres et les très pauvres gagnent avec le bétail, quelle qu'en soit la somme, est lié à la commodité du *kiyo* pour les ménages plus riches car c'est pour eux un autre moyen d'employer les pauvres.

Bien que cette zone soit près de la frontière avec le Nigeria, les revenus en argent liquide obtenus de la migration ne sont pas importants. Les migrants ont tendance à dépenser leurs revenus au Nigeria pour l'achat de céréales bon marché (souvent du sorgho) qu'ils ramènent chez eux (comme le montrent les Figures 12 et 13 dans la section « Sources de nourriture » ci-dessus).

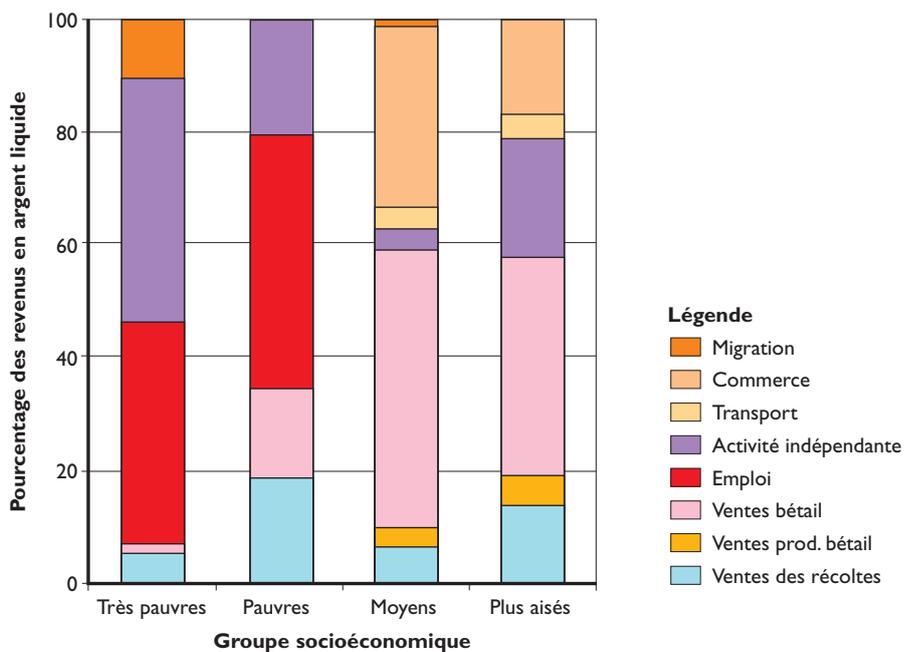
Il convient de noter que bien que les revenus des ménages pauvres soient très bas par rapport à ceux des ménages plus riches, une grande partie de leurs revenus provient néanmoins de la culture et du bétail. Cela différencie les ménages pauvres des ménages très pauvres de façon importante : les pauvres ont toujours un intérêt majeur à travailler leurs propres champs et à élever leurs propres troupeaux, même s'ils sont très petits. Les très pauvres sont essentiellement des travailleurs ruraux mais ils possèdent très peu de terre et celle qu'ils possèdent est souvent de mauvaise qualité, même celle qu'ils « empruntent » à des familles plus aisées.

Cela signifie que les projets de développement doivent aborder les différents besoins et moyens d'existence des pauvres et des très pauvres. De plus, sans une intensification majeure de l'utilisation de la terre sous une forme ou sous une autre, l'accroissement de la population rurale aura pour conséquence une augmentation de la proportion des familles très pauvres par rapport aux familles pauvres ; ou alors, la définition des deux termes changera, de sorte que « très pauvres » signifiera sans terre et « pauvres » sera plus proche des « très pauvres » d'aujourd'hui.

**Figure 14 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types**



**Figure 15 : Proportion des revenus en argent liquide provenant de sources diverses**



## Les dépenses

### Nourriture

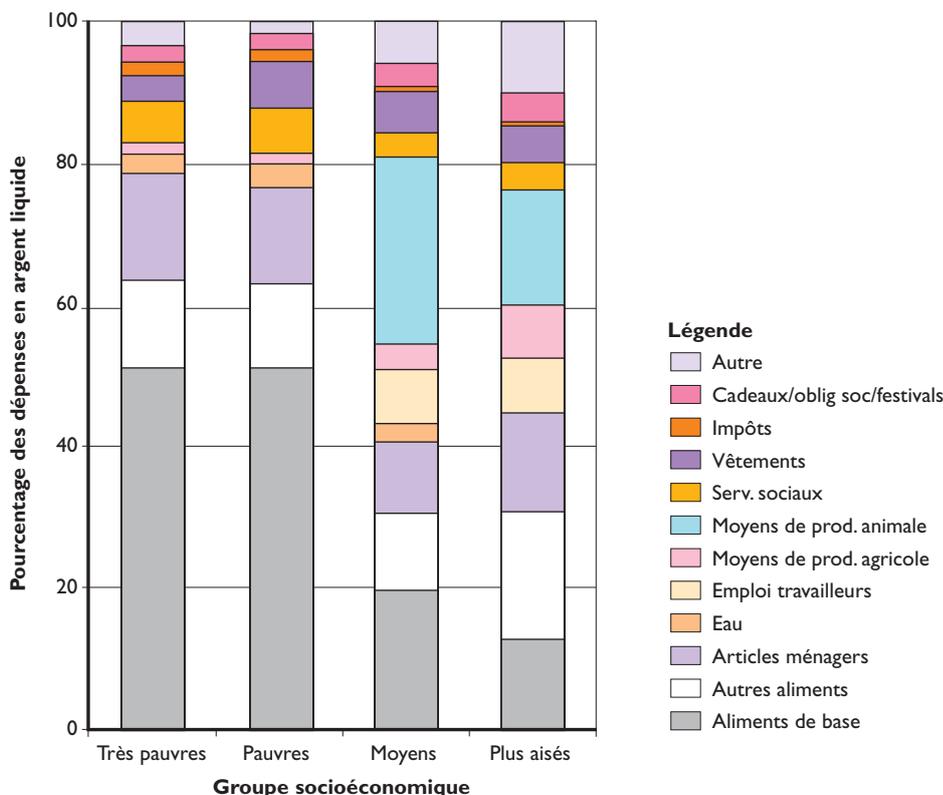
Il n'est pas surprenant que les très pauvres et les pauvres dépensent la moitié de leurs revenus pour leur alimentation. Mais ceci masque une différence importante : une partie plus importante de la nourriture des pauvres provient de leur propre récolte, tandis qu'une partie plus importante de la nourriture des très pauvres provient du paiement en nature de leur travail. Néanmoins, ces deux groupes sont fortement touchés par les prix, car ils ont tendance à acheter des céréales dès janvier lorsque les prix sont déjà en hausse.

Le groupe des ménages moyens doit également acheter des aliments de base, mais ces dépenses ne représentent qu'un cinquième de leurs revenus (sauf s'il y a des hausses importantes de prix, comme en 2005). Comme nous l'avons vu dans

la section « Sources de nourriture », les ménages plus aisés pourraient facilement satisfaire leurs besoins de consommation sans devoir acheter de nourriture, mais ils suivent leur propre stratégie de stockage, de vente et d'achat, notamment le paiement en nature des travailleurs. Les ménages aisés et moyens dépensent de l'argent sur des aliments de base importés/transformés – riz, pâtes ou couscous – pour varier leur alimentation.

Les dépenses sur les aliments non céréaliers et les articles ménagers sont similaires dans tous les groupes. Mais il faut noter que ce sont des proportions de dépenses – les montants absolus sont très différents. Comme on peut s'y attendre, les ménages plus riches ont une alimentation plus variée et de meilleure qualité que celle des ménages pauvres, et ils achètent régulièrement du lait, de la viande, des légumes et des condiments, ainsi que des stimulants (thé, noix de cola).

**Figure 16 : Proportion des dépenses en argent liquide pour différents articles**



## Moyens de production

Il y a une différence notable dans la capacité des ménages à investir dans la production (moyens de production animale et agricole). Les deux groupes les plus pauvres dépensent peu sur les moyens de production agricole (entre autres les semences quand ils n'ont pas pu en mettre de côté) et ne dépensent rien sur les moyens de production animale – ce qui n'est pas surprenant, vu qu'ils en possèdent très peu (ils auraient beaucoup de mal à acheter ne serait-ce qu'une chèvre ; toute chèvre qu'ils pourraient posséder aura sûrement été obtenue grâce au système du *kiyo*). Les deux groupes plus riches dépensent une bonne partie de leur argent pour la production, surtout pour le bétail (« moyens de production animale »), qui comprend non seulement le coût des contrôles vétérinaires et du fourrage mais aussi l'achat de nouveaux animaux. Le niveau des dépenses des ménages moyens en particulier semble indiquer qu'ils investissent dans la reconstitution des troupeaux après les pertes subies en 2005.

Les dépenses agricoles des ménages plus aisés n'incluent pas généralement les engrais, dont le prix est aujourd'hui désavantageux (tout au moins en ce qui concerne la production de céréales). Mais elles incluent le paiement aux propriétaires pauvres pour l'utilisation de leurs terres (généralement par des facilités de location / prêt hypothécaire ou, beaucoup plus rarement, par l'achat à part entière), ce qui représenterait jusqu'à 5 % de leurs dépenses annuelles totales – un signe de la pression très importante exercée par la population sur la terre et, de plus en plus, de la concentration des terres entre les mains des propriétaires riches.

## Soins de santé et éducation

Les dépenses pour les services sociaux regroupent les coûts de l'éducation et des soins de santé. En règle générale, les pauvres et les très pauvres dépensent environ deux fois plus pour l'éducation que pour la santé. Ces dépenses couvrent en principe uniquement la nourriture, les crayons, les cahiers, etc. pour permettre à leurs enfants d'aller

à l'école primaire locale. Mais cela représente 4 % à 5 % de leurs revenus annuels totaux : un signe que la population – même celle qui a des budgets extrêmement bas – reconnaît l'importance de scolariser leurs enfants (de plus en plus les filles aussi bien que les garçons).

Les ménages moyens et aisés dépensent moins, en proportion de leurs revenus totaux, pour l'éducation (environ 2 %) mais en valeur absolue cela représente un montant environ quatre fois supérieur à celui dépensé par les deux groupes les plus pauvres. Une partie de ces dépenses est destinée uniquement à mieux nourrir leurs enfants à l'école, ce qui leur donne l'avantage de pouvoir mieux se concentrer. Mais quelquefois cela inclut le coût d'envoyer les enfants loin de chez eux à l'école secondaire, s'il n'en existe pas à proximité. Pour cela, il faut généralement payer le gîte et le couvert sous une forme ou une autre et c'est une dépense que la plupart des ménages pauvres ne peuvent se permettre. En conséquence, les enfants pauvres ont tendance à être exclus de l'éducation secondaire, qui constitue un véritable passeport pour sortir du village et entrer dans le monde économique au sens large. Même lorsque les enfants du village peuvent aller à l'école secondaire, ils échouent souvent et abandonnent en raison de la mauvaise qualité de l'enseignement reçu à l'école primaire.

## Risques

Les principaux risques auxquels sont confrontés les fermiers de cette zone sont, en ce qui concerne les récoltes : le retard des pluies ou des pluies insuffisantes ou parsemées, le faux départ des « pluies de plantation » (obligeant les fermiers à réensemencer plusieurs fois), ainsi que les insectes ; et pour le bétail : des pâturages et du fourrage insuffisants (ou du fourrage de mauvaise qualité), les maladies et un nombre de points d'eau insuffisant.

La population fait face aux risques de plusieurs façons, en fonction de ses capacités, du problème et du moment. Par exemple, si au moment du semis les pluies sont insuffisantes ou sont suivies d'une

période de sécheresse prolongée, les agriculteurs réensemencent leurs champs. Les ménages pauvres sont plus susceptibles de migrer avant la récolte, plus tôt que d'habitude, pour chercher du travail.

Si le fourrage disponible n'est pas de bonne qualité, les ménages qui peuvent se le permettre achètent de l'herbe et des suppléments pour leurs

animaux plus tôt et en plus grandes quantités qu'habituellement. Les ménages plus pauvres, qui n'ont pas d'animaux, peuvent souvent bénéficier de la vente des résidus de leur récolte ou ramasser de l'herbe pour la vendre. Étant donné la concurrence des bergers fulanis pour la nourriture des animaux, le prix du fourrage augmente à cette époque, ce qui augmente les revenus potentiels de cette source.

# Profil 3

## Moyens d'existence dans la zone nord-sédentaire

### Département de Tessaoua

Le travail sur le terrain pour ce profil s'est effectué en septembre 2007. Les informations présentées concernent l'année de référence d'octobre 2006 à septembre 2007 – une année considérée comme bonne par la population locale. À condition qu'aucun changement rapide et fondamental ne survienne dans l'économie, les informations contenues dans ce profil resteront valides pendant environ trois ans (jusqu'en 2012).

Le service agricole de l'administration locale de Tessaoua divise ce département en trois zones agro-écologiques : le sud, le centre et le nord. La zone nord-sédentaire est une région d'agriculture et d'élevage de bétail sédentaire qui s'étend du sud de la zone du centre jusqu'à la zone purement pastorale à l'extrême nord du département de Tessaoua. Pour cette analyse de l'économie des ménages (AEM), nous avons pris un échantillon de dix villages d'une large bande qui s'étend d'est en ouest dans la zone nord-sédentaire, en évitant les bordures sud et nord.<sup>11</sup>

### Quelle est la population de cette zone et comment gagne-t-elle sa vie ?

La zone nord-sédentaire couvre environ 40 % du département de Tessaoua mais sa population est nettement inférieure (environ 100 000 habitants) à celle des zones du centre et du sud (environ 310 000 habitants).<sup>12</sup> La plupart des habitants de la zone nord-sédentaire sont des cultivateurs haussas qui sont beaucoup plus nombreux que les autres groupes ethniques. Bien qu'ils produisent de grandes quantités de céréales, leur véritable richesse est le bétail, en particulier les bovins.

Les Fulanis (Peuls), une population sédentaire dont les moyens d'existence sont plus axés vers l'élevage de bétail, constituent l'autre groupe principal dans cette zone. Ils pratiquent la transhumance (déplacement annuel des troupeaux vers des pâturages éloignés, conduits par quelques hommes tandis que les autres membres du ménage restent à la maison). Les pasteurs touaregs ont en général des modes d'existence plus mobiles, et se déplacent régulièrement pour trouver des pâturages ; leur nombre est beaucoup moins important que celui des Fulanis.

Historiquement, cette région était une prairie occupée saisonnièrement par les pasteurs fulanis et touaregs, et certains groupes du nord y viennent encore pour utiliser les pâturages. Depuis environ 150 ans, et de plus en plus au cours du dernier siècle, les colons haussas ont installé des villages pionniers dans le nord du département comme ramifications des villages plus au sud, qui eux-mêmes avaient été fondés par des colons provenant de ce qui est aujourd'hui le territoire Nigérian. La zone nord-sédentaire abrite la dernière vague de la poussée vers le nord de la population haussa en quête de terres cultivables. Celle-ci devrait en effet s'arrêter là, à moins qu'un programme important ne se matérialise, à l'avenir, pour améliorer l'accès à l'eau et permettre les cultures au-dessus des zones limites de culture du mil.

Ici, la plus faible densité de population ne s'explique pas uniquement par des raisons historiques, mais aussi par des raisons écologiques et économiques. Une des limites à la colonisation est la disponibilité de l'eau pour la consommation des hommes et des animaux. Comparativement à la région située plus

au sud, on y enregistre aussi des fluctuations plus importantes dans la pluviométrie annuelle et donc dans le rendement agricole ; en conséquence, les mauvaises récoltes doivent souvent être compensées par des ressources en bétail. Cela signifie aussi que la pratique continue du pâturage extensif est très avantageuse, voire indispensable.

L'un des aspects positifs est que, non seulement les Fulanis mais aussi les Haussas tirent avantage des pâturages de cette région, sur laquelle les champs n'ont pas encore empiété. Toutefois, même si le mouvement des colons haussas vers le nord a plus ou moins cessé, l'accroissement naturel de la population a commencé à exercer une pression sur les ressources disponibles. Cela a donné lieu à des tensions croissantes entre les bergers fulanis et les cultivateurs haussas au sujet de l'empiètement des champs sur les pâturages, l'empiètement des troupeaux sur les champs cultivés et la trop grande sollicitation des points d'eau. Dans certains villages, la dégradation des relations aurait amené les propriétaires de troupeaux haussas à envoyer leurs troupeaux aux pâturages avec leurs propres hommes plutôt que de les confier à des bergers fulanis, comme le veut la tradition. Dans d'autres villages, il a été signalé qu'au cours des récentes années, les ménages haussas pauvres avaient vendu des terres aux colons fulanis ; cela laisse à présager un accroissement des cultures par les Fulanis ou cela pourrait faire partie d'une stratégie pour demander des terres à cultiver dans l'intention, en réalité, de protéger les pâturages, car bien que la protection des pâturages « communs » soit ancrée dans la législation du Niger, elle n'est pas souvent mise en pratique.

### Denrées de base

Bien que la propriété foncière soit plus importante dans la zone nord-sédentaire que dans le sud (voir la section « Groupes socioéconomiques ») et bien que le rendement agricole dans cette région varie d'une année sur l'autre, le système agricole est similaire en ce qui concerne les systèmes de culture. La culture intercalaire du mil, du sorgho, du niébé et des arachides est la norme. Le mil est de loin la principale denrée de base, mais la plupart des gens cultivent aussi du sorgho (dans certains endroits,

le sol est plus favorable au sorgho, si bien qu'il rivalise avec le mil, et dans une bonne année il peut dépasser de beaucoup le rendement du mil). La culture de sésame est moins importante que dans le sud, et celle des arachides y est en moyenne très inférieure, bien que dans une bonne année le sésame et les arachides soient malgré tout des cultures commerciales profitables qui pourraient rivaliser avec le niébé au niveau de la rentabilité.

Une bonne récolte apporte aux agriculteurs plus riches un surplus de céréales important. Une certaine partie est mise sur le marché (mais rarement le sorgho), et une grande quantité sera sans doute engrangée (les ménages plus aisés de cette région essaient de stocker au moins une année d'approvisionnement, une habitude aujourd'hui beaucoup moins évidente dans le sud). Il est judicieux, pour les habitants de la zone du nord, de garder un stock important s'ils le peuvent, car dans les années fréquentes de mauvaise récolte, le prix des céréales augmente ; les céréales leur sont nécessaires non seulement pour leur alimentation mais aussi pour payer en nature les ouvriers qui préparent leurs champs pour la prochaine récolte.

### Marchés

Cette zone semble être une importante zone exportatrice nette de céréales uniquement dans les périodes exceptionnellement bonnes. Les exportations après la récolte sont, dans l'ensemble, légèrement inférieures aux importations faites plus tard dans l'année. Cependant, aussi bien les arachides que le niébé se vendent, que l'année soit bonne ou mauvaise ; le niébé, en particulier, répond à une forte demande du Nigeria.

### Qu'est-ce que la population achète et vend ?

Même dans une bonne année, les ménages plus aisés de cette zone, qui peuvent produire beaucoup plus que leurs propres besoins de consommation, ont tendance à ne pas vendre une grande quantité de leur récolte de céréales. La majeure partie des céréales vendues sur les marchés locaux semble provenir des ménages pauvres. Cette constatation

surprenante s'explique par le fait que, bien qu'ils ne vendent que de petites quantités de céréales à la fois, les ménages plus pauvres constituent la majorité de la population – la quantité cumulative qu'ils vendent est donc significative. D'autre part, cela indique que les volumes importants de céréales qui se trouvent sur le marché après la récolte ne sont pas nécessairement les signes d'un excédent de production cette année-là.

Le reste de la zone nord ou agropastorale, qui comprend les régions de Maradi et de Zinder, peut dans les années exceptionnelles, mettre des quantités impressionnantes de céréales sur le marché et certaines régions peuvent être habituellement plus productives que la zone nord. À en juger par la disponibilité sur les marchés, le nord de Tessaoua est traditionnellement considéré comme un important producteur d'excédents de céréales. D'après notre étude, cela ne semble pas être le cas ; mais les villages que nous avons étudiés ne sont que de petits maillons d'une chaîne de marchés beaucoup plus importante, comprenant notamment Tanout au nord et Mayayi à l'ouest, toutes deux signalées comme étant des zones plus productives.

### Où se font les achats et les ventes ?

Les récoltes produites dans cette zone sont principalement négociées sur les grands marchés d'Ourafan et de Gararé, puis revendues à Tessaoua, pour finir sur les marchés du nord (Agadez et Arlit) ou de l'ouest (Niamey). Mais les commerçants spécialisés dans le marché Nigérien peuvent demander aux agriculteurs spécifiquement du niébé.

### Prix

Dans les mois qui suivent la récolte, de la fin septembre à décembre, les prix des céréales sont au plus bas et à la fin de 2006 ont atteint 200–300 F CFA par *tia*<sup>13</sup> de mil. C'est à cette époque que la plupart des céréales sont vendues sur les marchés locaux. Les prix des céréales ont été les plus élevés, 350–400 F CFA par *tia* de mil, de juin 2007 (époque de la plantation) jusqu'au début de la récolte, à la fin septembre 2007.

Les prix du bétail varient en fonction de l'âge et du sexe de l'animal, de son état de santé et de la saison. Les principaux marchés de bétail dans cette zone sont Gararé, Tankari et Kondoumawa, et le bétail est généralement revendu au Nigeria. À l'époque du festival musulman de la Tabaski (en décembre 2006) le prix des moutons mâles a atteint 50 000 F CFA pour un mâle engraisé, comparativement à 15 000–25 000 F CFA pour un mouton de taille normale acheté entre mai et juillet 2007.

## Calendrier saisonnier

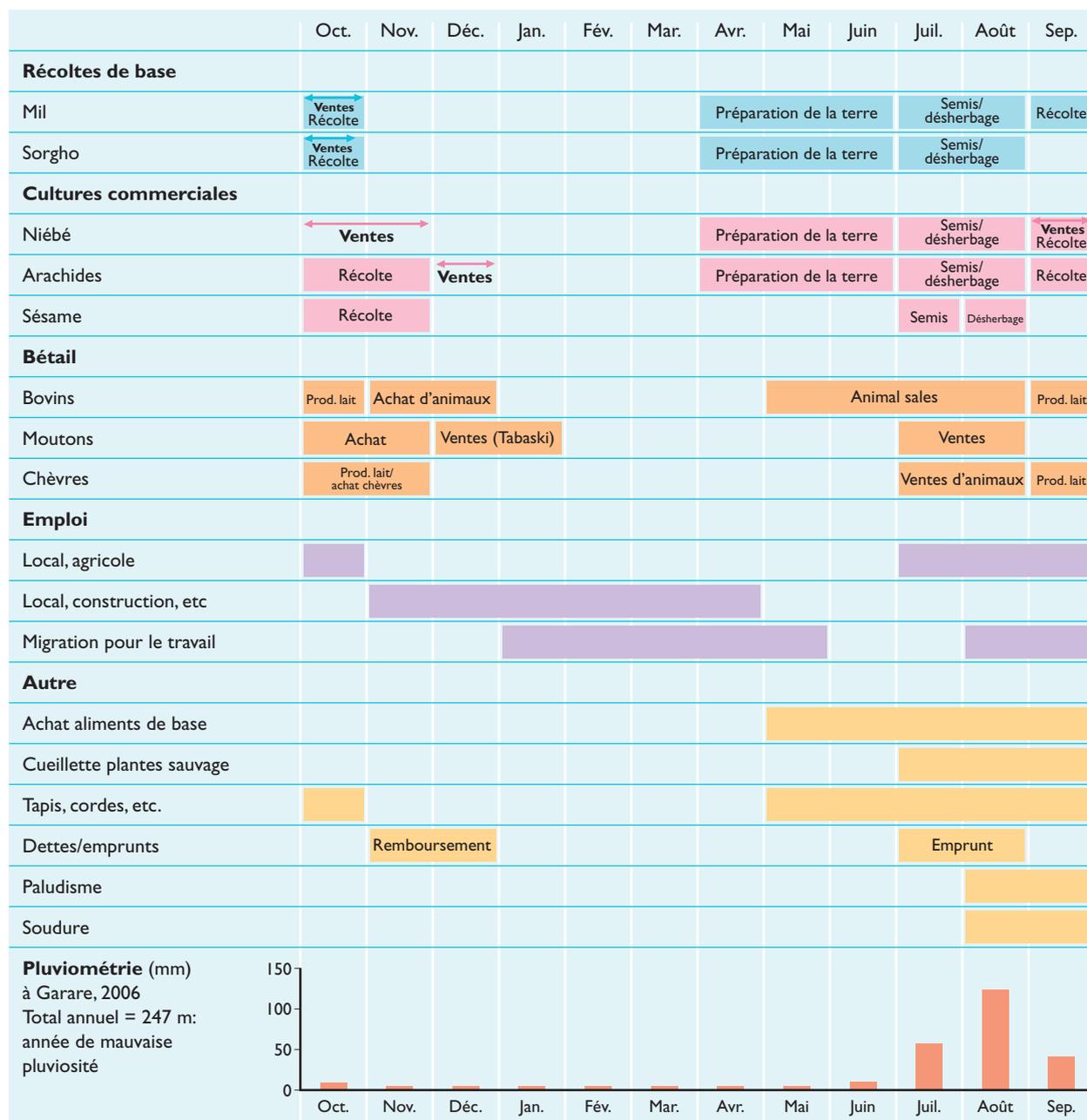
Ce calendrier dépeint un tableau typique des ménages de la zone sédentaire de moyens d'existence du nord.

### La récolte

La récolte de mil s'étend sur plus de deux mois et débute avec le « *petit mil* » (grains parvenus à maturité mais incomplets, qui ont poussé plus vite et ne pousseront pas plus). Ces grains plus petits et légèrement amers sont disponibles deux à trois semaines avant la principale récolte de mil et ont un rôle très utile puisqu'ils mettent fin à la période de soudure (août et septembre). Les familles plus riches invitent souvent les fermiers pauvres à venir ramasser gratuitement cette céréale dans leurs champs.

Comparativement à la zone centre sud, les saisons de semis et de la récolte sont plus courtes mais les agriculteurs passent plus de temps à préparer la terre. Les ventes des principales récoltes commencent presque immédiatement après la récolte car les gens doivent rembourser leurs emprunts et acheter d'autres biens essentiels. La récolte est aussi la période à laquelle les personnes qui peuvent se le permettre pensent à acheter du bétail, mais pour les pauvres, c'est l'époque où ils sont supposés rembourser leurs dettes à leurs créiteurs locaux. C'est ce qui les pousse à mettre leurs céréales sur le marché tôt, à des prix relativement bas, même dans une année de récolte médiocre, où ils devront de nouveau s'endetter.

Figure 17 : Calendrier saisonnier – zone nord-sédentaire



Les activités agricoles occupent une grande partie de l'année. Dans une mauvaise année, quand la population passe moins de temps à la récolte, elle doit malgré tout passer beaucoup de temps à préparer les champs pour la prochaine saison, au cas où les pluies seraient abondantes. Cela donne aux ménages plus pauvres l'occasion de gagner de l'argent liquide et quelquefois de la nourriture en échange de leur travail dans les champs de

propriétaires plus riches. Mais cela signifie aussi qu'ils ont moins de temps pour travailler sur leurs propres champs, même s'ils sont très petits, et leur rendement est donc généralement faible.

Il est intéressant de noter que, selon les informateurs clés de notre étude, la rémunération journalière pour le travail agricole dans les villages où la récolte précédente avait été mauvaise était

légèrement plus basse que dans les villages où la récolte précédente avait été bonne. Les villageois ont expliqué cela par la loi de l'offre et de la demande. Dans les villages où la récolte avait été mauvaise, les ménages pauvres avaient un besoin encore plus urgent de travailler pour joindre les deux bouts et certaines personnes qui n'étaient généralement pas sur le marché du travail, s'y trouvaient (les personnes des ménages moyens par exemple). D'autre part, dans les villages où la récolte précédente avait été bonne, les ménages plus pauvres avaient pu passer plus de temps dans leurs propres champs et leurs employeurs plus riches avaient dû augmenter la rémunération journalière pour s'assurer d'avoir suffisamment de main-d'œuvre.

## Migration

La migration temporaire dans le but de trouver un travail est une importante stratégie génératrice de revenus pour un grand nombre de ménages dans cette zone. La plupart des migrants (habituellement des hommes) vont chercher du travail au Nigeria et certains vont jusqu'en Libye. D'autres travaillent au Niger même, notamment à Agadez, comme ouvriers chez les cultivateurs d'oignons ou les éleveurs de bovins, ou dans les plus grands villages de Gazaoua et de Giga, comme journaliers sur des sites de construction, dans les fabriques de briques, dans les zones de cultures maraîchères ou dans le petit commerce.

## Groupes socioéconomiques

### Terre

La population de cette zone a accès à une plus grande superficie de terre que la population du sud (les ménages pauvres et très pauvres dans la zone nord cultivent 2 à 2,5 fois plus de terres que leurs homologues du sud). Mais cela ne veut pas dire qu'ils cultivent la totalité de ces terres. Comme l'a fait remarquer un fermier très pauvre : « Nous avons une quantité infinie de brousse à défricher mais nous n'avons pas les moyens d'exploiter plus de terre que nous ne le faisons actuellement. » Les ménages pauvres et très pauvres ne peuvent se

permettre d'engager des ouvriers et, en raison du risque permanent de mauvaise récolte, recherchent la sécurité en travaillant dans les champs d'autres personnes plutôt que de travailler davantage dans leurs propres champs.

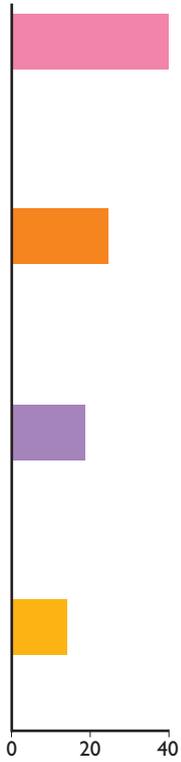
Certains fermiers plus aisés investissent dans des surfaces pouvant aller jusqu'à 20 hectares, mais la plupart possèdent environ 10 hectares et n'en cultivent pas la totalité. Ils peuvent en mettre 2 hectares en jachère, et peuvent en récolter l'herbe très utile pour le bétail. Mais les décisions sur la superficie à cultiver reposent sur le risque et le profit, c'est-à-dire sur la valeur de la récolte par rapport au coût d'engager de la main-d'œuvre. La section « Bonne récolte – Mauvaise récolte » ci-dessous montre à quel point les risques sont graves même dans une année relativement normale, sans tenir compte des années de crise beaucoup plus rares (comme 2004/05). Les ménages aux revenus moyens sont limités par rapport au nombre d'ouvriers qu'ils peuvent employer. Cette limite porte aussi bien sur la superficie de terre qu'ils peuvent cultiver que sur les récoltes qu'ils en tirent.

### Bétail

La possession de bétail est plus importante ici que dans le sud. Ce n'est pas simplement parce qu'ils ont plus d'espace pour la pâture des animaux ; en raison d'un plus grand risque de pluviosité insuffisante, il est essentiel qu'ils aient recours à autre chose. Dans cette zone, les ménages très pauvres ont accès à du petit bétail, généralement par le système traditionnel de solidarité du *kijo*. Ils entretiennent un ou deux animaux pour un ménage plus aisé et, en échange ils peuvent garder un petit sur trois, bien que les pressions financières les obligent parfois à le vendre avant de pouvoir générer un autre stock.

La grande différence, dans la zone nord, réside dans la possession de bovins – pour le lait, le transport et l'engraissement. Contrairement au sud, il semble que l'on prête rarement un bœuf aux ménages pauvres. Cela pourrait être dû au fait que les plus aisés n'ont pas un besoin urgent de trouver quelqu'un pour s'occuper de leurs animaux ; il y a beaucoup plus de pâturages communaux dans le

**Tableau 5 : Groupes socioéconomiques des ménages haussas de la zone nord-sédentaire du département de Tessaoua**

Groupe socio-économique	Pourcentage des ménages	Taille du ménage	Superficie cultivée (ha)	Possession de bétail	Possession d'animaux de travail et charrettes
Ménages très pauvres		7	1-2	0-2 chèvres plus 1-2 par le <i>kiyo</i> , 3-5 poules*	-
Pauvres		7-8	2-3	4 petits ruminants plus 0-2 chèvres par le <i>kiyo</i> , 6-8 poules	-
Moyen		10	4-5	4-6 bovins (3-4 vaches reprod), 17 petits ruminants 16 poules	1 bœuf et 1 charrette
Plus aisés		14-15	7-8	14 bovins (9-10 vaches reprod), 35 petits ruminants 20 poules	2 bœufs et 1-2 charrettes, 0-1 cheval

\* poulets et pintades

nord que dans le sud (et beaucoup de ménages plus aisés ont signalé qu'ils gardaient des champs en jachère pour le pâturage). De plus, beaucoup de ménages aisés entretiennent de bonnes relations avec les Fulanis, qui mènent leurs troupeaux dans des pâturages éloignés pendant des périodes allant jusqu'à six mois.

### Bonne récolte – Mauvaise récolte

Il est bien connu que, dans le Sahel, les précipitations et le rendement agricole peuvent varier de façon importante dans une même saison, même entre régions très proches les unes des autres. Mais pour l'année de référence de notre étude (octobre 2006 à septembre 2007), nous avons trouvé, par hasard,

une différence géographique marquée entre les villages de l'ouest (qui avaient eu une récolte bonne à très bonne) et les villages de l'est (qui avaient eu une récolte mauvaise à très mauvaise).

Nous avons décidé, plutôt que d'amalgamer les deux pour donner un tableau « moyen », de tirer parti de cette différence d'expérience et, avec un petit travail supplémentaire sur le terrain, de présenter deux ensembles de résultats, tous deux typiques du nord Sahel : comment la population s'en sort dans une année de bonne récolte, et comment elle fait face dans une année de mauvaise récolte. L'information présentée ci-dessous fait référence aux deux scénarios. Toutefois, il faut préciser que ce tableau n'est pas un substitut de l'analyse d'une « année de très bonne récolte » comparée à une « année de

crise ». En particulier, les prix de marché pour les denrées de base et pour le bétail n'ont pas révélé de points culminants ni de points bas inhabituels ; ils reflétaient l'offre et la demande globales et étaient influencés par l'économie plus générale que celle des deux villages pris en exemple dans une zone limitée. Nos résultats couvrent deux différents aspects d'une année « normale » dans le nord du Sahel.

## Sources de nourriture

Les figures des pages 42 et 43 montrent comment les ménages utilisent les denrées de base qu'ils produisent (Figures 18 et 20) et où ils obtiennent la nourriture qu'ils consomment (Figures 19 et 21). Elles permettent de comparer les effets d'une bonne récolte à ceux d'une mauvaise récolte. Le point le plus important est que, quelle que soit leur situation économique, les ménages ne consomment pas toute la nourriture qu'ils produisent, même lorsque leur rendement est très faible ; tout le monde utilise le marché pour acheter et vendre de la nourriture, selon ses besoins et ses stratégies d'adaptation.

## Consommation par ménage

Les Figures 18 et 20 montrent des différences prononcées entre une année de bonne récolte et une année de mauvaise récolte, même si la mauvaise récolte, dans ce cas particulier, n'a pas entraîné de crise alimentaire locale. Des pluies abondantes permettent aux ménages moyens de satisfaire 100 % de leurs propres besoins alimentaires avec ce qu'ils produisent et donnent aux ménages plus aisés un excédent égal à un peu plus d'une année supplémentaire de consommation (avec des pluies abondantes, leur rendement agricole est élevé parce qu'ils peuvent se permettre des apports importants d'ouvriers et de fumier à des moments cruciaux). Mais si la récolte a été mauvaise, même les ménages plus aisés produisent moins de la moitié de leurs besoins de consommation (le rendement agricole de leurs champs est inférieur ou égal à 25 % de celui d'une bonne récolte). L'insuffisance de pluie rend leurs moyens de production peu efficaces si bien que leur production par hectare est similaire à celle des ménages plus pauvres qu'eux.

Le risque de subir ces pertes limite la superficie de terre que les fermiers plus aisés sont prêts à cultiver. Dans une année de bonne récolte, les ménages pauvres et très pauvres peuvent produire un peu plus de la moitié de leurs besoins alimentaires mais, comme les ménages moyens, leur production diminue de 50 % ou plus avec des pluies insuffisantes. Le fait que les pauvres et les très pauvres aient toujours des moyens de production limités (engrais et main-d'œuvre) signifie que la différence entre une bonne et une mauvaise récolte est pour eux moins prononcée que pour les ménages plus aisés. Dans une mauvaise année, les pauvres s'en sortent mieux que les très pauvres, sans doute parce qu'ils peuvent toujours consacrer du temps à travailler dans leurs propres champs, alors que les très pauvres ne le peuvent généralement pas car ils doivent trouver du travail ailleurs, notamment par la migration. Mais les pluies insuffisantes sont très différentes de la sécheresse qui réduit à néant ou presque les provisions de céréales dans tous les ménages, quel que soit leur niveau de richesse.

## « Autres » utilisations

Toujours dans les Figures 18 et 20, la catégorie « autres » utilisations de céréales comprend la mise de côté de graines sélectionnées, le paiement de la *zakat*,<sup>14</sup> et la contribution aux célébrations de baptêmes et autres – obligations sociales communes à tous les groupes socioéconomiques. En ce qui concerne les ménages plus aisés, une grande partie des « autres » utilisations représente le paiement en nature des ouvriers employés dans leurs champs, bien que, dans une année de mauvaise récolte, la majeure partie de ces paiements doive provenir de leurs précédents stocks ou d'achats. De même, leur propre consommation de céréales est grandement supérieure à leur besoin minimum, pas seulement parce qu'ils se nourrissent mieux que d'autres mais parce que cette catégorie inclut la nourriture qu'ils donnent aux enfants des ménages très pauvres qui se joignent à eux régulièrement pour les repas, ainsi que les dons de céréales à d'autres voisins pauvres (mais pas comme participation formelle à la *zakat*). Ces pratiques courantes renforcent le statut social élevé des ménages plus aisés (ainsi que celui

des ménages fulanis qui donnent et prêtent aussi aux pauvres). Elles renforcent également leurs liens avec les membres de leur famille et leurs voisins qui travaillent pour eux et qui leur vendent des céréales qu'ils revendent sur le marché.

### Achat et vente des récoltes

Dans une année de mauvaise récolte, les ménages plus aisés ne vendent pratiquement rien de ce qu'ils produisent (seulement quelques arachides et un peu de niébé, ce qui représente moins de 1 % de leurs revenus totaux de l'année). Mais même avec une bonne récolte, les ventes de leur récolte ont été relativement modestes (9 % de leurs revenus totaux). La raison donnée est qu'ils reconstituaient encore leurs stocks après la crise de 2005 ; si la prochaine récolte était bonne, ils vendraient probablement une plus grande quantité de leur excédent en 2007–08.

Les autres groupes socioéconomiques ne sont pas en mesure de stocker des céréales d'une année sur l'autre et doivent vendre une partie de leur récolte afin de rembourser leurs dettes et d'acheter des articles essentiels. Les ménages moyens peuvent en général retarder une partie de leurs ventes pour tirer parti de la hausse des prix après la période de récolte ; les ménages plus pauvres doivent généralement vendre immédiatement, quand les prix sont au plus bas. Ils doivent ensuite racheter des céréales quelques mois ou même quelques semaines plus tard, à des prix plus élevés.

Les Figures 19 et 21 montrent que les ménages pauvres et très pauvres doivent acheter une partie importante de leur nourriture, même après une bonne récolte. Ils ne produisent jamais suffisamment de céréales pour satisfaire leurs propres besoins annuels de consommation. Dans une mauvaise année, bien qu'ils doivent acheter plus de nourriture, ils reçoivent aussi plus de céréales comme paiement en nature que dans une bonne année (mais il n'est pas précisé si c'est leur choix ou celui de leur employeur). Certains membres des ménages moyens vont aussi travailler dans les champs appartenant à des ménages plus aisés, et ce travail est en partie payé en nature. Dans une année de mauvaise récolte, les ménages moyens et plus

aisés achètent également de grandes quantités de nourriture pour leur consommation personnelle mais, comme indiqué plus haut, leur « excédent » de consommation inclut le don de nourriture aux enfants pauvres et le paiement en nature des ouvriers. Donc, même dans une année de bonne récolte, les ménages plus aisés achètent une certaine quantité de céréales ; mais ils sont plus susceptibles, lorsqu'ils se sentent plus à l'aise avec les stocks provenant de leur récolte, d'acheter moins et d'utiliser une plus grande quantité de leurs propres céréales à diverses fins.

### Migration

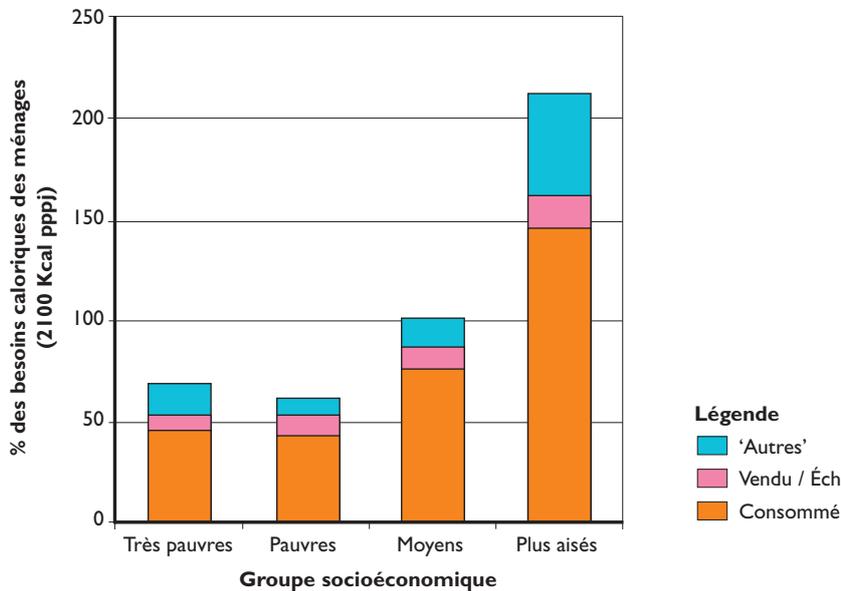
La catégorie « migration » (qui concerne principalement les ménages très pauvres et pauvres) représente les repas « économisés » par le ménage lorsqu'un ou plusieurs hommes sont partis. Après une mauvaise récolte, il y a un besoin plus pressant de migrer dans le but de trouver du travail et les « économies » de nourriture (réalisées en l'absence de ces migrants) peuvent représenter 5 % à 8 % des besoins alimentaires annuels du ménage – une part importante quand l'accès à la nourriture est très limité. Même après une bonne récolte, la migration liée au travail représente 3 % à 4 % « d'économies » de calories consommées par un ménage.

### Consommation de produits de l'élevage

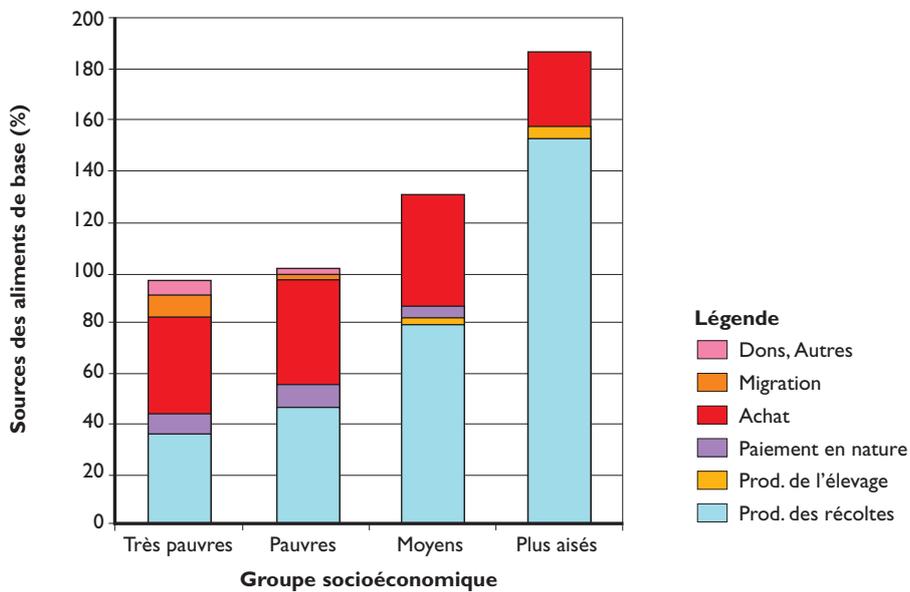
Chez les deux groupes les plus pauvres, la consommation de lait et de viande provenant de leur propre bétail est négligeable, mais chez les ménages moyens et plus aisés elle apporte 4 % à 5 % des besoins caloriques (principalement le lait), quelle que soit la qualité de la récolte. C'est un faible pourcentage par rapport au pourcentage des pasteurs avoisinants, mais cette consommation contribue de façon significative à la qualité de l'alimentation. Ces ménages disposent d'un nombre suffisant de vaches laitières pendant une bonne partie de l'année et ont tendance à ne pas acheter de lait. Mais ce n'est pas le cas des ménages pauvres et très pauvres : les 10–15 litres par an qu'ils achètent représentent un apport calorique négligeable, mais les petites mesures de louche individuelles qu'ils achètent contribuent à rendre le gruaou à base de mil ou de sorgho plus agréable.

## Sources de nourriture – après une bonne récolte

**Figure 18 : Production et utilisation des céréales (mil, sorgho) et légumineuses (niébé)**



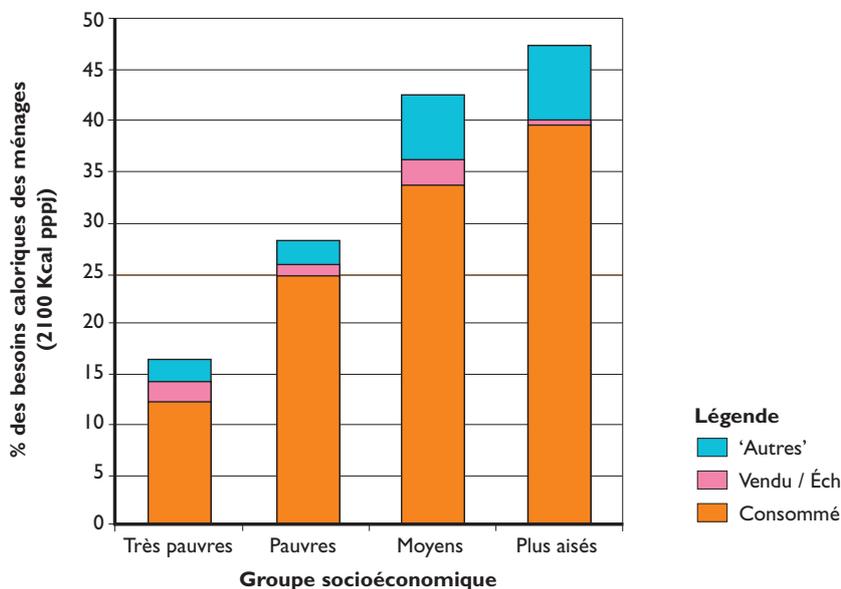
**Figure 19 : Sources des aliments de base consommés par les ménages types**



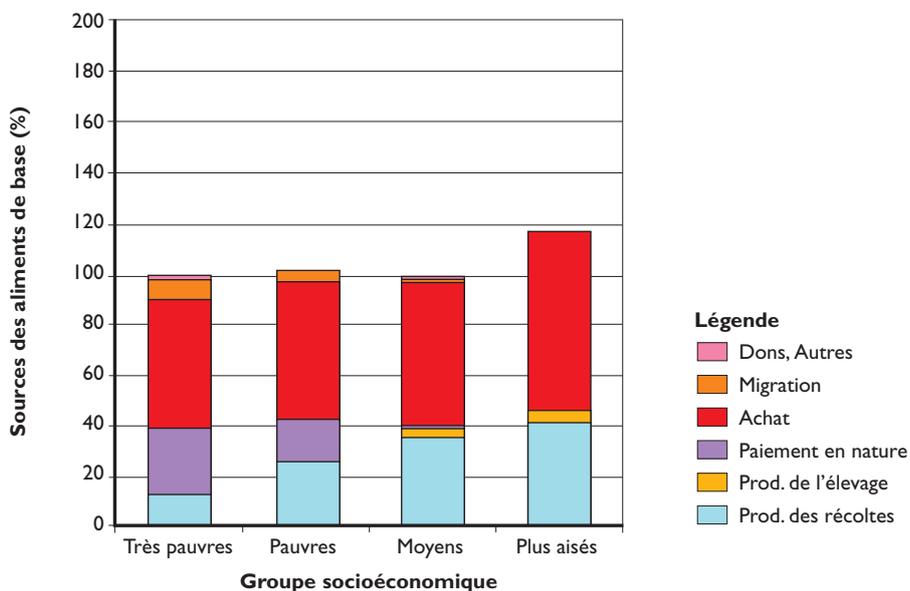
Dans les Figures 18 et 19, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme apport énergétique alimentaire moyen de 2 100 Kcal par personne et par jour.

## Sources de nourriture – après une mauvaise récolte

**Figure 20 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé), dans une année de mauvaise récolte**



**Figure 21 : Source des aliments de base consommés par les ménages types, dans une année de mauvaise récolte**



Dans les Figures 20 et 21, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme apport énergétique alimentaire moyen de 2 100 Kcal par personne et par jour.

## Sources de revenus

Les Figures 22 à 25 expliquent pourquoi les villages qui ont eu une mauvaise récolte n'ont pas subi de crise alimentaire, même si l'année a été difficile en termes de revenus totaux. La question importante est : comment les ménages très pauvres et pauvres ont-ils pu acheter une plus grande quantité de nourriture à une si mauvaise période ? Il est clair que la part des revenus provenant des propres récoltes des ménages s'est effondrée dans tous les groupes, mais il est en fait plus important de chercher ce qui *n'a pas* changé si radicalement ; et là, deux choses sont frappantes. Tout d'abord, bien que tous les groupes socioéconomiques aient subi une baisse de leurs revenus suite à une mauvaise récolte, aucun des groupes socioéconomiques n'a eu à faire face à un effondrement de ses revenus. Le groupe moyen présente le plus grand changement, avec 27 % de baisse de revenus suite à une mauvaise récolte ; les revenus des ménages pauvres ont baissé de 22 % et ceux des ménages moyens ont baissé de 14 %. La baisse des revenus n'était que de 2 % pour les ménages très pauvres.

## Stratégies d'adaptation

Bien que les raisons exactes de ces différences ne soient pas claires, la raison pour laquelle une mauvaise récolte a peu de répercussions sur les revenus annuels des ménages très pauvres ne fait aucun doute. Quelle que soit l'année, ils sont toujours à la limite de la survie car ils produisent peu pour leur propre consommation. Pour ne pas franchir cette limite, ils doivent gagner un revenu minimum, irréductible. Dans une année de mauvaise récolte, les opportunités d'emploi dans la région peuvent être réduites (les ménages ayant un budget restreint sont moins susceptibles d'employer d'autres personnes pour des services de transport, etc.). Les ménages très pauvres réagissent parfois en accroissant leur migration pour trouver du travail. Une autre stratégie d'adaptation est d'emprunter plus d'argent que d'habitude, mais cette possibilité

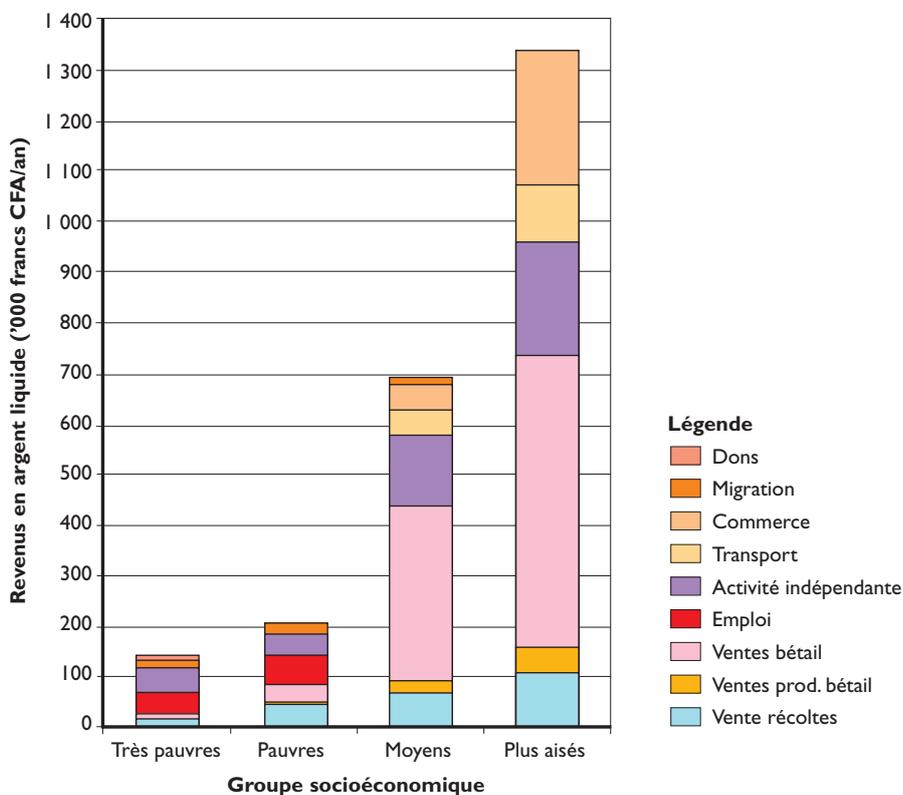
d'emprunt est limitée car leurs créiteurs tiennent compte de leur aptitude à rembourser, soit directement, soit en travaillant, soit en hypothéquant leur terre. Mais malgré cela il semble exister un filet de sécurité traditionnel ou un élément de charité : dans une mauvaise année, une plus grande proportion du travail des ménages pauvres est payée en nature plutôt qu'en argent liquide, comparativement à ce qui se produit dans une bonne année (comme il est mentionné dans la section précédente).

## Ventes de bétail

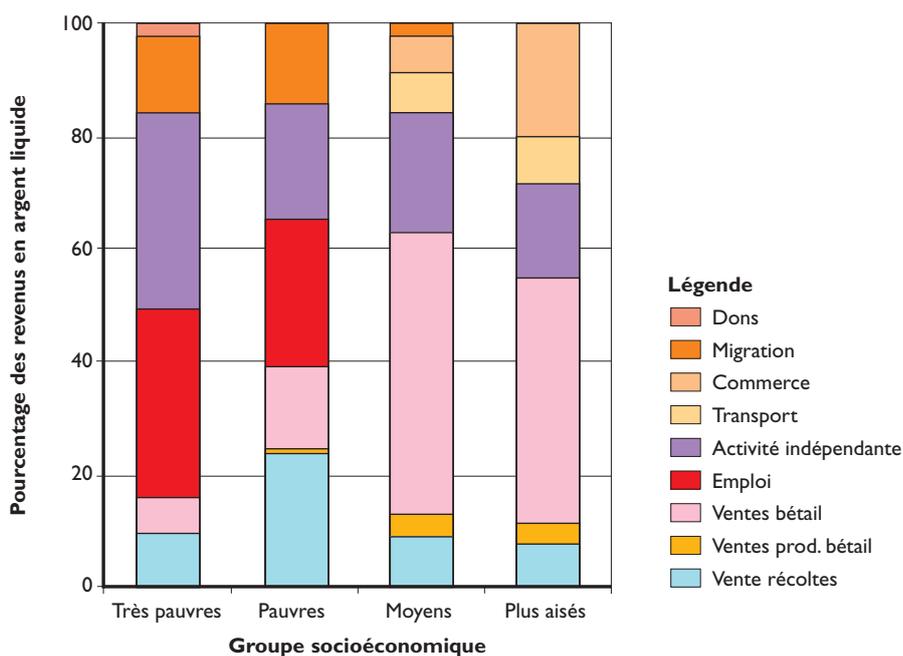
Le rôle des ventes de bétail est tout aussi frappant. Ces ventes sont l'élément central des revenus des ménages moyens et plus aisés et ne changent pas de manière significative selon que la récolte a été bonne ou mauvaise. Ce qui semble marquer la différence entre une année de mauvaise récolte et une année de crise c'est qu'une crise survient lorsque le secteur de l'élevage est mis en danger, soit par un manque critique de pâturages soit, comme en 2005, par une combinaison de mauvaise récolte, de prix alimentaires sans précédent et de conditions de pâture inadéquates, qui ont contraint les ménages à vendre leur bétail à des prix très bas. Comparativement à une année de bonne récolte, il est vrai qu'en 2006–07, après la mauvaise récolte, les pauvres comptaient beaucoup plus sur les ventes de bétail (même si ce n'était qu'une chèvre en plus). Mais cette année là, les prix du bétail ne se sont pas effondrés : ce n'était pas une crise. En ce qui concerne les ménages plus aisés, la mauvaise récolte non seulement réduit leurs revenus provenant de la vente des récoltes et les force à acheter une plus grande quantité de céréales mais elle affecte aussi les revenus qu'ils obtiennent du transport et du commerce (une moins grande quantité de céréales est produite et une moins grande quantité est mise en vente localement et donc les charrettes tirées par des bœufs pour aller d'un marché à un autre sont moins demandées).

## Sources de revenus – après une bonne récolte

**Figure 22 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types, dans une année de bonne récolte**

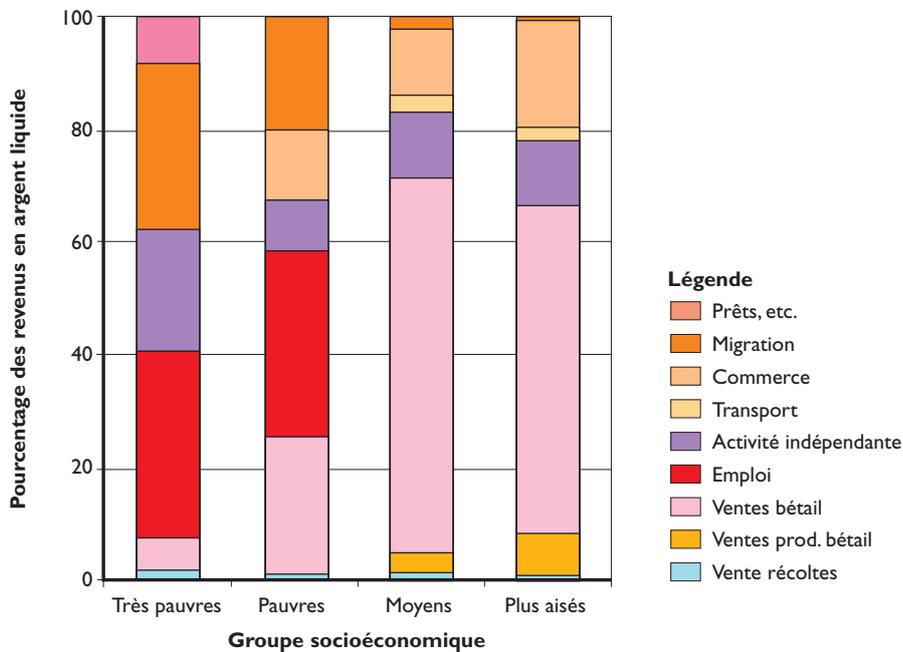


**Figure 23 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses, dans une année de bonne récolte**

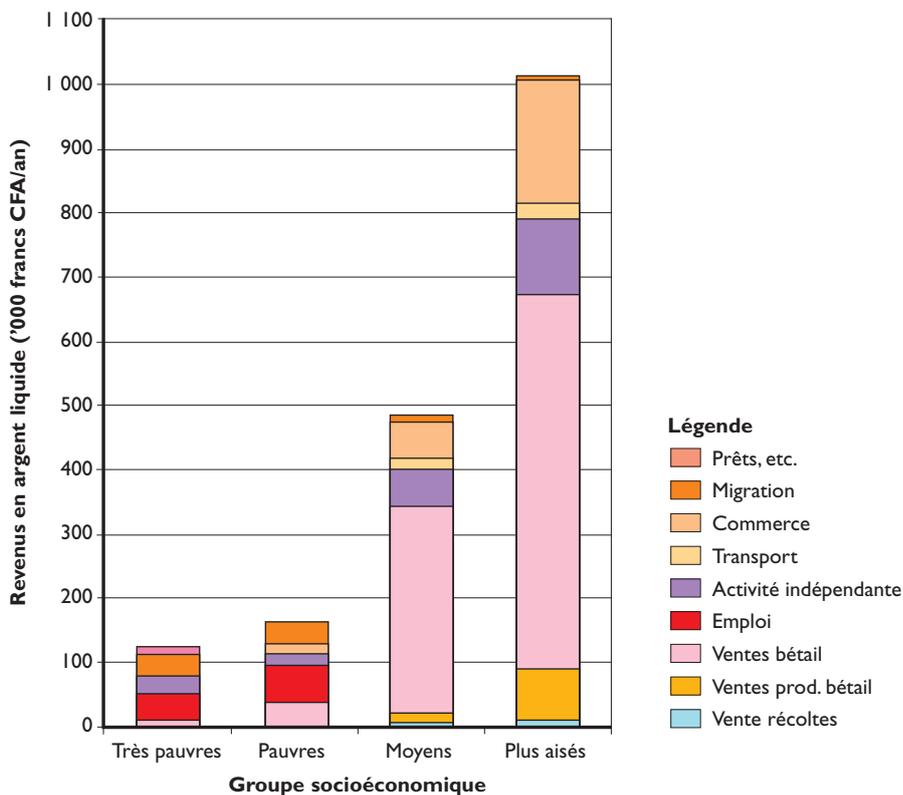


## Sources de revenus – après une mauvaise récolte

**Figure 24 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses, dans une année de mauvaise récolte**



**Figure 25 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types, dans une année de mauvaise récolte**



## Les dépenses – après une bonne récolte

### Nourriture

Après une bonne récolte, on observe des différences notables entre groupes socioéconomiques dans la proportion des dépenses pour les aliments de base (voir Figure 26). Ce n'est pas le cas dans la zone sud, où la différence entre les deux groupes les plus pauvres et les deux groupes les plus aisés est minime.

Cependant, en valeur absolue, les pauvres et les très pauvres ont acheté un pourcentage similaire des besoins alimentaires de base annuels du ménage et ont dépensé des sommes d'argent similaires (75 800 francs CFA pour les très pauvres par rapport à 90 800 francs CFA pour les pauvres).

Contrairement aux ménages plus pauvres, les ménages moyens et plus aisés ont dépensé plus pour d'autres aliments, comme la « sauce » (pour aller

avec le mil) que pour les aliments de base et, bien sûr, ont dépensé beaucoup plus que les ménages plus pauvres en valeur absolue, ce qui indique une bien meilleure alimentation.

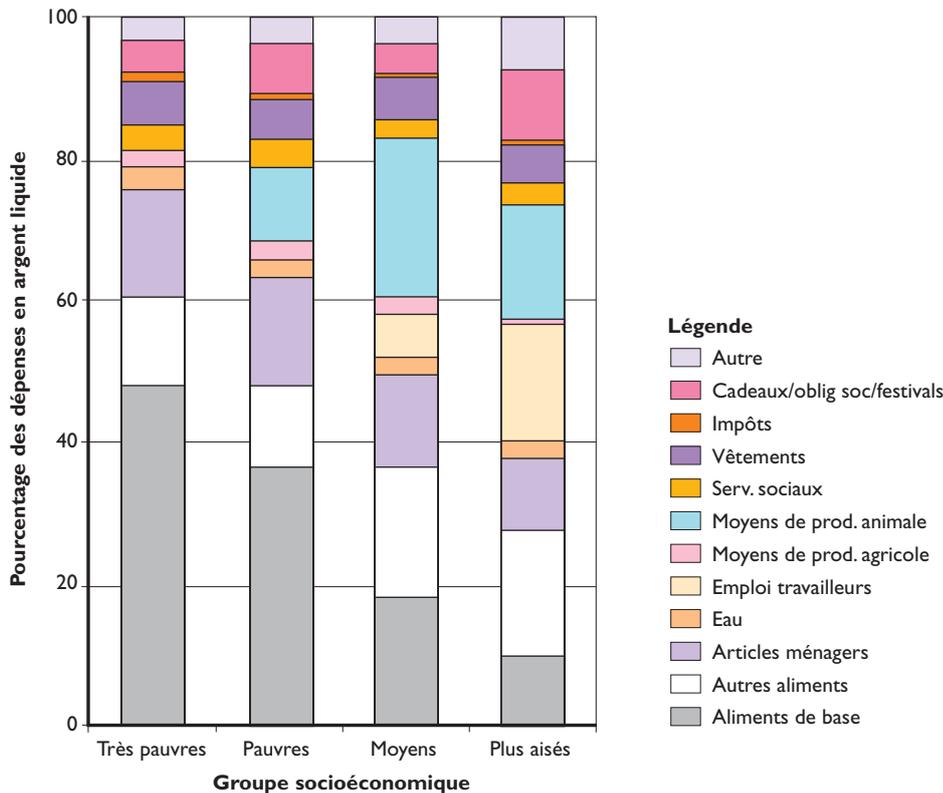
## Les dépenses – après une mauvaise récolte

### Nourriture

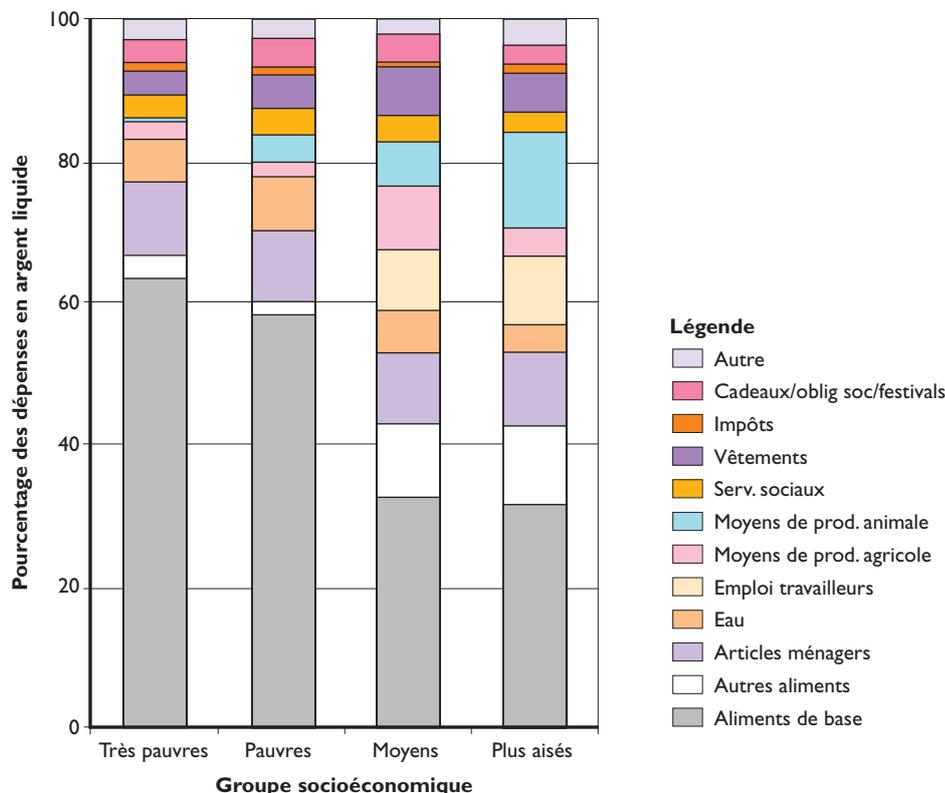
Il y a, dans tous les groupes, une augmentation dans la proportion des dépenses pour les aliments de base (Figure 27, page 54). Cependant, les différences sont moins prononcées entre les ménages moyens et plus aisés et entre les ménages pauvres et très pauvres. Les dépenses pour les autres aliments et donc la qualité et la diversité de l'alimentation diminuent aussi fortement.

Les ménages moyens et plus aisés dépensent plus pour les aliments de base que pour la « sauce » mais dépensent plus par personne pour les aliments

**Figure 26 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles dans une année de bonne récolte**



**Figure 27 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles, dans une année de mauvaise récolte**



non céréaliers que les ménages pauvres et très pauvres, même après une bonne récolte : juste au-dessous de 5 000 francs CFA par personne par an (ménages moyens) et juste au-dessus de 6 000 francs CFA par personne par an (ménages plus aisés) après une mauvaise récolte, comparativement à 2 700 francs CFA et 3 500 francs CFA pour les très pauvres et les pauvres respectivement après une bonne récolte.

Comme on peut s’y attendre dans une année de mauvaise récolte, tous les groupes socioéconomiques ont acheté un plus grand pourcentage de leurs besoins alimentaires de base et ont dépensé une plus grande proportion de leurs revenus annuels pour la nourriture. Comme indiqué dans la section « Sources de nourriture », cela n’a pas grandement changé l’apport calorique des ménages très pauvres car, même dans une année de bonne récolte, ils ne produisent qu’une très petite quantité de leurs besoins de consommation annuels.

### Effets sur l’emploi local

Les ménages moyens ont dépensé à peu près la même somme en valeur absolue pour employer des travailleurs dans leurs champs, quel que soit le résultat de la récolte. Les ménages plus aisés, en revanche, ont dépensé à peu près le double en main-d’œuvre dans l’année qui a suivi la bonne récolte. Cela s’explique en partie par le fait qu’ils ont dû augmenter la rémunération des ouvriers pour pouvoir obtenir suffisamment de main-d’œuvre, à une période où un grand nombre de ménages pauvres et très pauvres préféreraient travailler dans leurs propres champs (et pourraient à peu près se le permettre). Après une bonne récolte, il est également probable que des rémunérations plus importantes soient faites en argent liquide plutôt qu’en nature (nourriture).

### Dépenses

Tous les ménages encourent des dépenses pour les intrants agricoles. Ceux-ci comprennent les

semences, les outils, les produits chimiques et la location des terres (qui n'est pas aussi courante dans cette zone que dans le sud). Les ménages pauvres et très pauvres ne peuvent se permettre d'acheter que de petites quantités de semences et dépensent peu d'argent pour la réparation de leurs outils. En valeur absolue, après une mauvaise récolte, tous les ménages à l'exception des plus aisés dépensent plus pour les intrants agricoles que leurs homologues du sud, ce qui reflète la plus grande superficie de leurs terres.

Les dépenses encourues pour les moyens de production animale comprennent le coût de l'achat du bétail ainsi que le fourrage et les contrôles vétérinaires. Après une bonne récolte, les ménages moyens dépensent plus d'argent pour restocker, sans doute pour tenter de reconstituer leurs troupeaux après les pertes subies en 2005. En valeur absolue, tous les groupes socioéconomiques dépensent plus en moyens de production animale après une bonne récolte (sauf les très pauvres, qui dépensent une somme négligeable).

Les dépenses en services sociaux regroupent les soins de santé et l'éducation. Elles représentent 4–5 % des revenus annuels totaux pour les ménages très pauvres et pauvres, et une proportion légèrement moins importante pour les ménages moyens et plus aisés. En valeur absolue, elles s'élèvent à environ 6 000–10 000 francs CFA par an pour les très pauvres et pauvres, 15 000–17 000 francs CFA pour les ménages moyens et 25 000–35 000 francs CFA pour les plus aisés. Pour tous les groupes socioéconomiques sauf les plus aisés, ces dépenses sont réparties à peu près également entre la santé et l'éducation. Les ménages plus aisés dépensent 1,5 à 2,5 fois plus pour l'éducation que pour la santé.

## Risques

Les principaux risques auxquels sont confrontés les fermiers de la zone nord-sédentaire sont, en ce qui concerne les récoltes : le retard des pluies, des pluies insuffisantes ou parsemées, les oiseaux, les insectes et les maladies des cultures ; et pour le bétail : des pâturages et du fourrage insuffisants, les maladies du bétail et un nombre de points d'eau insuffisant.

La population fait face à ces risques de plusieurs façons, en fonction de ses capacités, du problème et du moment. Par exemple, si les pluies aux semis sont insuffisantes ou sont suivies d'une période de sécheresse prolongée, les agriculteurs réensemencent leurs champs. Les hommes des ménages pauvres sont plus susceptibles de migrer avant la récolte, plus tôt que d'habitude, pour chercher du travail.

Si le fourrage disponible n'est pas de bonne qualité, les ménages qui peuvent se le permettre achètent du fourrage et des suppléments pour leurs animaux plus tôt et en plus grandes quantités qu'habituellement. Les ménages plus pauvres, qui n'ont pas d'animaux, peuvent souvent bénéficier de la vente des résidus de leur récolte ou ramasser de l'herbe pour la vendre. Étant donné la concurrence des bergers fulanis pour la nourriture des animaux, on signale que le prix du fourrage augmente à cette époque, ce qui augmente les revenus potentiels de cette source.

# Profil 4

## Moyens d'existence des agropasteurs katsinawas Département de Dakoro

Le travail sur le terrain pour ce profil s'est effectué en février 2008. Les informations présentées concernent l'année de référence d'octobre 2006 à septembre 2007 – une année considérée comme bonne par la population locale. À condition qu'aucun changement rapide et fondamental ne survienne dans l'économie, les informations contenues dans ce profil resteront valides pendant environ quatre ans (jusqu'en 2013).

Les Katsinawas ont été choisis pour ce profil de moyens d'existence, entre tous les sous-groupes de Fulanis pouvant être étudiés, parce qu'ils représentent, dans le continuum, un point particulier entre des moyens d'existence purement pastoraux et des moyens d'existence sédentaires. Les Fulanis, le plus grand groupe d'éleveurs nomades du monde, pratiquent aussi bien l'agriculture que l'élevage à différents degrés. Mais pour les Katsinawas, ces deux activités ont une importance égale. Les Bororos (évoqués dans un autre profil de cette série) représentent l'extrémité pastorale du continuum.

### Introduction

Les agropasteurs katsinawas sont un groupe fulani dont les ancêtres, provenant d'une région située au nord du Nigeria appelée aujourd'hui l'État de Katsina, émigrèrent au Niger il y a une centaine d'années. Les villageois ont affirmé que leurs ancêtres avaient quitté le Nigeria en raison de la pression exercée sur les terres par la population pour les cultures et la pâture. Certains ont déclaré que leurs ancêtres étaient de purs pasteurs ;

d'autres qu'ils avaient toujours donné à l'élevage et à la culture une importance égale. Lorsqu'ils se sont installés dans leurs villages actuels, dans le département de Dakoro, il y a environ 80 ans, la région était en grande partie inhabitée et peuplée d'un grand nombre d'animaux sauvages. Bien que les Katsinawas constituent la majorité dans cette région, on y trouve aussi d'autres groupes, en particulier des ménages fulanis, farfarous et quelques Touaregs.

Dans cette région nord du Sahel, certains agropasteurs pratiquent régulièrement la culture parallèlement à l'élevage et dépendent de leurs récoltes pour environ 50 % de leurs moyens d'existence. D'autres pratiquent la culture de manière opportuniste en fonction de l'abondance des pluies et de leurs circonstances particulières.

### Où vivent-ils et comment gagnent-ils leur vie ?

Les Katsinawas occupent une bande centrale du département de Dakoro qui bénéficie d'une pluviosité suffisante pour l'agriculture basée sur le mil et qui offre encore de vastes pâturages. Ils partagent ce territoire avec les agriculteurs haussas qui, en majorité, dépendent beaucoup plus de la culture que de l'élevage pour vivre. Ce que tous les Fulanis ont en commun ici, et ce qui les différencie des Haussas, c'est qu'ils mènent leurs troupeaux à des pâturages saisonniers loin de chez eux, surtout pendant la saison des cultures. Seuls quelques membres du ménage conduisent le bétail tandis

que les autres restent dans leurs champs, où ils vivent encore principalement dans les abris de bois et de paille destinés aux bergers en déplacement. Le mouvement saisonnier des troupeaux – la « transhumance » – permet aux Fulanis de garder un nombre beaucoup plus important d'animaux que les Haussas, qui se déplacent rarement avec leur bétail, à moins d'y être forcés par la sécheresse. (En fait, ils embauchent souvent les Fulanis pour conduire leurs troupeaux aux pâturages.) C'est la transhumance qui sous-tend l'agropastoralisme.

Parmi les Fulanis, les Katsinawas s'identifient comme un peuple établi dans l'agriculture de façon permanente, même s'ils se considèrent peut-être principalement comme des bergers par leurs origines ou par vocation. Comme l'a affirmé l'une des personnes interrogées : « Même si l'un d'entre nous possède cent têtes de bovins ou plus, il n'arrêtera jamais l'agriculture pour devenir pasteur. » C'est ce qui les différencie d'autres agropasteurs fulanis locaux, notamment des Farfarous. À l'origine, ce groupe était probablement constitué de pasteurs et faisait peu ou pas de culture, mais les circonstances (notamment la rivalité pour les pâturages et les ravages de la sécheresse périodique) les ont forcés à dépendre plus de l'agriculture. Beaucoup de Farfarous expriment leur intention – qui ne se réalisera peut-être jamais – de constituer des troupeaux suffisamment importants qui leur permettraient d'adopter un mode de vie purement pastoral, ou tout au moins une vie dans laquelle l'agriculture aurait une place beaucoup moins importante que le pastoralisme.

Il est important de ne pas oublier que, bien que l'on puisse caractériser différents groupes de cette façon, il s'agit, dans une certaine mesure, d'une généralisation. Il existe sans doute quelques ménages katsinawas qui penchent plutôt vers le pastoralisme pur, et quelques Farfarous ou d'autres groupes qui sont en fait de bons cultivateurs et comptent le rester. Et probablement tous les villages agropastoraux contiennent des ménages qui étaient de purs pasteurs mais qui ont été poussés hors du système pastoral par malchance.

Les longues et graves sécheresses qui ont culminé en 1972-73 et 1983-84 ont été les plus grandes calamités générales de la dernière génération et lorsque l'on demande aux gens quand s'est produite la dernière vraie catastrophe, ils citent encore 1984. L'année de crise la plus récente a été 2004-05, lorsque les effets de la sécheresse ont été aggravés par une hausse des prix des céréales sans précédent. Beaucoup de personnes ont perdu ou ont été obligées de vendre une grande partie de leur bétail.

### Denrées de base

Dans cette zone, la céréale principale est le mil, dont la culture est généralement intercalée avec le niébé et le « petit mil » qui représente environ 5 % à 7 % des cultures (il s'agit de mil en retard de croissance qui n'a pas été arraché et qui produit des épis donnant des graines plus petites mais comestibles). Le sorgho est cultivé dans les endroits favorables et représente 10 % à 15 % de la production globale de céréales. Le niébé, une denrée alimentaire précieuse et une culture commerciale (la commercialisation est très limitée), représente 8 % à 12 % du volume total de la production agricole. Les cultures se font presque entièrement par labour manuel et les charrues tirées par des bœufs sont rares.

### Bétail

Le principal bétail est composé de bovins, de moutons et de chèvres. Les bovins sont, bien entendu, les animaux de grande valeur : les ménages plus pauvres possèdent 5 à 8 têtes de petits ruminants pour une tête de bovin, tandis que les ménages plus aisés ont 2 à 2,5 têtes de petits ruminants pour une tête de bovin. Le lait de vache se consomme frais ou caillé à la maison, mais une partie est utilisée pour la fabrication du fromage – une denrée moins périssable qui peut être vendue sur les marchés hebdomadaires et même être revendue à des clients plus éloignés.

Le beurre est produit presque exclusivement pour la consommation domestique, pour la cuisine ou

pour l'application sur les cheveux et la peau. Le don de lait se fait en très grande quantité : environ un tiers du lait des ménages plus riches est destiné à un voisin pauvre et il est parfois aussi donné aux ménages haussas pauvres.

Tous les ménages, mêmes les très pauvres, ont un besoin essentiel d'avoir au moins deux ânes pour tirer et transporter l'eau des puits, et transporter les récoltes et autres fardeaux. Seuls les ménages plus aisés possèdent un chameau qui est parfois utilisé pour la monte et pour le transport.

Comme l'indiquent les sections qui suivent, les ménages pauvres et très pauvres parmi les agropasteurs katsinawas sont particulièrement vulnérables aux augmentations des prix des denrées de base (principalement ceux du mil).

## Marchés

Les ménages vendent très peu des céréales qu'ils produisent et comptent donc principalement sur la vente du bétail et des produits d'origine animale. Étant donné que tous les ménages ont besoin d'acheter une grande quantité de céréales supplémentaire tous les ans, le marché des céréales est tout aussi vital et les conditions commerciales relatives aux céréales destinées à nourrir le bétail ont une très grande influence sur le budget des ménages.

### Où se font les achats et les ventes ?

Le principal commerce du bétail se fait en général vers le sud, vers la capitale régionale de Maradi, puis de là principalement vers le Nigeria par le biais du marché de Jibia à la frontière, mais une partie du bétail est vendue localement pour l'abattage ou l'élevage (voir Figure 28, page 59 montrant les réseaux de marchés principaux). Dans le département de Dakoro, les animaux sont vendus sur les principaux marchés hebdomadaires de Gandou et de Sakabal (un marché de bétail particulièrement important, comme celui de Sabon Machi plus au sud) et dans les villes situées sur

la route principale du sud : la ville de Dakoro, Aje Koria et Kornaka. Certains animaux sont transportés de Maradi vers le sud par véhicule, mais beaucoup sont menés à Maradi à pied : la conduite des bestiaux est une activité pour quelques hommes du village. Certains bergers vendent des animaux au cours de la migration vers les pâturages du sud.

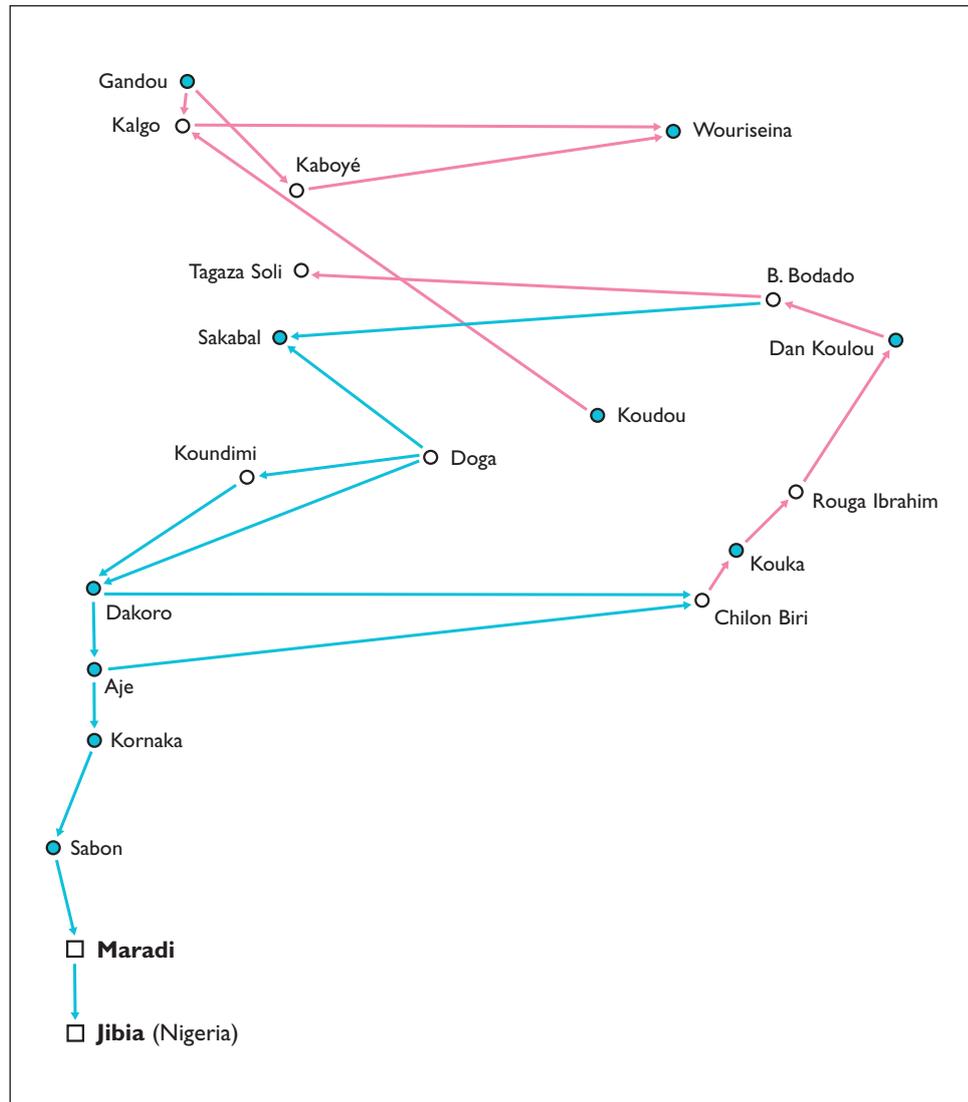
### Qu'est-ce qui se vend et s'achète ?

Le marché des céréales ne dessert pas uniquement les agropasteurs et fermiers locaux mais le département entier, de sorte que le marché de Dakoro, par exemple, est un point de ravitaillement pour les commerçants qui transportent les céréales jusqu'au marché de Bermo pour y satisfaire la forte demande des pasteurs qui le fréquentent. Une certaine quantité de céréales et de niébé est vendue en dehors du département aux pasteurs du nord, ou au sud sur l'ensemble du marché régional. Il semble que les arachides vendues soient consommées localement.

### Prix des céréales

Les prix des céréales sont fortement influencés par la production locale, bien que le département soit certainement un importateur net quelle que soit l'année (même s'il exporte peu à la récolte). Les céréales proviennent du sud de la région de Maradi et même du Nigeria (qui produit des ignames et de la farine de manioc). À l'époque où cette étude a été effectuée (février 2008) il y avait un fort sentiment, parmi les villageois et les commerçants, que les prix des céréales allaient augmenter bien au-delà des prix de 2007 et qu'ils seraient peut-être trop élevés pour le budget de la plupart des ménages (500–550 francs CFA par mesure, ou *tia*, un bol qui contient environ 2,5 kg de mil). Mais même les commerçants semblaient n'avoir que de vagues notions des facteurs d'inflation au-delà de la région de Maradi – par ex. la pénurie suite à la mauvaise récolte du nord du Nigeria ou la pression exercée sur l'ensemble du marché international due à une pénurie de blé.

**Figure 28 : Principaux marchés et routes commerciales utilisés par les agropasteurs katsinawas des villages étudiés**



## Calendrier saisonnier

Ce calendrier (Figure 29, page 60) représente les activités agricoles et d'élevage qui constituent l'année agropastorale, divisée en trois périodes principales.

### La période de soudure

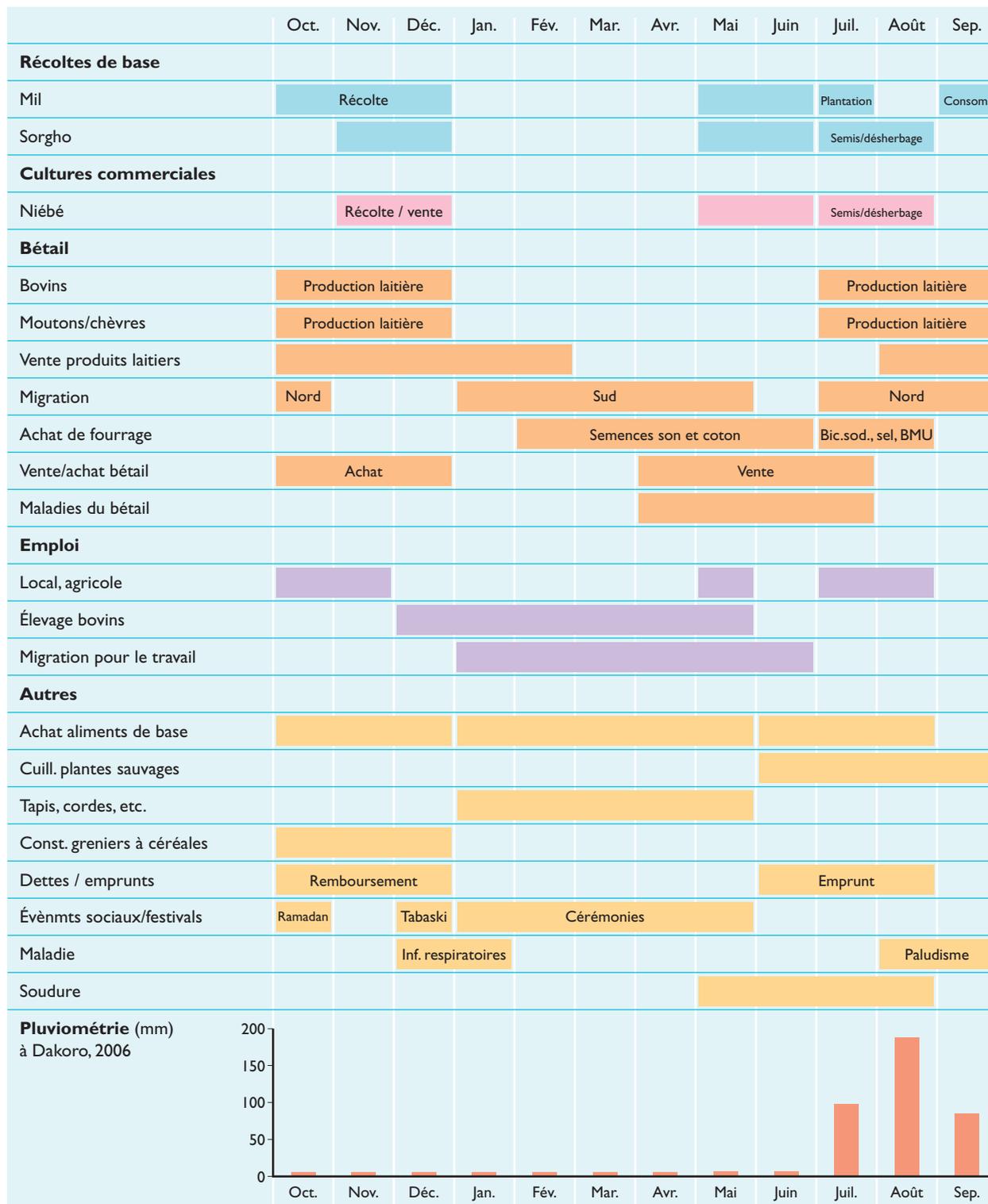
Juin à septembre est une période difficile de l'année bien que les pluies apportent un répit après la chaleur torride d'avril et mai. Les ménages

pauvres sont en proie à des difficultés alimentaires : tous leurs stocks constitués après la récolte sont épuisés, les prix des céréales sont au plus haut, les animaux sont en relativement mauvais état et rapportent peu (à cette époque ils se rétablissent encore du manque de pâturage pendant la saison sèche). Août et septembre sont aussi les mois pendant lesquels le paludisme et d'autres maladies atteignent des niveaux record. Mais heureusement la production laitière commence à augmenter car quelques animaux restent sur place pendant que d'autres migrent vers le nord. Juin à septembre est

la période pendant laquelle les ménages plus pauvres doivent généralement emprunter de la nourriture ou de l'argent – et c'est aussi la haute saison pour l'achat de céréales. L'achat de céréales –

à des prix plus favorables – est également important en janvier, quand la population doit se procurer ne serait-ce que des céréales et du sucre pour les personnes qui conduisent les animaux vers le sud,

**Figure 29 : Calendrier saisonnier – zone de subsistance des agropasteurs katsinawas**



dans le but de trouver des pâturages pendant la saison sèche. Les bergers vendent habituellement quelques têtes de petits ruminants pendant cette transhumance afin de pouvoir acheter des provisions.

### Récolte

Octobre à janvier est la saison de la récolte (à partir de la fin de septembre, les ménages consomment du mil tout de suite après l'avoir récolté, sans le stocker) ; le bétail, de retour de la migration, est relativement en bon état et la consommation de lait est à son maximum. Les gens peuvent obtenir de meilleurs prix pour leurs animaux et les ménages plus pauvres peuvent commencer à rembourser les dettes qu'ils ont dû contracter pour faire face aux difficultés de la période de soudure.

### Migration

De janvier à mai, il y a relativement peu d'activité agricole et la population peut participer aux événements et cérémonies de la communauté, par exemple les mariages. Mais c'est l'époque où certaines personnes (en particulier les membres des ménages très pauvres) quittent le village pour trouver du travail temporaire dans les villes avoisinantes, ou au Nigeria ; certains trouvent un emploi plus près de chez eux, pour entretenir le bétail appartenant à des ménages plus riches, notamment aux fermiers haussas. Les gens occupent également ces mois à la confection de tapis et de cordes pour leur propre utilisation et pour la vente.

### Transhumance

Après la récolte, on laisse le bétail se nourrir des chaumes, ce qui aide à maintenir la production laitière. En général, à partir de février les ménages achètent du fourrage uniquement pour certains animaux de leur troupeau, jusqu'à ce qu'il y ait de nouveau suffisamment d'herbe. En janvier, certains membres du ménage migrent vers le sud (dans une mauvaise année ils vont jusqu'au Nigeria) avec la quasi-totalité de leurs animaux pour trouver des pâturages. Ce voyage peut durer un mois ; les troupeaux se reposent pendant deux à trois mois avant de prendre le chemin du retour vers le nord.

Pendant la saison des pluies, la migration doit être soigneusement gérée car les bergers conduisent leurs troupeaux à travers la zone agricole et doivent les éloigner des cultures ; il y a aussi un risque croissant de conflits entre les bergers et les agriculteurs sédentaires (principalement les Haussas) surtout quand les cultures ont empiété sur les « couloirs » habituels de la migration.

### Groupes socioéconomiques

Il faut signaler, tout d'abord, que la quantité de bétail et de terre par ménage, est considérable, étant donné le statut de richesse de chaque groupe : si nous comparons les ménages katsinawas très pauvres avec la même catégorie de ménage chez les agriculteurs haussas du nord du Sahel dans le département de Tessaoua par exemple, nous découvrons que la superficie de terres qu'ils possèdent est approximativement égale, mais les fermiers haussas ne possèdent pas de bovins et ont moins de cinq têtes de petit bétail, y compris ceux qu'ils peuvent avoir empruntés. En comparaison, les Katsinawas très pauvres ont, en termes de bétail, des actifs beaucoup plus importants – et le nombre de têtes de bétail qu'ils possèdent, quel qu'il soit, représente une sécurité non négligeable.

Ces deux facteurs sont mis en évidence dans la classification par niveau de richesse, mais au plus haut échelon ils ne sont pas aussi prononcés : les ménages haussas plus aisés (composés en moyenne de 14–15 membres) possèdent environ 14 têtes de bovins et 35 petits ruminants, par rapport aux ménages katsinawas plus aisés (en moyenne 10 membres) qui possèdent environ 20 têtes de bovins et 40 petits ruminants. Les Haussas plus aisés se rapprochent d'une vie réellement « agropastorale », sauf qu'ils ne pratiquent généralement pas la transhumance et, comme indiqué plus haut, emploient souvent des Fulanis pour conduire leur bétail à des pâturages éloignés.

En moyenne, les ménages Katsinawas plus pauvres sont généralement composés de moins de personnes que les ménages plus riches (mais il ne s'agit que d'une tendance : certains ménages très pauvres sont composés d'un bien plus grand

**Tableau 6 : Groupes socioéconomiques des agropasteurs katsinawas du département de Dakoro**

Groupe socio-économique	Pourcentage des ménages	Taille du ménage	Possession de bétail (par ménage de 10 membres)	Bétail supplémentaire (Reçu par le <i>Habbanayé</i> * / ménage)	Terres possédées et cultivées (ha) par ménage
Ménages très pauvres	~15%	6-8	1-2 bovins, 10-15 moutons/ chèvres, 2-3 ânes, 3-5 volailles	0-1 vache, 1 chèvre, 0-1 brebis	1,5-2,5 ha cultivés sur 2-3 ha possédés
Pauvres	~20%	6-9	4-5 bovins, 20-25 moutons/ chèvres, 3-4 ânes, 6-7 volailles	1-2 vaches, 1 chèvre, 1 brebis	2-2,5 ha cultivés sur 3-4 ha possédés
Moyens	~20%	8-12	13-17 bovins, 35-40 moutons/ chèvres, 4 ânes, 0-1 chameau, 10 volailles	0-1 vaches, 1-2 brebis	3,5-4 ha cultivés sur 4-5 ha possédés
Plus aisés	~15%	12-16	15-25 bovins, 40-45 moutons/ chèvres, 3-4 ânes, 1 chameau, 10 volailles	0-1 vaches, 0-1 brebis	6-7 ha cultivés sur 8-9 ha possédés

\* Le *Habbanayé* est un système traditionnel de « solidarité » selon lequel les ménages plus aisés prêtent des animaux à des ménages plus pauvres. Généralement le ménage plus pauvre emprunte une jeune femelle et la garde jusqu'à ce qu'elle produise au moins un petit (veau, chevreau ou agneau). Le ménage devient propriétaire de la progéniture. Les emprunts faits dans le cadre de ce système peuvent durer jusqu'à trois ans ; l'animal qui est rendu peut ensuite être de nouveau prêté à un autre ménage. Ce système de « solidarité » entre riches et pauvres est l'un des principaux moyens, pour les ménages pauvres, de se constituer un troupeau, ou même de rester dans le système pastoral après des pertes infligées par la sécheresse. Le prêt d'animaux est aussi pratiqué entre ménages plus riches.

nombre de personnes). Ceci étant dit, on constate encore une différence prononcée entre les ménages plus riches et les ménages plus pauvres dans le nombre de têtes de bétail possédé, mais cette différence est beaucoup moins marquée en ce qui concerne la superficie de terres possédée et cultivée. Sur cette base, les Katsinawas sont décrits, à juste titre, comme « agropasteurs » en ce sens qu'ils dépendent des deux aspects de la vie agropastorale de façon égale ; mais il semble que les moyens d'existence des ménages plus pauvres soient plus « agro » que « pastoraux »,

indépendamment de la manière dont ils pourraient s'identifier au niveau de leurs racines ou de leurs aspirations.

Mais, une fois de plus, ce n'est pas uniquement la superficie de terre cultivée qui compte mais aussi l'accès à la main-d'œuvre et la capacité de cultiver la terre aux périodes critiques du cycle des cultures. Les ménages les plus pauvres sont en général payés pour travailler dans les champs appartenant à leurs voisins plus aisés, au moment où ils devraient ensemençer leurs propres champs afin de

maximiser leur propre production. En conséquence, ils ensemencent relativement tard dans la saison, ce qui a un effet négatif sur leur récolte et compromet leur sécurité alimentaire.

## Sources de nourriture

### Production agricole

Comme indiqué dans la section précédente, la superficie de terre utilisée par habitant n'est pas beaucoup plus importante chez les ménages plus riches que chez les ménages plus pauvres. Cela est illustré par le fait que l'écart entre les deux types de ménages, en ce qui concerne la dépendance sur la consommation de leurs propres récoltes, n'est pas considérable : les ménages plus pauvres produisent 33 % de leurs besoins caloriques et les ménages plus riches 50 % environ (l'écart est beaucoup plus important chez les fermiers haussas).

Étant donné que les ménages plus riches peuvent se permettre d'employer de la main-d'œuvre, il ne serait pas surprenant de constater chez ces ménages un rendement légèrement plus élevé. Mais en fait la différence n'est pas énorme. Dans l'année

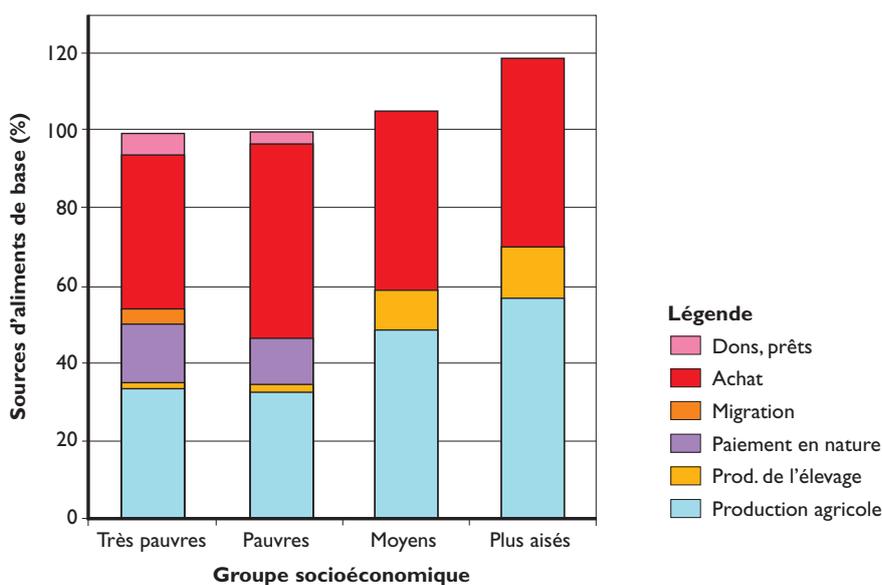
de référence (une année de récoltes relativement satisfaisante pour certains villages mais décevante pour d'autres -situation typique dans le Sahel), les ménages plus pauvres ont produit environ 270 kg de céréales et de niébé au total par hectare (en moyenne), tandis que les ménages plus riches n'en ont produit que 315 kg par hectare environ. La plus grande différence réside dans la superficie de terre cultivée et dans la capacité de maximiser l'utilisation de la main-d'œuvre aux périodes clés.

### Marchés

Tous les groupes socioéconomiques dépendent fortement du marché, où ils achètent 40 %–50 % des calories qu'ils consomment, qui proviennent en très grande majorité du mil. Si les très pauvres achètent moins de céréales sur les marchés que les autres ménages c'est parce qu'ils en obtiennent une bonne quantité directement par le paiement en nature de leur travail occasionnel et en dons de la part de parents ou de voisins plus riches.

Les paiements en nature et les dons expliquent aussi l'apparente surconsommation alimentaire des ménages plus aisés et, dans une moins grande

**Figure 30 : Sources d'aliments de base consommés par les ménages types**



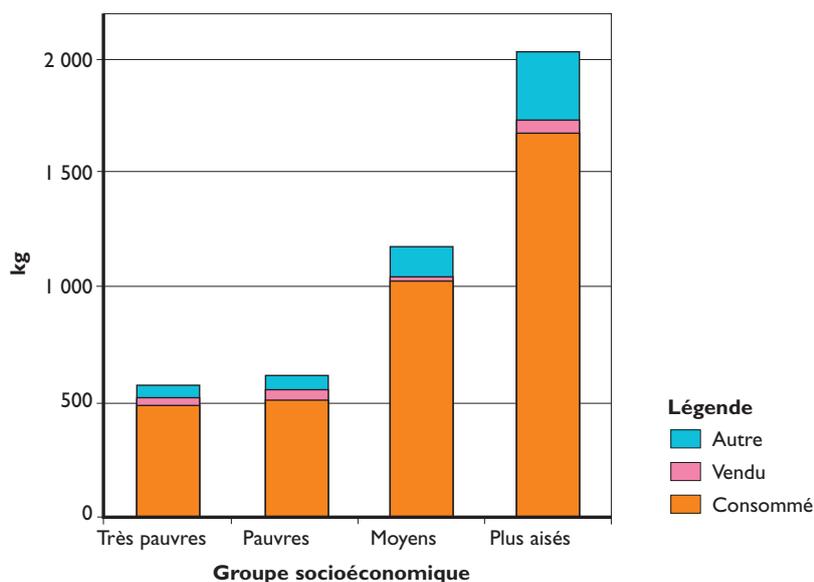
Dans le graphique ci-dessus, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme apport énergétique alimentaire moyen de 2 100 Kcal par personne et par jour.

mesure, des ménages moyens. Ces ménages sont les principaux employeurs et principaux donneurs : ils paient en céréales et en argent liquide et font des dons de céréales. Mais il est vrai aussi que non seulement ils boivent beaucoup plus de lait que les ménages pauvres mais ils consomment aussi globalement légèrement plus de calories.

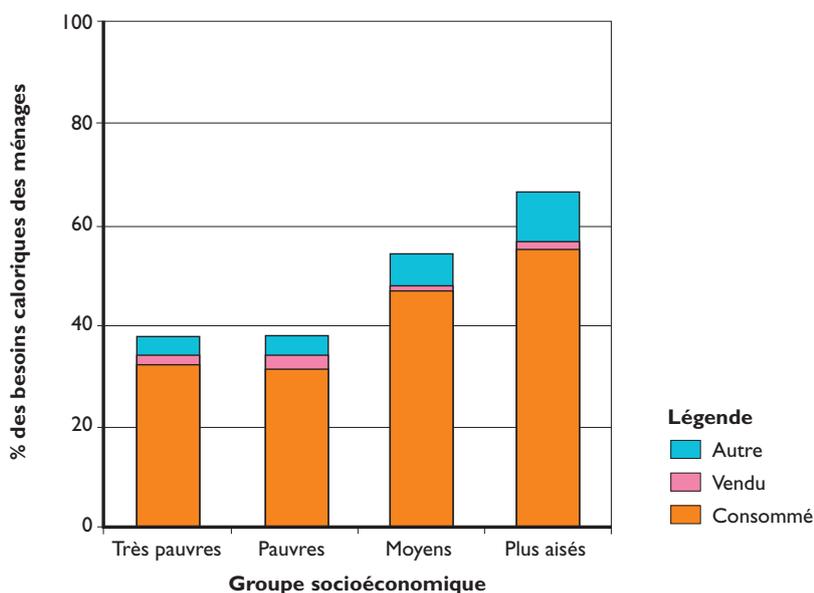
### Lait

La consommation de lait d'un ménage (le lait est de loin l'élément le plus important de la « production animale ») est quasiment un indicateur de sa richesse. La consommation des ménages plus pauvres, environ 2 % de leur apport calorique

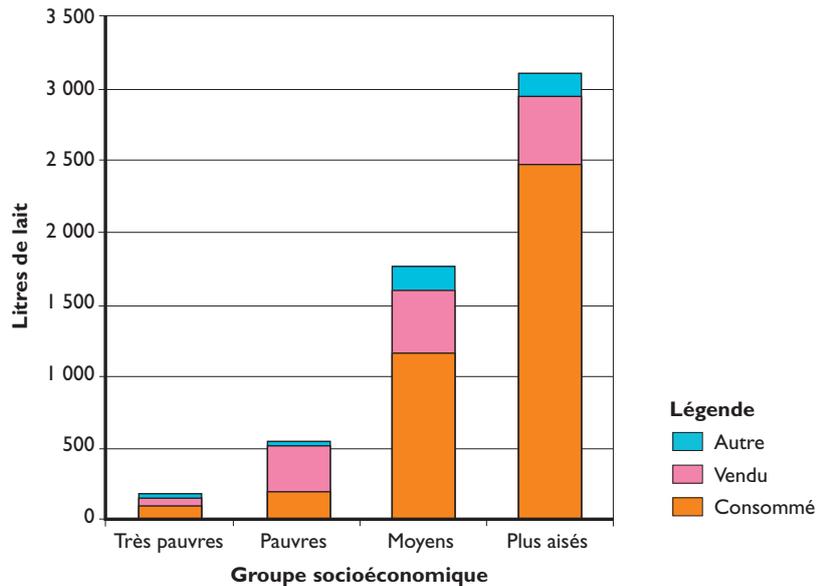
**Figure 31 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé)**



**Figure 32 : Production et utilisation de céréales (mil, sorgho) et de légumineuses (niébé) exprimées en pourcentage des besoins caloriques des ménages**



**Figure 33 : Production et utilisation du lait**



global, est très modeste, mais elle est parfois complétée par des dons de lait de voisins plus riches.

Quand il est plus facile d'obtenir du lait, ce sont en général les bébés et les très jeunes enfants du ménage qui en bénéficient. Même en petite quantité, le lait peut avoir un impact majeur sur leur état nutritionnel, notamment pendant le sevrage. D'autre part, il représente, pour les ménages moyens et plus aisés entre 10 % et 14 % de leur consommation calorique d'une année, et enrichit grandement la qualité de leur alimentation. C'est ce qui les qualifie de pasteurs, quel que soit l'élément agropastoral de leurs moyens d'existence : même chez les fermiers haussas du département de Tessaoua, par exemple, l'apport de calories par le lait ne dépasse pas 5 %.

### Migration liée au travail

Une dernière différence importante entre les moyens d'existence des agropasteurs katsinawas et ceux des pasteurs bororos plus au nord est que généralement les Katsinawas ne migrent pas pour trouver du travail. À l'exception de quelques ménages très pauvres, il semble que la production et l'emploi dans la production agricole en particulier, soient suffisants dans la région pour éviter que les gens ne cherchent du travail ailleurs.

Les voyages saisonniers que les Katsinawas effectuent régulièrement loin de chez eux ont pour but de conduire le bétail vers le nord et vers le sud pour la pâture. Ils sont généralement plus longs que les voyages vers le nord entrepris par les purs pasteurs, et c'est ce qui limite sans doute plus les possibilités de migration dans le but de trouver du travail.

## Sources d'argent liquide

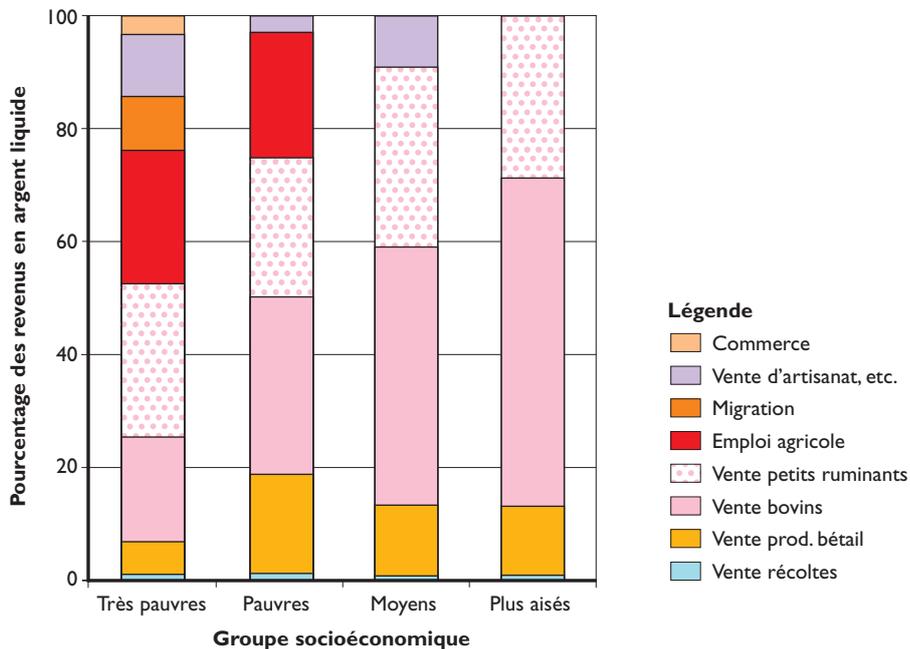
### Récoltes

Il faut noter que les ventes de récoltes représentent seulement une très petite proportion des revenus en argent liquide, même dans une année de bonne récolte, et même pour les ménages plus aisés. Il semble que les agropasteurs cultivent pour la consommation, alors que même les agriculteurs haussas très pauvres du département de Tessaoua obtiennent environ 35 % de leur argent liquide de la vente des récoltes (à condition que la pluviosité soit satisfaisante).

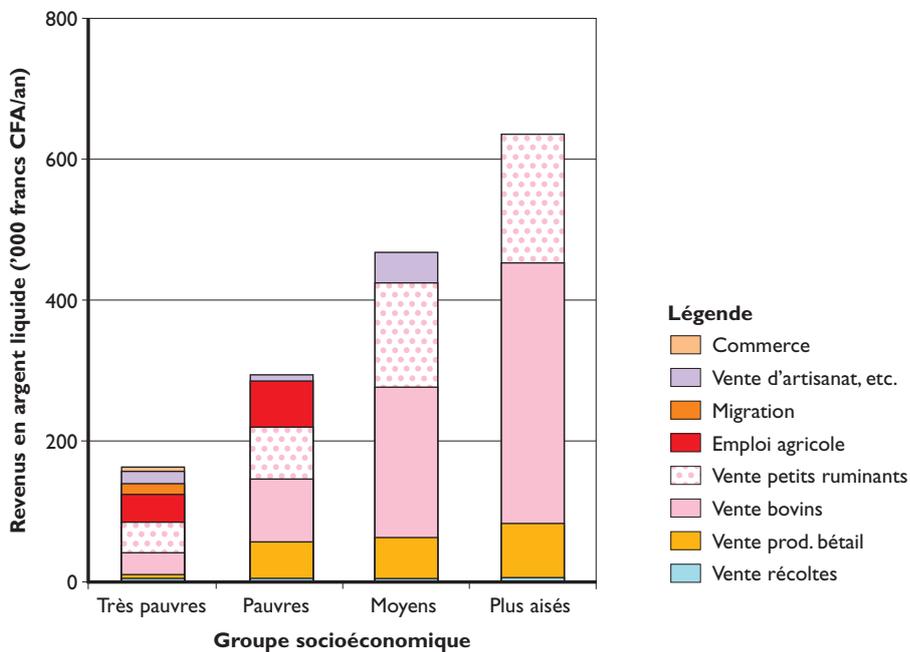
### Bétail

La différence réside dans le rôle du bétail : la quasi-totalité des revenus des ménages katsinawas moyens et plus aisés provient de la vente d'animaux et de

**Figure 34 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses**



**Figure 35 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types**



produits laitiers. Même chez les ménages très pauvres, environ 50 % de l'argent liquide provient de la production animale ; ce taux est de 75 % chez les pauvres.

Par comparaison, le bétail ne rapporte aux fermiers haussas pauvres du département de Tessaoua dans le nord du Sahel qu'environ 15 % en argent liquide. Sur le plan de la production et de son rendement,

il est justifié que les Katsinawas s'identifient comme pasteurs en premier lieu, et comme fermiers en second lieu.

Cependant pour survivre, les ménages pauvres et très pauvres en particulier ont des besoins beaucoup plus importants que ce qu'ils produisent. Le reste de leurs revenus en argent liquide provient en grande partie de leur travail dans les champs appartenant à des ménages plus aisés, et si l'on ajoute les paiements en nature qu'ils reçoivent, il est clair que l'emploi constitue la plus grande partie de leurs moyens d'existence. Certains ménages pauvres font de l'artisanat et vendent leurs produits tels que les tapis et les cordes, et les très pauvres ne perçoivent qu'un peu moins de 10 % de leur argent liquide en migrant pour trouver du travail – donc, également par l'emploi.

Si nous prenons en compte la taille plus importante des ménages moyens et surtout des ménages plus aisés, l'écart dans les revenus en argent liquide n'est pas énorme : les ménages plus aisés gagnent environ deux fois plus par personne que les ménages très pauvres. À cet égard aussi les Katsinawas sont d'abord pasteurs avant d'être fermiers. Comme pour les pasteurs bororos, c'est le besoin plutôt que l'opportunité qui génère leur revenu. L'opportunité latente est leur bétail, qu'ils vendent pour obtenir de l'argent liquide uniquement lorsqu'ils en ont besoin, pour contribuer aux événements sociaux et culturels et aux célébrations (qui représentent des sommes modestes, même pour les plus aisés) et pour survivre pendant les mauvaises années.

## Les dépenses

### Nourriture

La différence évidente entre les groupes de richesse, notée dans la proportion des dépenses en céréales et autres aliments, témoigne de leur niveau de production agricole. Les ménages les plus pauvres dépensent plus de la moitié de leurs revenus annuels pour la nourriture (ce n'est pas dû au fait qu'ils ont plus de personnes à nourrir, puisque la taille moyenne des ménages est généralement plus petite).

Les ménages très pauvres dépensent une plus grande proportion de leurs revenus que les ménages pauvres pour la nourriture, mais ils achètent en fait une proportion légèrement inférieure de leurs besoins caloriques annuels (40 % par rapport à 50 % pour les pauvres). Cette apparente anomalie est due à la différence qui existe dans les dépenses absolues (et bien sûr dans les revenus) entre ces groupes socioéconomiques. Sur la base des budgets moyens de la région, les très pauvres dépensent un peu plus de 12 500 francs CFA par personne en céréales et autres aliments dans une année, par rapport à un peu moins de 17 000 francs CFA par personne chez les ménages pauvres.

### Équipement ménager

L'équipement ménager comprend les articles de base, entre autres la paraffine pour les lampes à huile, les piles pour les lampes électriques et les ustensiles. Les sommes absolues dépensées pour ces articles augmentent selon le niveau de richesse, et c'est aussi le cas pour le sel, les épices et les stimulants (comme le thé vert et les noix de kola) ainsi que pour le savon et les cosmétiques.

### Eau

L'eau est achetée principalement pour les troupeaux. Quand le bétail est conduit aux pâturages dans le sud, la route est déterminée en fonction de la situation des points d'eau. Les bergers peuvent avoir accès à l'eau gratuitement dans les lieux où il y a des relations sociales ou familiales de longue date ; si ce n'est pas le cas, ils doivent payer environ 1 000 francs CFA pour abreuver leurs troupeaux aux points d'eau, ou entre 10 000 et 20 000 francs CFA (en fonction de la taille du troupeau) aux points d'eau où ils font une halte plus prolongée. Les ménages plus aisés et moyens encourrent manifestement des coûts plus importants pour utiliser l'eau parce que leurs troupeaux sont plus grands. Les ménages plus pauvres ont tendance à mêler leurs animaux à d'autres troupeaux et sont donc ainsi moins susceptibles d'avoir à payer l'accès à l'eau pendant la migration. (Les mares au Nigeria sont souvent gratuites.)

Figure 36 : Dépenses annuelles types en argent liquide

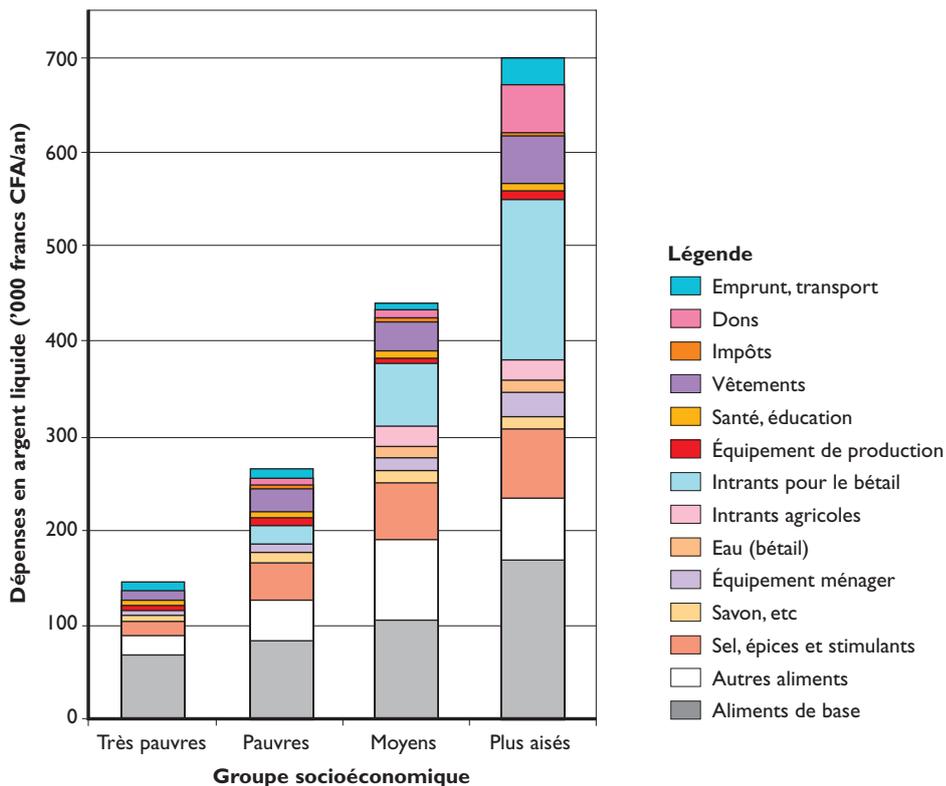
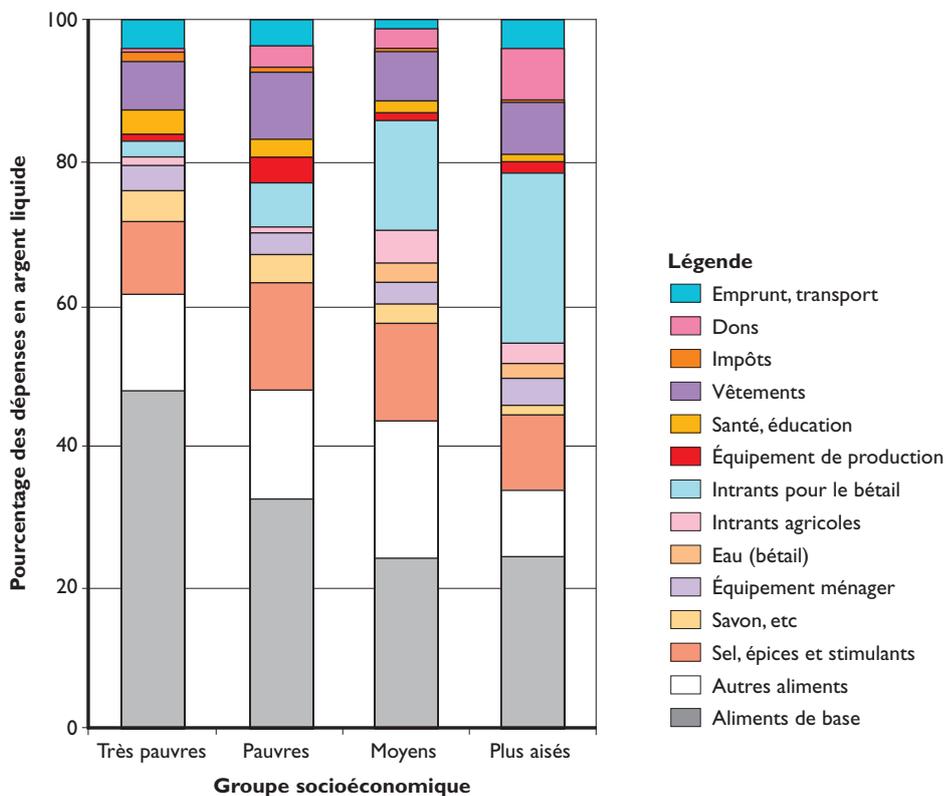


Figure 37 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles



## Bétail

En général, les villageois ont accès à l'eau gratuitement dans les puits publics. Les ménages encourrent d'autres dépenses pour leur bétail, notamment pour le fourrage pendant la saison sèche, qui sert à nourrir les bestiaux qui ne sont pas en migration, pour le sel/bicarbonate, les vaccins, les traitements et les longes. Comme on peut s'y attendre, les dépenses pour les soins des animaux augmentent en fonction du niveau de richesse, qui est lui-même déterminé par le nombre d'animaux possédés. Cela représente l'une des plus grandes dépenses pour les ménages plus aisés – tout comme le bétail représente la plus grande partie de leurs revenus. Le coût annuel des intrants pour le bétail est compris entre un peu plus de 3 000 francs CFA pour les ménages très pauvres à plus de 150 000 francs CFA pour les ménages plus aisés, qui emploient souvent des bergers pour faire le travail. Les ménages plus riches sont également plus susceptibles d'investir dans l'achat d'une plus grande quantité de fourrage pour engraisser certains animaux qui seront vendus à une date ultérieure, plutôt que de se contenter de les entretenir pendant la saison sèche.

## Agriculture

Tous les ménages investissent dans l'agriculture, notamment en achetant de petites quantités de semences (en particulier de niébé) et des pesticides. Il y a une grande différence dans les dépenses en valeur absolue entre les ménages moyens et plus aisés d'une part et les ménages pauvres et très pauvres d'autre part. Cette différence s'explique par le coût de la main-d'œuvre employée dans les champs. Les ouvriers viennent généralement du village même, mais en temps de demande accrue, d'autres travailleurs viennent aussi de villages haussas avoisinants.

## Santé et éducation

Les dépenses en « services sociaux » concernent les soins de santé et l'éducation, mais dans les villages que nous avons visités, les écoles étaient rares, de

même que les enfants qui allaient à l'école autre part. Les dépenses indiquées dans les Figures 7 et 8 concernent donc principalement les soins de santé (y compris les guérisseurs traditionnels).

## Risques

Le plus grand risque auquel sont exposés les agropasteurs katsinawas dans cette région du nord du Sahel est le manque de pluie. Pour les cultivateurs, cela signifie :

- un départ tardif de ce qui est déjà une très courte saison pour les cultures et/ou un départ échelonné lorsque les semis sèchent et que les champs doivent être réensemencés – quelquefois à deux reprises.
- une mauvaise répartition des pluies dans la saison, si bien que ce qui semble être théoriquement une bonne pluviométrie masque en réalité des périodes sèches – qui durent parfois deux ou trois semaines à des moments cruciaux du cycle de culture.
- des pluies qui se terminent début septembre, ce qui entraîne une mauvaise maturité des céréales. Des pluies trop abondantes – qui entraînent un engorgement du sol, des moisissures ou des germes sur des épis parvenus à maturité – sont un risque comparativement mineur.

Une pluviosité insuffisante affecte évidemment la qualité des pâturages pour l'année et l'arrivée tardive des premières pluies peut prolonger la période de soudure au-delà de son point culminant, entraînant une migration inhabituelle des troupeaux vers le sud en quête de meilleurs pâturages. Toutefois, les pâturages sont moins vulnérables que les cultures à la pluviosité peu fiable du nord du Sahel – ce qui explique après tout pourquoi cette région était principalement utilisée par les pasteurs avant que la pression exercée sur les terres dans le sud ne pousse les cultures jusqu'aux limites de la viabilité dans le nord. Néanmoins, la pluviosité est si parsemée dans le Sahel d'un endroit à l'autre que, dans une même année, les récoltes du département peuvent être bonnes tandis que les pâturages dans le nord, dont dépendent en partie les agropasteurs katsinawas, peuvent souffrir.

**Tableau 7 : Réaction des villageois face aux risques, 2002–07**

Année	Performance saisonnière*	Événement	Réaction
2006–07	2–4	Pluviosité mauvaise à modérée pâturages insuffisants à satisfaisants récolte mauvaise à bonne	Vente d'animaux et recherche de travail
2005–06	3–4	Année moyenne à bonne	Vente d'animaux, projets Oxfam, solidarité
2004–05	1	Sécheresse, manque de pâturages, chute des prix du bétail, pénurie de céréales, mauvaise récolte, mort de bétail, criquets pèlerins, hausse des prix des céréales	Migration du ménage vers le sud Assistance humanitaire Achat de céréales et de fourrage à prix élevés Recherche de travail
2003–04	2–5	Production agricole moyenne à bonne Bons pâturages	
2002–03	3–5	Production agricole moyenne à bonne, « similaire à celle de 2003-04 »	Gestion stratégique de la récolte / vente d'animaux / achat de nourriture

\* 1 = très mauvaise année ; 2 = année médiocre ; 3 = année moyenne ; 4 = bonne année ; 5 = année exceptionnelle

Il y a cependant, une considération plus positive, qui explique en partie pourquoi les villages fulanis riches continuent à investir dans les cultures même si leur richesse en bétail est de très loin supérieure à ce qu'ils peuvent gagner en travaillant dans les champs. Partager leurs moyens d'existence entre le travail de la terre et l'élevage du bétail signifie en réalité qu'ils doivent couvrir une grande zone géographique pour permettre la migration en quête de pâturages. Le bétail peut générer un revenu en argent liquide quand les récoltes sont mauvaises ; mais les cultures permettent néanmoins d'avoir un budget alimentaire annuel légèrement plus bas et offrent un certain filet de sécurité dans la rare éventualité où les pâturages, plutôt que les récoltes, souffriraient.

Les autres risques principaux auxquels font face les agriculteurs dans cette zone sont les ennemis et les maladies des cultures, les tempêtes de sable, la dégradation du sol, les maladies du bétail, l'insuffisance des pâturages/du fourrage et les vols d'animaux.

Face à ces risques, la population réagit de différentes manières, comme indiqué dans le Tableau 7 (ci-dessus) qui illustre la performance saisonnière telle que les villageois la perçoivent. Étant donné que la pluviosité diffère d'un lieu à un autre, même dans une zone limitée, le seul réel consensus au sujet de la performance saisonnière concerne l'année de crise de 2004–05.

# Profil 5

## Moyens d'existence des pasteurs bororos

### Département de Dakoro

Le travail sur le terrain pour ce profil s'est effectué en février 2008. Les informations présentées concernent l'année de référence d'octobre 2006 à septembre 2007 – une année considérée comme bonne par la population locale. À condition qu'aucun changement rapide et fondamental ne survienne dans l'économie, les informations contenues dans ce profil resteront valides pendant environ quatre ans (jusqu'en 2013).

#### Introduction

Les pasteurs bororos (ou wodabeare, un groupe fulani) se trouvent dans la vaste bande écologique sahélienne du sud du Sahara, qui s'étend de la Mauritanie et du Sénégal jusqu'à l'ouest du Soudan. Dans le département de Dakoro, ils occupent la région au nord de la zone agricole et à l'ouest de la réserve forestière de Gadabeji. La zone pastorale de Dakoro n'est pas typique de la bande nord du Sahel à la frontière du Sahara. Dans un paysage plat ou légèrement vallonné, au sol principalement sableux comportant quelques dunes fixes, la végétation est en grande partie un mélange d'herbages (quelquefois vastes) et de couverts arborés comportant des acacias et autres espèces, généralement plus grands que les arbres et arbrisseaux que l'on trouve à d'autres endroits du nord Sahel. Le département du Dakoro présente l'une des écologies sahéliennes les plus au nord du Niger.

#### Comment gagnent-ils leur vie ?

Les Bororos pratiquent la transhumance et déplacent leur bétail de manière saisonnière vers différents pâturages peu éloignés de chez eux. Les pâturages dans cette région sont également utilisés de manière saisonnière par les pasteurs touaregs du nord et par les agropasteurs fulanis du sud. Les Bororos sont essentiellement des éleveurs de bovins mais possèdent aussi des moutons et des chèvres. Ils construisent leurs habitations avec des branches et des nattes portables mais certains se sont établis dans des villages où ils ont construit des logements avec de la boue et des clayonnages. Leurs « villages » ou installations sont généralement situés près d'un puits. Ils sont installés dans cette région depuis 60 à 120 ans.

Leurs origines lointaines sont au nord du Nigeria. Les agropasteurs fulanis en provenance de la même région ont aussi migré dans cette zone, poussés par les pressions territoriales et les pressions de la population, et par le conflit entre la culture de la terre et le pastoralisme. Ce conflit a été en partie reflété par des lois sur l'établissement des pasteurs, appliquées par l'Émirat sokoto avant et pendant l'administration coloniale britannique.

Les Bororos du département de Dakoro déclarent avoir toujours été pasteurs, même si dans le passé ils ont quelque peu cultivé la terre. Ils affirment qu'au Niger, certains de leurs ancêtres nomades

sont entrés en conflit avec d'autres groupes, sont ainsi devenus semi-sédentaires et ont adopté les mouvements restreints de la transhumance. D'autres ont toujours été des pasteurs transhumants mais ils se sont enfuis de leurs régions d'origine pour se diriger plus au sud (jusqu'à Kornaka) en raison du conflit avec des cultivateurs qui empiétaient sur leurs terres.

### Où font-ils paître leur bétail ?

Dans une année ayant bénéficié d'une pluviosité satisfaisante, les Bororos ne migrent pas loin avec leur bétail, surtout leurs troupeaux de bovins. Pendant la saison des pluies, ils vont au nord vers Agadez et Tahoua (à pas plus de deux à cinq jours de voyage) pour y utiliser les pâturages, et réservent les zones de pâturages se trouvant plus près de chez eux pour plus tard (voir la carte des principaux marchés en Figure 38, page 73). L'abreuvement gratuit est possible à certains puits (mais ils doivent payer l'eau d'autres puits appartenant aux pasteurs touaregs), et il y a un grand nombre de mares saisonnières.

Après la récolte, les animaux sont aussi conduits au sud vers Sakabal (en majeure partie le petit bétail mais aussi quelques bovins). Là, ils doivent payer pour abreuver leurs bestiaux : 10 000 francs CFA par mois pour un troupeau de 50 têtes de bovins. Dans une mauvaise année, comme en 2005, quand les pâturages du nord sont maigres, on observe un mouvement plus concerté vers le sud immédiatement après la récolte. En temps normal, ils n'iraient pas au-delà de Maradi, mais dans une année catastrophique, comme 1984, ils iraient au Nigeria si les pâturages y étaient disponibles – un voyage d'environ un mois.

Les moyens d'existence des Bororos sont centrés autour de puits, à proximité desquels ils s'installent de plus en plus. Les premiers puits, qui datent de plusieurs décennies, sont encore utilisés quotidiennement et les communautés ont investi, avec ou sans l'aide d'un projet, dans l'amélioration d'un grand nombre de puits en les aménageant de têtes en ciment et d'un revêtement partiel.

Cependant, le système d'extraction de l'eau reste traditionnel (il se fait généralement à l'aide d'une outre ou d'un sac en plastique épais spécial accroché à une corde tirée par des ânes, des bœufs ou quelquefois des chameaux), ce qui est une entrave au développement de leurs moyens d'existence et de plus, accroît considérablement leur charge de travail.

### Marchés

Les Bororos vivent principalement de deux transactions de marché essentielles : ils ont besoin de vendre du bétail et ils ont besoin d'acheter des céréales. Mais ces transactions ne sont pas toujours effectuées au même marché ou à la même saison. Leur réseau de marchés s'étend des villages pour des transactions occasionnelles, aux principaux marchés locaux hebdomadaires jusqu'aux grands marchés sur la route principale du sud.

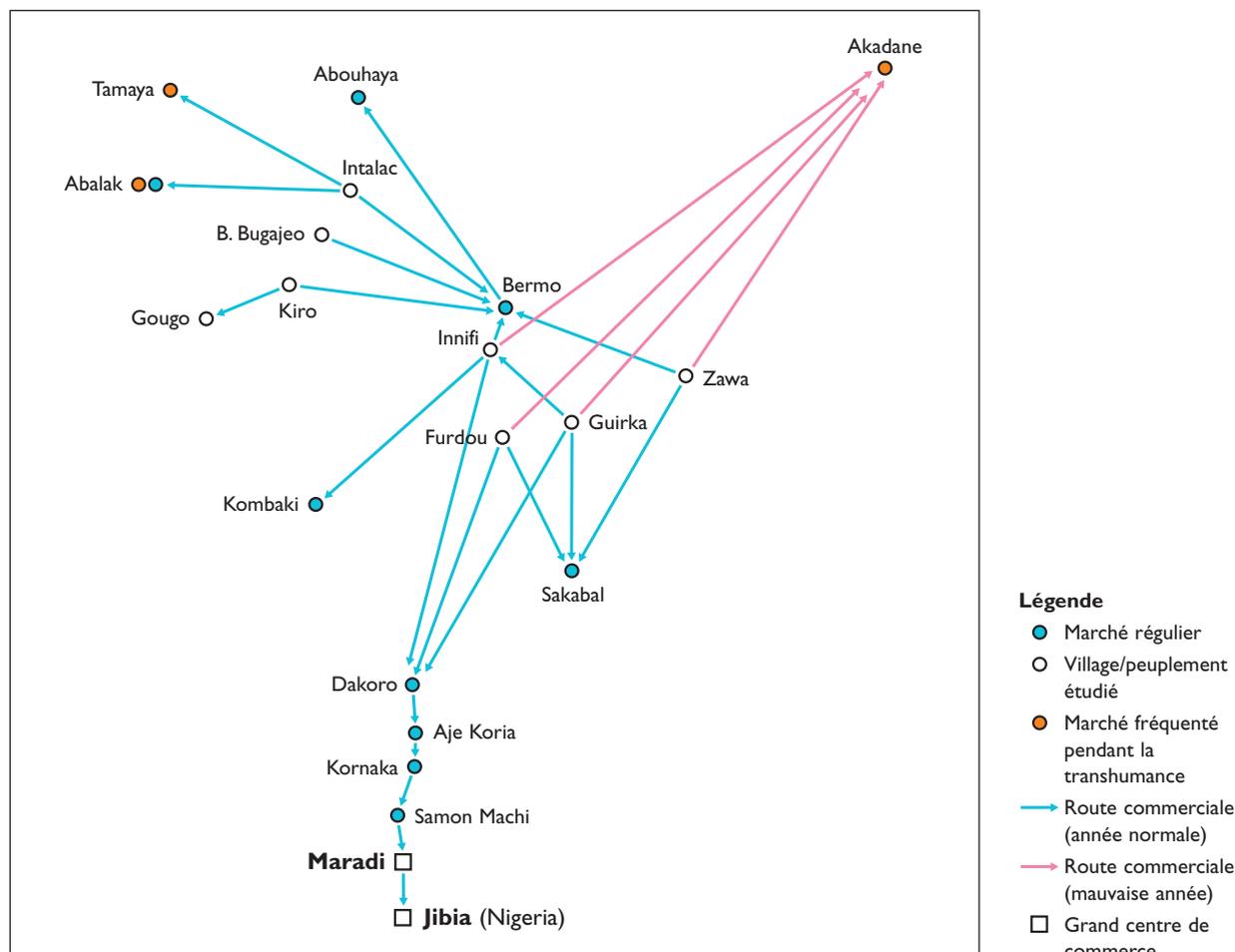
### Où se font les achats et les ventes ?

Bermo est le plus grand marché de la région (voir la carte des marchés en Figure 38, page 73). Les céréales arrivent principalement par la route principale du sud et par Dakoro et Sakabal, mais pendant les périodes de migration, ils vendent des animaux et achètent des céréales sur des marchés plus éloignés au nord (jusqu'à Abalak sur la route nationale principale qui relie Tahoua à Agadez).

### Qu'achètent-ils et que vendent-ils ?

Le mil est de loin la céréale la plus achetée et les Bororos sont particulièrement vulnérables aux hausses de prix de cette denrée de base. Mais le sorgho et le niébé sont également appréciés. La plupart des bestiaux vendus (bovins, petit bétail et même ânes) sont destinés au commerce de la viande dans les centres urbains – quelques-uns au Niger (notamment à Maradi, le centre régional le plus proche) mais surtout au Nigeria. Jibia est le principal centre frontalier où le bétail est acheté pour être revendu dans les villes au nord et au sud du Nigeria.

Figure 38 : Principaux marchés utilisés par les ménages bororos des villages étudiés



Localement, le bétail est vendu soit pour l'abattage soit pour agrandir le troupeau, sur les marchés locaux ou dans les villages. Ces transactions sont effectuées soit entre Bororos soit entre Bororos et fermiers du village. Dans ce cas, ce sont presque toujours les Bororos qui vendent aux Haussas, car les Fulanis pasteurs ainsi qu'agropasteurs ont généralement des troupeaux plus importants que les ménages haussas. La plupart des ventes qui se font sur le marché ou des ventes individuelles se font de novembre à décembre, pendant la transhumance saisonnière vers le sud, et de mai à juillet (voir le calendrier saisonnier, Figure 39, page 75).

### Argent liquide, troc ou les deux ?

Aujourd'hui, le bétail est principalement négocié en argent liquide mais les céréales sont quelquefois troquées lorsque cela convient aux deux parties.

Parfois les deux méthodes d'échange sont utilisées : un mouton peut être vendu à un commerçant pour un sac de grain par exemple et 10 000 francs CFA. Les Bororos troquent aussi parfois du lait contre des céréales mais ils demandent de l'argent liquide pour la vente de beurre, qui est moins périssable que le lait et qui peut être vendu sur les marchés hebdomadaires et au-delà. La transhumance vers le nord, qu'ils effectuent à la saison des pluies, leur offre moins d'opportunités d'acheter et de vendre puisque les cultivateurs n'ont pas besoin de lait ni d'animaux.

Bien que le lait soit le principal ingrédient ajouté à la céréale dominante (le mil) il ne se vend généralement pas, ou bien seulement lorsque le ménage a au moins cinq vaches laitières et à des clients proches. Dans ce cas, environ la moitié du lait est gardée pour la consommation et l'autre

moitié est vendue comme lait écrémé, après la fabrication du beurre. Le beurre est fait avec la crème du lait et se vend de 1 000 à 1 250 francs CFA le litre. La plupart des Bororos ne vendent qu'une petite quantité de beurre – pas plus d'un litre par semaine en saison. L'argent perçu de la vente de beurre et de lait est en général dépensé pour l'achat de sucre et de condiments. Le prix du beurre est au plus bas du milieu à la fin de la saison des pluies et le plus élevé à la saison sèche. En plus d'être utilisé comme aliment, il est aussi utilisé tant par les femmes que par les hommes pour les cheveux et la peau.

La plupart des transactions sont effectuées sur les marchés hebdomadaires, où les éleveurs vendent ordinairement juste assez de petit bétail pour pouvoir acheter des céréales et d'autres provisions pour leurs besoins personnels pendant la migration. La majeure partie des transactions concernant le bétail sont effectuées par l'intermédiaire d'une personne qui se porte garante dans les cas où le vendeur et le commerçant ne se connaissent pas. Le vendeur offre à l'intermédiaire un peu de nourriture, du thé et environ 500 à 1 000 francs CFA. Lorsque les éleveurs vendent sur des marchés plus éloignés, afin d'obtenir un meilleur prix pour leur bétail et peut-être aussi afin d'acheter des céréales moins chères, ils confient leurs animaux à des délégués de la communauté qui se rendent au marché pour leurs propres affaires. Ils reçoivent généralement une somme modique de 1 000 à 2 000 francs CFA (facultative). Dans ces cas, la chaîne est la suivante : éleveur → délégué de la communauté → intermédiaire → acheteur.

## Quelles sont les périodes culminantes du commerce ?

Les animaux sont vendus tout au long de l'année, en quantités plus ou moins importantes, mais il y a deux périodes culminantes. Pendant ou juste après la récolte, parmi les cultivateurs du sud : les éleveurs qui peuvent se le permettre essaient d'acquérir un grand stock de céréales au prix le plus bas de l'année, peut-être en vendant une vache de 6 à 8 ans qui ne donne plus de lait ou un taureau de 3 à

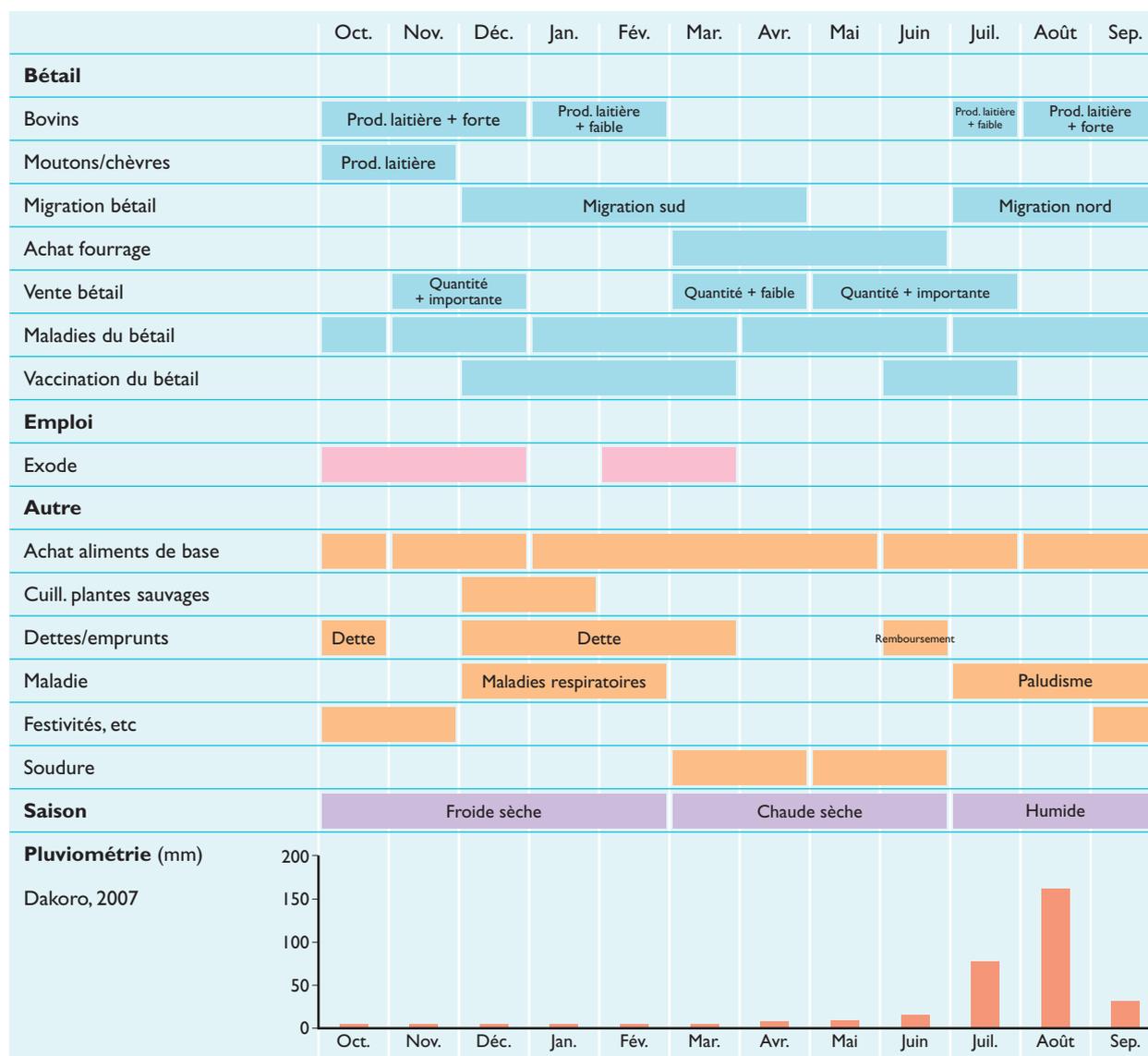
5 ans pour l'abattage. À cette époque, les animaux sont en bon état physique grâce aux nouveaux pâturages et atteignent des prix relativement forts. Les céréales sont en général stockées dans les habitations sédentaires de boue et de clayonnage appartenant aux ménages plus riches ou peuvent être stockées aux centres de commerce, en accord avec les négociants. Les ménages plus pauvres vendent souvent une ou deux têtes de petit bétail à la fois s'ils le peuvent, plutôt que d'acheter des céréales à crédit.

L'autre période culminante pour les ventes est mai/juin, juste avant les principales pluies, lorsqu'il est nécessaire de s'approvisionner pour la migration vers les pâturages du nord, et bien sûr pour le foyer familial, dont les stocks sont presque entièrement épuisés. C'est, pour les termes d'échange, la pire période de l'année : les animaux sont en mauvais état physique et les prix des céréales sont relativement élevés. Les ventes se font généralement au coup par coup et concernent surtout le petit bétail, juste pour permettre aux ménages de vivre par l'achat de céréales toutes les trois semaines environ, jusqu'à ce que les travailleurs migrants ramènent de l'argent liquide ou alors jusqu'à la prochaine récolte. Les éleveurs préfèrent vendre des animaux de sexe masculin, notamment les boucs à partir de l'âge de sept mois environ, ou les femelles âgées qui ne sont plus en âge de reproduire. L'apparition sur le marché de femelles reproductives, de quelque espèce que ce soit, est un signe de mauvaise année.

## S'adapter aux saisons

L'année pastorale est divisée en trois principales saisons : la saison froide et sèche est la plus facile car les bienfaits des pluies de la saison précédente (disponibilité de lait et céréales moins chères) sont ressentis. À la saison chaude et sèche, il devient plus difficile de joindre les deux bouts car les prix des céréales montent et la production de lait tire à sa fin. La période de soudure continue pour les ménages plus pauvres jusqu'à la saison des pluies, quand les prix des céréales sont au plus haut mais le bétail commence à se rétablir grâce à la repousse des herbages et la production de lait augmente.

Figure 39 : Calendrier saisonnier – zone de subsistance des pasteurs bororos



Mai et juin sont, pour la plupart des ménages, des mois difficiles. Lorsque l’herbe est peu abondante, les ménages qui peuvent se le permettre doivent acheter du fourrage pour leurs animaux afin de maintenir la production laitière et de maintenir les animaux en bonne santé. La période de soudure est généralement terminée dans la zone pastorale avant qu’elle ne commence dans la zone agropastorale, en raison des différences dans les deux économies.

À la saison froide et sèche, deux activités entraînent des situations plus ou moins pénibles. Les ménages doivent se diviser pour permettre à certains

membres de conduire le bétail au sud, qui est la plus longue des migrations annuelles de longue distance (généralement à deux ou trois jours de voyage du village) afin d’exploiter les pâturages ouverts sur les champs de chaume (et de fertiliser la terre grâce aux troupeaux qui y paissent) après l’engrangement de la récolte. C’est aussi la saison à laquelle les femmes (surtout celles des ménages plus pauvres) quittent leurs familles pour trouver du travail dans d’autres pays où il est dit qu’elles vendent souvent des plantes médicinales (un domaine où les Bororos sont considérés comme spécialistes) mais aussi pour faire des travaux ménagers ou agricoles. Quelques

hommes migrent également, mais en bien moins grand nombre. Outre la vente de remèdes traditionnels, ils conduisent les bestiaux et font même de l'artisanat.

### Migration des femmes pour trouver du travail

Certaines femmes vont au sud au Nigeria, si elles y ont des contacts, tandis que d'autres voyageraient jusqu'au Togo, au Ghana et au Sénégal – ce dernier se trouve à environ 4 500 km par route et par train. Elles doivent laisser leurs jeunes enfants et en confier le soin à d'autres membres du ménage. Dans les ménages qui comportent plusieurs femmes adultes, elles peuvent se partager les voyages et n'effectuer ainsi qu'un voyage chacune par an. Elles rentrent généralement chez elles au bout de deux ou trois mois, et rapportent de l'argent dont le ménage a grand besoin, ainsi que des articles à vendre comme du savon et des vêtements. Mais après environ un mois, beaucoup entreprennent un second voyage. Avant de partir, elles doivent souvent emprunter de l'argent pour payer le transport (c'est dans certains cas leur mari qui font l'emprunt en leur nom). Elles doivent rembourser l'argent à leur retour, lorsque les ventes de bétail sont les plus avantageuses.

Des informateurs clés ont décrit cette migration comme une activité difficile mais nécessaire ; beaucoup ont affirmé qu'elles préféreraient ne pas partir parce qu'il est difficile d'être loin de ses enfants, surtout des enfants très jeunes, mais n'ayant « pas suffisamment de bétail », sans cette migration elles n'auraient pas les moyens de satisfaire les besoins de leurs ménages.

### La condition physique du bétail

Il a été signalé que, pendant l'année de référence (octobre 2006 à septembre 2007), il n'y avait pas eu de pertes excessives dues aux maladies du bétail. Les maladies (en particulier les maladies respiratoires) sont les plus répandues de novembre à décembre et d'avril à mai, quand le bétail est en général sous-alimenté.

## Groupes socioéconomiques

### Composition du ménage et partage des responsabilités au sein du couple

L'unité domestique observée pour la présente étude était basée sur un homme et sa femme ou ses femmes et leurs enfants, qui est l'unité de base pour la possession de biens, les opérations économiques et la consommation. Un ou deux parents célibataires ou des personnes âgées peuvent aussi faire partie de ce type de ménage ; au sein des ménages très pauvres en particulier, il peut aussi y avoir un fils marié et sa famille, qui ne possèdent pas suffisamment de bétail (au moins deux têtes de bovins et quatre à cinq têtes de petit bétail) pour s'installer séparément. Tout comme les hommes, les femmes possèdent aussi quelques têtes de bétail ; c'est au mari qu'incombe la responsabilité de veiller à la survie du ménage avec son propre stock. Mais lorsque c'est nécessaire, par exemple dans une mauvaise année ou pour une cérémonie, le stock de la femme peut être vendu ou abattu si elle donne son consentement.

### Classification par niveau de richesse

La détermination des différents niveaux de richesse en termes de types et de nombre d'animaux possédés et de proportion des ménages dans chacune des quatre catégories de richesse s'appuie sur le jugement des villageois mêmes. Il s'agit d'une classification économique plutôt que d'une classification du statut social, qui dépend d'autres facteurs, notamment la parenté et la position dans le clan. Les ménages ont été définis comme unités économiques de base en termes d'actifs, de production, de revenus et de consommation. Selon la classification par niveau de richesse qui a découlé des discussions et des exercices de « proportional piling » (assemblage proportionnel), il a été estimé qu'environ 35 % à 40 % des ménages étaient très pauvres, 20 % à 30 % étaient pauvres, 20 % à 25 % étaient moyens et 10 % à 20 % étaient plus aisés.

**Tableau 8 : Groupes socioéconomiques des pasteurs bororos du département de Dakoro**

Groupe socio-économique	Pourcentage des ménages	Taille du ménage	Possession de bétail (par ménage de 10 membres)	Bétail prêté à d'autres ménages ( <i>habbanayé</i> <sup>*</sup> )	Bétail supplémentaire ( <i>habbanayé</i> <sup>*</sup> reçu par ménage)
Ménages très pauvres	~35%	7-9 or 18-21	3-4 bovins, 10-11 moutons/ chèvres, 2-3 ânes	-	1 vache, 2 chèvres, 1 brebis
Pauvres	~15%	9-16	5-6 cattle, 14-15 moutons/ chèvres, 2-3 ânes	-	1 vache, 2 chèvres, 1 brebis
Moyens	~15%	12-18	16 bovins, 0-1 taureaux de trait, 43-45 moutons/ chèvres, 3-4 ânes, 0-1 cheval	2 vaches, 6 brebis/chèvres	2-3 vaches, 3 chèvres, 2 brebis
Plus aisés	~10%	12-22	30+ bovins, 1 taureau de trait, 60-70 moutons/ chèvres, 1 chameau, 0-1 cheval	4 vaches, 8 brebis/chèvres	3 vaches, 3 chèvres, 2 brebis

\* Le *Habbanayé* est un système traditionnel de « solidarité » selon lequel les ménages plus aisés prêtent des animaux à des ménages plus pauvres. Généralement, le ménage plus pauvre emprunte une jeune femelle et la garde jusqu'à ce qu'elle produise au moins un petit (veau, chevreau ou agneau). Le ménage devient propriétaire de la progéniture. Les emprunts faits dans le cadre de ce système peuvent durer jusqu'à trois ans ; l'animal qui est rendu peut ensuite être de nouveau prêté à un autre ménage. Ce système de « solidarité » entre riches et pauvres est l'un des principaux moyens, pour les ménages pauvres, de se constituer un troupeau, ou même de rester dans le système pastoral après des pertes infligées par la sécheresse. Mais ce système de prêt implique aussi la solidarité entre les ménages plus riches, si bien qu'un ménage peut simultanément prêter et emprunter un animal. Les raisons de cet arrangement entre ménages relativement aisés n'est pas claire mais comporte certainement des avantages mutuels, en termes d'élevage ou de réciprocité, de relations sociales et de renforcement du patrimoine génétique. Une autre forme courante de prêt est le « *dilayé* », qui consiste à prêter un animal laitier pendant un certain temps ; dans ce cas, la personne qui emprunte ne devient pas propriétaire de la progéniture de l'animal.

## Taille des ménages

Il est à noter que même sans tenir compte des extrêmes, chaque groupe socioéconomique comporte des ménages de tailles très diverses. De plus, en général la taille du ménage n'augmente pas en fonction du statut de richesse, comme c'est la tendance dans les communautés agricoles. Les ménages de plus grande taille sont généralement polygames, mais aussi beaucoup d'hommes pauvres et même certains hommes très pauvres ont plus d'une femme.

Un facteur qui complique la catégorisation de la taille des ménages est le cycle de vie des ménages : un jeune chef de ménage ayant une ou plusieurs femmes (les ménages séparés dirigés par des femmes sont rares) peut être plus pauvre qu'un chef de ménage plus âgé, simplement parce qu'il a de très jeunes enfants et/ou n'a pas eu beaucoup de temps pour se constituer un troupeau important (les troupeaux augmentent au fil du temps, sauf en cas de catastrophe). En général, les ménages qui ont été classifiés dans une catégorie de richesse ont tendance à y rester, même si les pertes subies au cours d'une mauvaise année les a fait basculer temporairement dans une catégorie plus basse en termes du nombre de têtes de bétail possédées. Mais le groupe des ménages très pauvres affiche des caractéristiques particulières (voir Tableau 8) : les ménages étaient relativement petits ou relativement grands, mais peu étaient moyens. Cela s'explique par le fait qu'un certain nombre de ménages comprenaient des fils mariés.

Étant donné l'éventail des tailles des ménages, les actifs sont représentés sur la base d'un foyer fictif de 10 personnes, afin de voir plus facilement la tendance des actifs. L'éventail typique de la possession d'animaux est le suivant : quelques rares ménages plus aisés possèdent deux fois plus d'animaux, comme il est indiqué dans le tableau ; et quelques ménages peu typiques très pauvres n'ont pas plus de deux ou trois têtes de petit bétail et ont emprunté quelques animaux, ce qui, encore une fois, est peu ordinaire. Bien qu'il y ait une gradation

évidente des actifs entre les très pauvres et les plus aisés, il y a une claire démarcation : les très pauvres et pauvres réunis sont nettement moins bien lotis que les ménages moyens et plus aisés rassemblés. Il faut préciser, cependant, que ces chiffres font référence aux possessions de bétail en 2006–07, c'est-à-dire deux ans seulement après la crise de 2004–05, au cours de laquelle un grand nombre d'animaux ont péri ou ont été vendus en réponse à des prix de céréales sans précédent.

Les sections suivantes décrivent comment chaque groupe socioéconomique gagne sa vie, indépendamment de la taille de son troupeau.

## Sources de nourriture

Les Figures 40 et 41 montrent où les Bororos obtiennent leur nourriture. « Dons/prêts » représente la nourriture donnée directement en nature – ex. les céréales ou le lait. La rubrique « Cantine scolaire » représente la part des repas scolaires gratuits dans l'apport alimentaire total du ménage. Les « Achats » sont principalement ceux de céréales mais aussi d'autres denrées disponibles sur le marché.

La rubrique « Migration » fait référence aux repas pris pendant la migration. « Paiement en nature » concerne les céréales et fait référence au travail effectué par les hommes bororos qui vont au sud chez les agropasteurs fulanis pour travailler dans leurs champs ; ils travaillent quelquefois aux côtés d'ouvriers occasionnels haussas locaux. Enfin, les « Produits du bétail » sont presque toujours le lait, car le beurre n'est pas consommé en très grande quantité, et le peu de viande consommée n'apporte globalement que très peu de calories.

## Céréales et bétail

Les Bororos ne se distinguent pas des autres pasteurs d'Afrique en ce sens qu'ils vivent principalement des céréales qu'ils achètent. C'est

ce qu'ils font depuis des générations, mais dans le passé, leur consommation de lait était plus élevée car leur population était moins importante et ils possédaient plus de bétail par personne. Mais depuis l'accroissement de la population, la « valeur alimentaire » du bétail n'est plus tant le lait que l'échange des animaux contre des céréales.

En conséquence, tous les ans, le coût d'achat des céréales et le prix de vente du bétail est le calcul le plus essentiel pour les moyens d'existence de la plupart des Bororos.

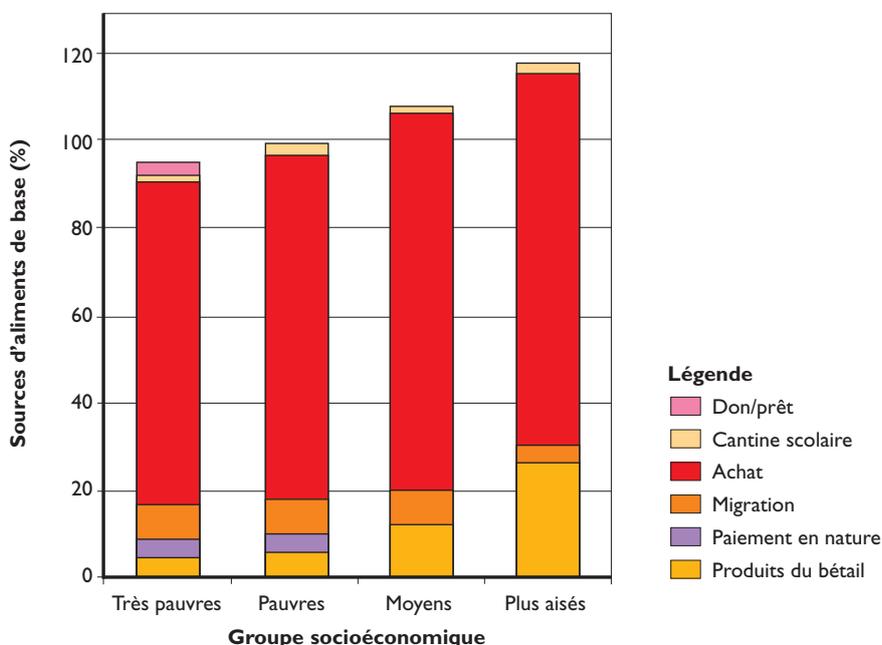
### Lait

Le lait n'en reste pas moins un élément important de l'alimentation. Son goût et sa contribution à la qualité de l'alimentation, voire à la qualité de la vie, demeurent des arguments de poids en faveur de la vie pastorale. Il n'est pas surprenant de constater que les ménages plus riches qui possèdent plus

de bétail boivent une plus grande quantité de lait (pour certains, cela représente un quart de leur apport calorique global). Mais tous les groupes socioéconomiques boivent une bien plus grande quantité de lait que leurs parents agropasteurs et agriculteurs – un ménage bororo, même très pauvre, consomme quasiment autant de lait par personne qu'un ménage de fermiers haussa aisé.

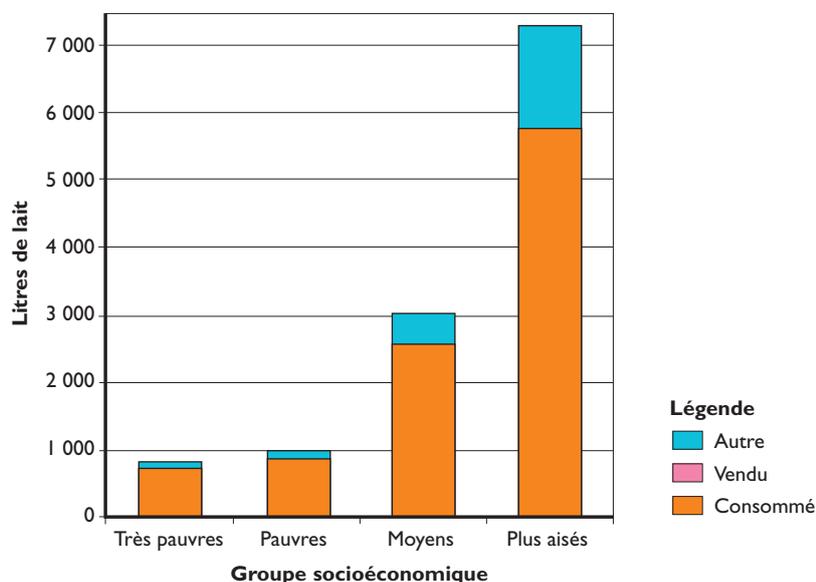
La Figure 41 (page 80) montre que les Bororos au nord de Dakoro ne vendent quant à eux pas de lait. Une partie de « l'autre » utilisation fait référence au troc contre des céréales, mais le lait est principalement utilisé pour la fabrication de beurre et de fromage. Les ménages plus riches donnent parfois du lait aux ménages plus pauvres en cadeau, surtout lorsqu'ils ont trop de lait frais pour leur propre consommation (c'est souvent le cas après les pluies d'octobre/novembre, avant la transhumance vers le sud, lorsque le bétail a été bien nourri grâce aux nouveaux pâturages).

**Figure 40 : Sources d'aliments de base consommés par les ménages types**



NB : Dans ce graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme apport énergétique alimentaire moyen de 2 100 Kcal par personne et par jour.

**Figure 41 : Production et utilisation du lait, zone pastorale bororo du département de Dakoro, 2006–07**



### Sources d'argent liquide

La particularité la plus évidente ici est l'importance de la vente du bétail et des produits du bétail dans les revenus des ménages plus aisés et moyens. Chez les ménages pauvres et très pauvres, les revenus perçus pendant la migration sont la principale source de revenus.

Néanmoins, les ventes de bétail sont importantes pour les groupes plus pauvres et représentent 35 % et 50 % des revenus globaux des très pauvres et des pauvres respectivement. Autrement dit, bien qu'ils n'aient pas suffisamment de bétail pour être pasteurs, ils sont néanmoins prisonniers du système pastoral. D'ailleurs, si cela n'était pas le cas, la plupart ne seraient probablement pas là : les ménages moyens et plus aisés (environ 40 %) n'auraient pas les moyens de soutenir les ménages très pauvres (37 %) ni même les ménages pauvres (25 %) – en plus des animaux qu'ils leur prêtent dans le cadre du *habbanayé* et des prêts d'argent liquide.

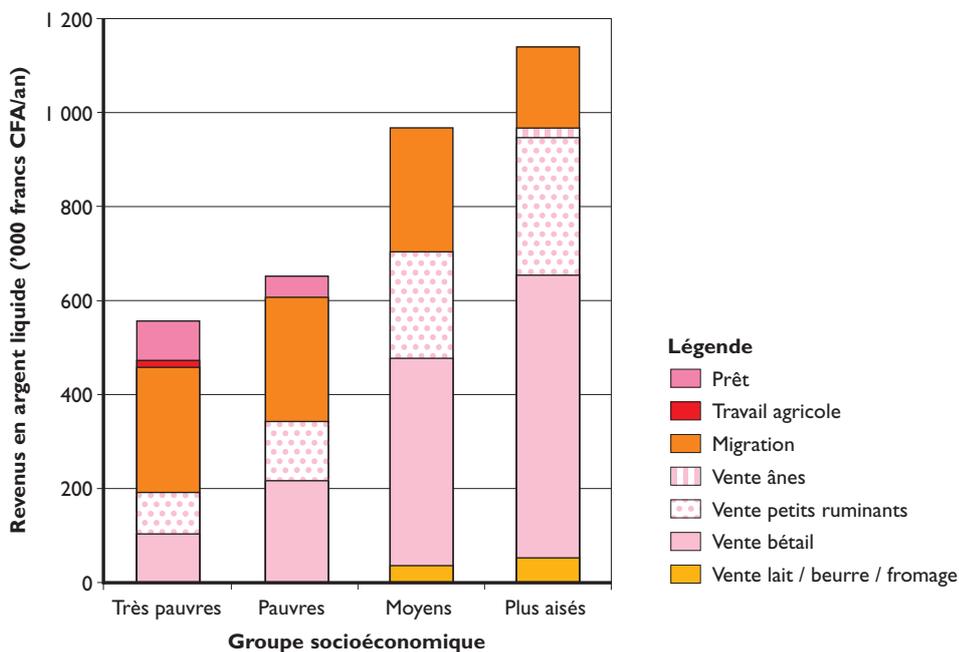
Pourtant il semble aussi que, pour tirer avantage du système pastoral, les ménages plus pauvres doivent obtenir entre la moitié et les deux tiers de leurs rémunérations d'ailleurs (y compris l'argent liquide pour rembourser les prêts d'année en année).

Pour ce groupe de Bororos, hormis les quelques petits travaux effectués par les très pauvres dans les champs appartenant à des agropasteurs du sud, « ailleurs » peut être très loin : beaucoup vont jusqu'à la capitale sénégalaise de Dakar, à 4 500 km (voir Figure 39 page 75).

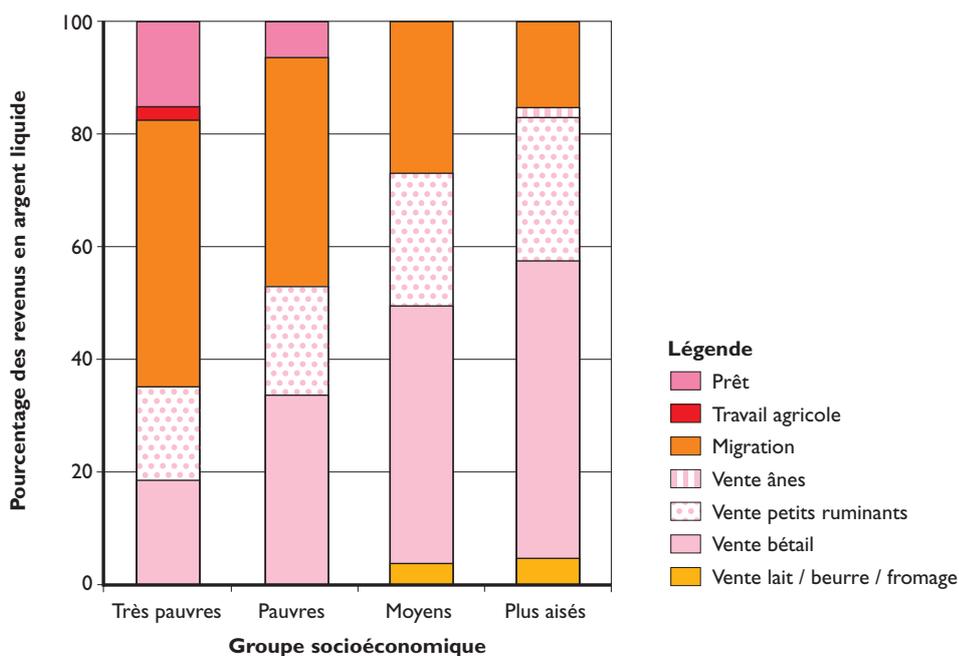
Les revenus en argent liquide des ménages plus aisés sont en règle générale le double de ceux des ménages très pauvres, alors que les ménages moyens gagnent environ 50 % de plus que les ménages pauvres. Ces calculs sont faits sur la base d'un ménage. Les écarts sont réduits si l'on fait un ajustement pour la taille relative des ménages : les ménages plus aisés gagnent 66 % de plus par personne que les très pauvres, et les ménages moyens environ 30 % de plus que les pauvres.

Pour ce qui est du bétail, bien que les ménages plus aisés possèdent dix fois plus de bétail par personne que les ménages très pauvres, et les ménages moyens en possèdent trois fois plus que les ménages pauvres, les écarts dans leurs revenus sont étonnamment faibles. Toutefois, il semble que pour les pasteurs bororos, surtout pour les ménages plus riches, les revenus en argent liquide soient générés uniquement en fonction des besoins : ils conservent généralement leur capital et leurs économies comme garantie, et ne vendent ou

**Figure 42 : Sources et montants des revenus en argent liquide des ménages types**



**Figure 43 : Pourcentage des revenus en argent liquide provenant de sources diverses**



n'abattent que le nombre nécessaire d'animaux pour s'alimenter ou pour d'autres obligations matérielles ou sociales. Dans une mauvaise année, lorsque les prix des céréales sont élevés, ils sont susceptibles de devoir vendre un plus grand nombre d'animaux alors que dans une bonne année, ils en vendent moins. La richesse relative d'un ménage pastoral n'est donc pas réellement reflétée dans ce qu'il gagne ou dépense. Un fermier est beaucoup plus susceptible d'augmenter son revenu en argent liquide par la vente d'actifs, surtout les récoltes et toutes céréales en surplus, ainsi que les cultures commerciales.

Bien que les fermiers improvisent pour garder leur capital/faire des économies, les fermiers haussas plus aisés investissent aussi généralement dans le commerce, ce que ne font pas les Bororos plus aisés (sauf certaines personnes qui gagnent de l'argent en servant d'intermédiaire pour les ventes de bétail ou en allant chercher du bétail chez des éleveurs pour le vendre aux négociants). C'est l'un des inconvénients d'être loin de l'activité commerciale majeure du sud, qui est en grande partie liée au marché nigérian.

## Les dépenses

Tout comme les revenus totaux en argent liquide, les dépenses ne sont peut-être pas aussi différentes que l'on pourrait penser, étant donné les disparités en richesse absolue, mesurée en fonction du nombre de têtes de bétail possédées (voir Figures 44 et 45 en page 83).

### Nourriture

Il est évident (mais c'est peut-être illusoire), que les ménages plus aisés, dont l'apport calorique provient du lait, beaucoup plus que chez les groupes plus pauvres, dépensent proportionnellement moins en céréales. (Ils dépensent en fait plus en valeur absolue, en partie parce que leurs ménages sont plus importants, (en règle générale 16 personnes chez les plus aisés, 13 chez les très pauvres).

La différence serait plus manifeste si nous prenions en compte l'importance relative des repas des

travailleurs migrants « économisés ». Mais si nous ajoutons les trois principales dépenses alimentaires – les céréales, d'autres aliments (comme les haricots) et le sel, les épices et les stimulants – ce qui est frappant c'est que pour tous les groupes, ces dépenses représentent entre 55 % et 65 % des dépenses totales. En revanche, en valeur absolue, les ménages plus aisés dépensent deux fois plus que les ménages très pauvres, et de toute évidence consomment plus de nourriture et ont une meilleure alimentation. Pourtant ce tableau fait allusion aux personnes ayant le même mode de vie fondamental : la richesse que représente le bétail ne se traduit généralement pas en grandes maisons ou autres biens de base.

### Dépenses non alimentaires

Les différences les plus prononcées sont observées dans d'autres dépenses et il n'est pas surprenant de constater une grande différence dans les dépenses pour les intrants du bétail. Ces derniers incluent le fourrage, les médicaments vétérinaires, etc. ainsi que le coût de l'eau, principalement pour le bétail.

Les ménages moyens et plus aisés dépensent beaucoup plus pour les vêtements que les autres groupes (chaque groupe a des travailleurs migrants qui peuvent rapporter des vêtements bon marché de Dakar, du Nigeria ou d'ailleurs).

Les dépenses pour le transport sont complexes, car elles concernent en grande partie l'investissement pour le voyage des travailleurs migrants et les emprunts et remboursements associés.

### Éducation et santé

Pour terminer, les ménages plus aisés et moyens dépensent deux à trois fois plus pour l'éducation et la santé que les ménages pauvres et très pauvres. Pour ce qui est des dépenses pour l'éducation, la différence réside en partie dans la capacité de pouvoir assumer le coût d'envoyer un enfant en pension dans une école secondaire dans une ville du département. En revanche, le système de cantine à l'école primaire du village, introduit par des ONG et repris par le ministère de l'Éducation, non seulement encourage les pauvres à envoyer leurs

Figure 44 : Dépenses annuelles types en argent liquide

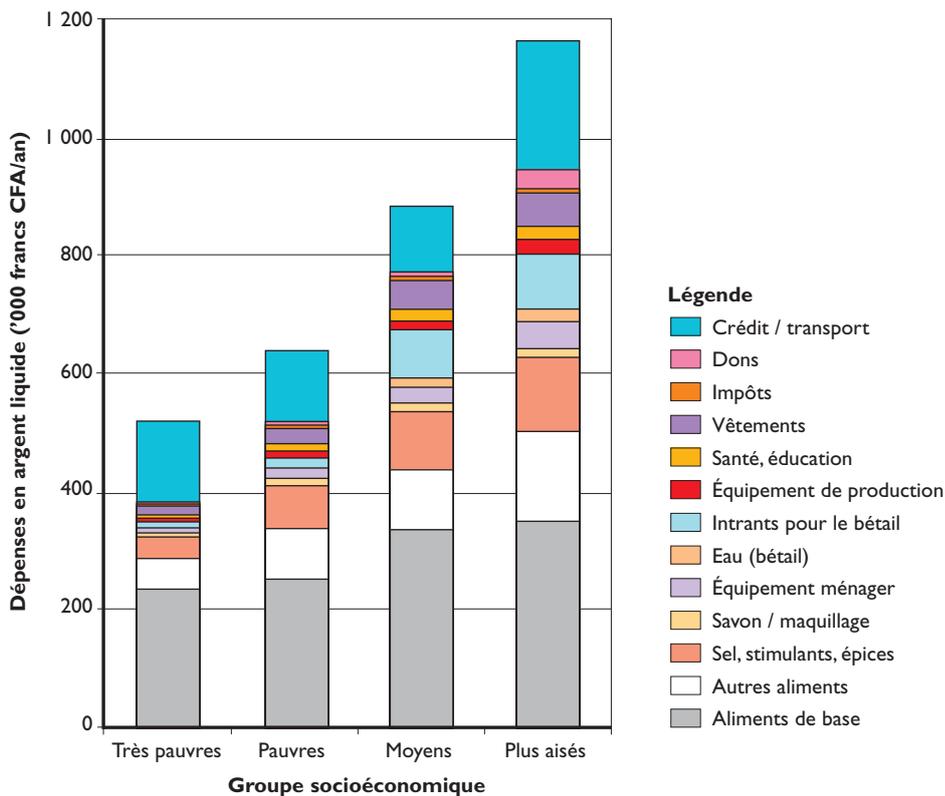
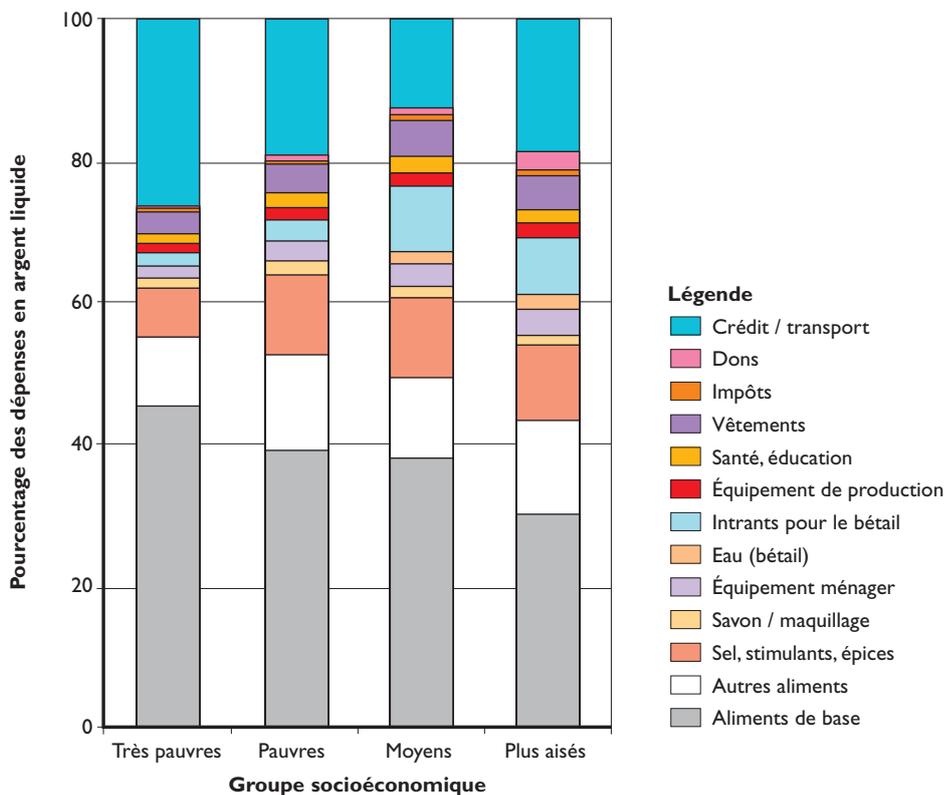


Figure 45 : Pourcentage des dépenses en argent liquide pour différents articles



enfants à l'école mais contribue aussi à l'apport alimentaire global du ménage, comme l'illustre la Figure 40 de la page 79.

## Risques

Les principaux risques auxquels sont exposés les pasteurs bororos sont :

- une pluviosité insuffisante, qui limite les pâturages (proches ou éloignés) en saison sèche. Les mauvaises années se répètent tous les trois ans environ ; une grave sécheresse survient beaucoup plus rarement.
- les maladies des animaux, qui sont un problème permanent. Des épidémies surviennent certaines années et entraînent des pertes plus importantes de bétail et une production laitière plus basse que d'habitude.
- les événements du marché, en particulier les hausses de prix des céréales et une surabondance d'animaux sur le marché, qui entraînent une baisse des prix.
- les vols d'animaux, qui sont assez fréquents. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Bororos n'entretiennent pas de chameaux – animaux de grande valeur qui sont généralement laissés sans surveillance et sont donc particulièrement exposés au vol.
- les feux de brousse, qui peuvent menacer les hommes aussi bien que les animaux et détruire l'herbe et les pâturages.
- l'afflux de troupeaux provenant d'autres régions, surtout lorsque les conditions ailleurs sont comparativement défavorables.

Face à ces risques, la population réagit de différentes manières, comme indiqué dans le Tableau 9 (ci-dessous) qui illustre la performance saisonnière des cinq dernières années (telle que les villageois la perçoivent). Comme il est courant dans l'écologie sahélienne, la pluviosité – et donc la performance des pâturages – est relativement localisée, si bien que le seul réel consensus dans différents villages au sujet de la qualité d'une année, concerne l'année de crise de 2004–05.

**Tableau 9 : Réaction des villageois face aux risques, 2002–07**

Année	Performance saisonnière*	Événement	Réponse
2006–07	3–5	Bons pâturages (sauf à un endroit et surpâturage à un autre endroit par les éleveurs transhumants)	Achat de fourrage pour les animaux : son. Migration vers le nord (une localité), migration (apparemment utile pour certains)
2005–06	3–5	Bonne pluviosité, pâturages abondants	Aide alimentaire et acquisition de bétail (Oxfam)
2004–05	1	Sécheresse, manque de pâturages, mort du bétail, vente due aux prix élevés des céréales	Migration, achat de nourriture et de fourrage pour les animaux, vente de bétail, aide externe (Oxfam)
2003–04	Différente selon l'endroit 2–3 4–5	Pâturages bons à moyens mais maigres dans le nord, si bien que les troupeaux d'Agadez et de Tahoua ont été menés plus au sud et se sont trouvés en rivalité avec les troupeaux locaux. Prix élevés des aliments de base, perte de pâturages et mort du bétail suite à une inondation à un endroit.	Vente de bétail pour achat de nourriture, migration
2002–03	1–5	Très variable – différente d'un endroit à l'autre.	Variable, comme plus haut

\* 1 = très mauvaise année ; 2 = année modérée ; 3 = année moyenne ; 4 = bonne année ; 5 = année excellente

# PARTIE 3

## Conclusions et résultats clés

### Inégalité des revenus et de la richesse

#### Accumulation des « biens » productifs par les classes les plus riches

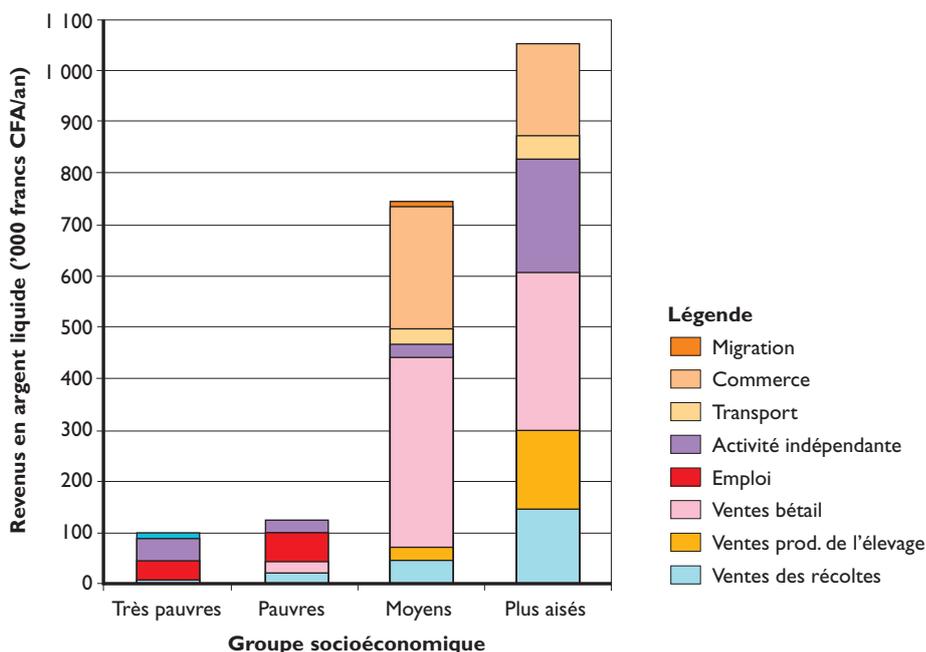
Dans les zones agricoles des départements de Tessaoua et de Dosso, où les terres se font de plus en plus rares en raison de la pression exercée par la population, les données de l'enquête révèlent des disparités de richesse frappantes en milieu rural.

La Figure 46 ci-dessous montre les sources et les montants des revenus en argent liquide des ménages de la zone sud-centrale du département de Tessaoua.

Il existe presque toujours des différences importantes de revenus dans les communautés rurales, particulièrement dans les zones dédiées aux cultures de rente et parmi les communautés pastorales. Mais l'écart de sept à dix observé entre les revenus de près de la moitié de la population et les revenus du reste de la population est inhabituel. La zone nord-sédentaire révèle des disparités de revenus quasi égales.

Les tableaux 10 et 11 de la page 86 montrent la répartition des biens dans les deux zones du département de Tessaoua.

**Figure 46 : Sources et montants des revenus en argent liquide, département de Tessaoua (zone sud-centrale)**



**Tableau 10 : Proportion des biens globaux de la communauté en terres et en bétail possédés par la totalité des ménages de différents groupes socioéconomiques, zone sud-centrale**

Groupe socio-économique	% Ménages totaux	% Pop. totale	% Possession de terres	% Terres cultivées	% Bétail		% Petits ruminants	
					Possédé	Prêté	Possédé	kiyo
Très pauvres	36 %	29 %	8 %	11 %	–	–	–	3 %
Pauvres	28 %	22 %	19 %	16 %	–	5 %	8 %	4 %
Moyens	21 %	24 %	34 %	32 %	28 %	–	33 %	–
Plus aisés	15 %	25 %	38 %	40 %	66 %	–	53 %	–

**Tableau 11 : Proportion des biens globaux de la communauté en terres et en bétail possédés par la totalité des ménages de différents groupes socioéconomiques, zone nord-sédentaire**

Groupe socio-économique	% Ménages totaux	% Pop. totale	% Possession de terres	% Terres cultivées	% Bétail		% Petits ruminants	
					Possédé	Prêté	Possédé	kiyo
Très pauvres	42 %	34 %	19 %	20 %	–	–	4 %	5 %
Pauvres	25 %	21 %	19 %	19 %	–	–	10 %	2 %
Moyens	19 %	22 %	26 %	26 %	33 %	–	30 %	–
Plus aisés	14 %	23 %	36 %	35 %	67 %	–	49 %	–

#### Notes

« Petits ruminants » signifie moutons et/ou chèvres.

Les chiffres ne donnent pas toujours un total de 100 % car les données recueillies ont été arrondies.

Les situations de chaque zone sont suffisamment semblables pour pouvoir être étudiées ensemble. Les ménages plus aisés et moyens sont de taille plus importante (ont un plus grand nombre de personnes) que les ménages pauvres et très pauvres, ce qui explique la différence entre le pourcentage des ménages et le pourcentage de la population pour chaque groupe socioéconomique. Si l'on considère l'écart entre ces deux ensembles de groupes socioéconomiques, le résultat principal est que les 33 % à 36 % des ménages plus riches (45 % à 49 % de la population) possèdent et cultivent 62 % à 72 % des terres.

#### Possession des terres

Les écarts à l'intérieur des groupes socioéconomiques en termes de possession des terres et de superficie cultivée sont dus au fait que les ménages plus riches peuvent prêter une partie de leurs terres aux ménages plus pauvres, en particulier celles qui sont cultivées pour la première fois ou qui sont en jachère et qui nécessitent donc beaucoup de travail supplémentaire. L'avantage pour le propriétaire est qu'il peut reprendre et utiliser la terre défrichée à la prochaine saison et même éventuellement prêter une autre parcelle

nouvellement cultivée ou en jachère. Dans le sud, lorsque les ménages plus aisés cultivent une plus grande superficie de terre que celle qu'ils possèdent, c'est parce qu'ils conservent la terre qui a été hypothéquée en leur faveur par des ménages pauvres qui avaient un besoin urgent d'argent (et qui étaient probablement déjà très endettés auprès des nouveaux détenteurs de la terre). Cet accord semble n'avoir aucune limite de temps mais pour le détenteur, il peut être un moyen d'acheter des terres au comptant ultérieurement. Les terres ont tendance à changer de mains plus fréquemment dans les années de crise comme celle de 2005. D'autre part, il y a peu ou pas de métayage dans cette région ; les personnes travaillent sur les terres des autres moyennant une rémunération directe en argent liquide ou en nature.

### Résultat clé

Au fil des générations, les fermiers les plus pauvres perdent leurs terres en faveur des fermiers plus aisés. Ce phénomène est aggravé en temps de crise, en raison de la capacité limitée des ménages pauvres à faire face aux chocs. Le résultat global est une inégalité croissante de richesse entre les ménages ruraux.

### Possession du bétail

La possession du bétail est encore plus inégalitaire que la possession des terres. Les ménages riches possèdent près de 100 % du cheptel bovin (quelques personnes pauvres possèdent un ou deux bovins, mais c'est très rare). Dans le sud, il existe un certain élément de redistribution du bétail des plus riches aux plus pauvres, par le biais de prêts (en général de taureaux ou de bœufs) selon lesquels la personne qui emprunte garde le jeune animal pendant 3 ans au maximum et l'engraisse pour le vendre. En retour, elle peut utiliser l'animal pour le travail agricole et le transport et garde en principe une partie du prix de vente (en général

25 % ou une somme fixe de 20 000 francs CFA dans l'année de référence). Le système du *kiyo* pour le petit bétail est similaire mais dans ce système le bénéficiaire peut utiliser le lait et généralement garde un petit sur trois de la progéniture ; c'est, pour les ménages très pauvres, le seul moyen de posséder des moutons ou des chèvres qu'ils ont rarement les moyens d'acheter. Ce système bénéficie aux ménages très pauvres du nord qui peuvent, au bout du compte, posséder trois fois plus de petit bétail que leurs homologues du sud. Globalement, si nous incluons la possession d'animaux par le biais du *kiyo*, les ménages plus aisés et moyens de Tessaoua possèdent 86 % à 93 % du petit bétail.

### Résultat clé

La possession de bétail est encore plus inégalitaire que la possession de terres.

### Tendances clés

Nous ne sommes pas en mesure de connaître avec précision l'histoire de l'implantation et de l'expansion de ces populations depuis plus d'un siècle, ni la façon dont les caractéristiques de la possession et de l'utilisation des terres ont évolué. Rien ne laisse à penser qu'une situation de distribution équitable des biens ait jamais existé, même dans une population beaucoup plus faible. Dans le nord des zones agricoles, il y a encore aujourd'hui une plus grande superficie de terres disponibles que dans le sud surpeuplé, mais la proportion de ménages pauvres augmente dans ces communautés. Néanmoins, il semble raisonnable de conclure qu'il existe un processus de plus grande accumulation de biens et une courbe de revenus plus asymétrique, avec quelques légères variations entre le sud et le nord. Cela s'explique sans doute principalement par la pression foncière croissante, surtout dans le sud, et par le fait que les ménages pauvres ont tendance à perdre leurs terres au bénéfice des ménages plus riches dès qu'un choc

survient, par exemple suite à des événements climatiques locaux, à la perte de bétail pour cause de maladie, ou même à la maladie d'un membre de la famille qui peut avoir un impact sur le soutien de famille. C'est un processus décousu qui est encore plus évident en période de crise.

### Résultat clé

Il existe un processus d'accumulation plus importante de biens et une inégalité plus grande de revenus dans les zones agricoles du sud que dans celles situées plus au nord.

Mais dans le nord aussi, bien que les superficies cultivées soient plus importantes dans tous les groupes socioéconomiques, des signes de pression foncière sont déjà évidents. Celle-ci n'est pas due à l'implantation continue de la population en provenance du sud mais à une augmentation naturelle de la population, qui demande une plus grande expansion des cultures par l'établissement de nouveaux villages où des puits peuvent être creusés. Mais la « brousse » qui est défrichée dans ce but est en fait du pâturage et il y a des tensions croissantes avec les résidents ou pasteurs fulanis de passage.

Le nord montre, d'une année sur l'autre, des fluctuations de la pluviosité plus importantes que dans le sud, dans des limites considérées comme normales (c'est-à-dire par rapport à une réelle sécheresse). Le fait qu'il n'y ait eu aucune tendance sensible de migration externe permanente signifie que la population du nord est parvenue à s'adapter à ces fluctuations. Ceci est mis en évidence dans le Profil 3 des moyens d'existence, zone nord-sédentaire où (comme cela arrive si fréquemment dans le Sahel), dans la même année de référence, la récolte a été bonne dans une partie de la zone et mauvaise dans l'autre.

Dans le nord, la plus grande possession de terres et de bétail par habitant par rapport au sud, bien qu'elle ne soit pas spectaculaire, permet des résultats relativement bons pendant les années

prospères pour couvrir une partie des pertes des mauvaises années. Les stocks de nourriture des ménages plus riches et l'argent qu'ils peuvent obtenir (par la vente de bétail et l'échange de biens) sont également importants pour les pauvres, qui peuvent ainsi recevoir l'aide de leurs voisins plus riches par le biais de crédit et de dons. Si une population croissante commence à réduire la superficie de terres ou la quantité de bétail disponibles dans le nord, les effets négatifs commenceront à se faire ressentir plus fortement. Les ménages pauvres seront frappés le plus durement : ils ne pourront pas faire face aux mauvaises années (sans parler des années de crise) sans sombrer davantage dans la pauvreté, dont ils ne pourront émerger.

### Résultat clé

L'accumulation des biens de production par les ménages plus aisés est une bonne protection contre l'effet des chocs. Ils peuvent ainsi mieux faire face à la crise que leurs voisins plus pauvres qui s'appauvrissent davantage avec chaque mauvaise année.

La dépendance des ménages pauvres vis-à-vis des ménages plus riches soulève une question. À Tessaoua, si l'on considère ensemble la zone nord-sédentaire et la zone sud-centrale, le tiers des ménages plus aisés et moyens peut-il réellement se permettre de fournir de manière significative des emplois, des prêts et un soutien direct aux deux tiers des ménages très pauvres et pauvres ? L'énorme fossé illustré dans la Figure 46 indique qu'il le peut et qu'au fil des années il en bénéficie. Mais l'état de dépendance des ménages pauvres à l'égard de leurs voisins plus riches ne doit pas pour autant être exagéré. Les pauvres ont d'autres sources de revenus, notamment la migration de travail temporaire (principalement au Nigeria) et leur « activité indépendante » locale – par exemple, couper et vendre du bois à brûler et du fourrage aux clients ruraux et urbains ainsi que transporter et vendre de l'eau les jours de marché. Mais à moins

qu'ils ne trouvent des moyens d'accroître leur production agricole primaire ainsi que leur bétail et autres revenus, ils resteront probablement fortement tributaires de leurs protecteurs plus riches.

### Résultat clé

L'aide réciproque entre les groupes plus aisés et les groupes les plus pauvres existe mais est relativement limitée, et elle est généralement motivée par un intérêt économique, en particulier dans les régions agricoles.

## Le bétail : un pilier de l'économie rurale et nationale

Le bétail est la principale source de revenus de l'économie domestique et d'exportation du Niger. Les exportations de bétail sont, après l'uranium, la seconde source de revenu national.

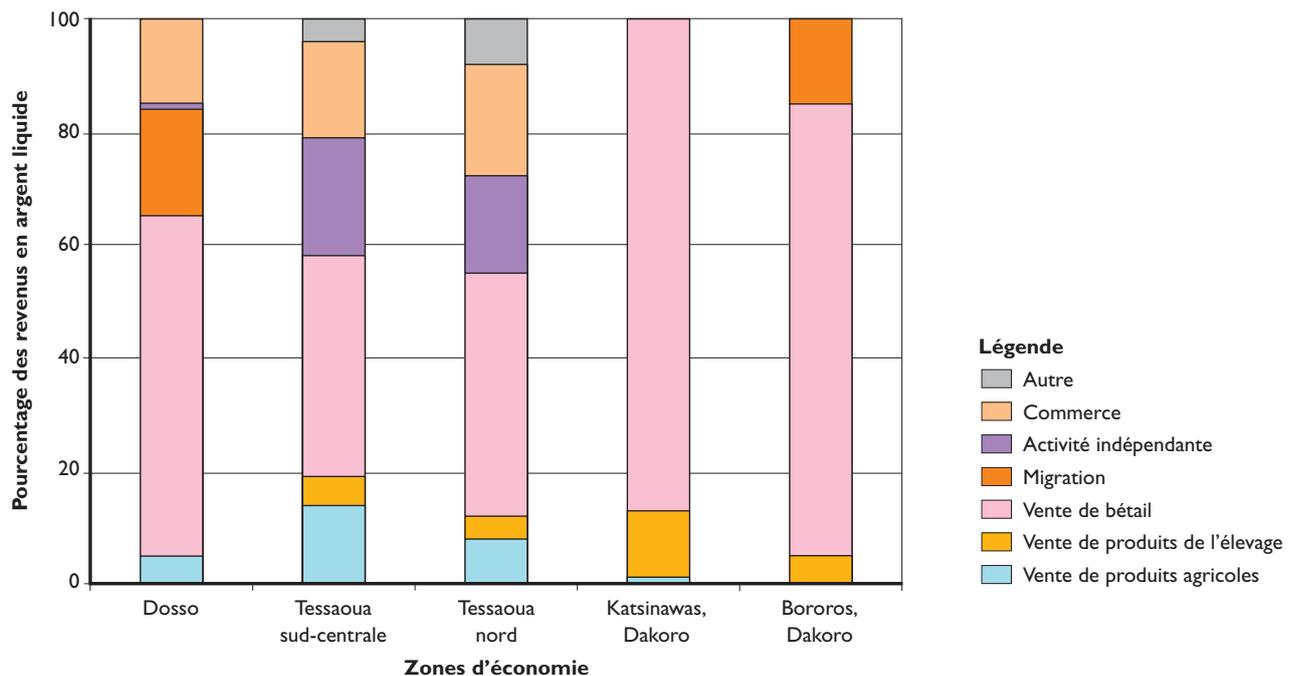
## La possession de bétail et la richesse des ménages

Dans les cinq zones d'économie alimentaire étudiées, les revenus de l'élevage sont la principale source de revenus des ménages riches et dépassent largement les revenus agricoles, même dans les régions où l'agriculture est considérée comme l'activité dominante. En effet, la vente de produits agricoles semble être relativement marginale comparée à d'autres sources de revenus. Plus que l'accès aux terres, la possession d'animaux détermine la pauvreté ou la richesse d'une famille.

### Résultat clé

Plus que la terre, le déterminant clé de la richesse est le bétail. Même dans la zone agricole, les ménages plus aisés tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente de bétail.

**Figure 47 : Sources de revenus dans les cinq zones d'économie alimentaire (ménages plus aisés uniquement)**



Les revenus de l'élevage représentent pour les ménages riches une somme considérable d'argent liquide, qui est l'élément moteur de la plupart des échanges économiques à l'intérieur des communautés. Les ménages les plus pauvres, de plus en plus tributaires du travail occasionnel qu'ils effectuent pour leurs voisins plus riches, sont de plus en plus payés en argent liquide obtenu des revenus de l'élevage. Les pauvres bénéficient également de prêts d'animaux qui leur permettent de générer un revenu (soit par l'obtention d'une partie du prix de vente de l'animal soit par l'acquisition de sa progéniture dans le cadre de systèmes de prêt traditionnels tels que *le habbanayé*, *le kyo*, *le kourkoura*, etc.). Les quelques têtes de petit bétail qu'ils possèdent constituent la première sécurité économique des pauvres, si ce n'est des très pauvres. Les chocs pouvant influencer sur le bétail et sur les revenus de l'élevage ont donc un impact sur tous les groupes socioéconomiques dans toutes les régions.

### Un secteur qui mérite un investissement

Contrairement au bétail, l'intensification du secteur agricole est particulièrement difficile au Niger. Avec un potentiel limité et des conditions climatiques difficiles, jusqu'à présent les efforts pour développer la productivité des cultures pluviales n'ont pas porté leurs fruits. Dans de nombreuses régions du pays, le rendement des cultures est en fait en déclin plutôt qu'en essor, en raison de l'érosion du sol, de la pratique de la monoculture, de l'accès limité aux engrais, etc.

Ces raisons, ainsi que la bonne tenue des prix de vente du bétail sur les marchés, expliquent sans doute pourquoi les ménages les plus riches ont investi davantage dans un capital bétail. La demande de bétail et de produits d'élevage dans la région est forte et en croissance, stimulée par une classe moyenne en augmentation au Nigeria et les prix sont maintenus à un niveau assez élevé. Dans le département de Tessaoua, par exemple, la vente d'un taureau engraisé peut rapporter plus de 300 000 francs CFA – autrement dit, plus du double du revenu annuel en argent liquide d'un ménage très pauvre.

Bien que la plupart des animaux soient encore élevés dans des systèmes de pâturage extensif ou semi-extensif, l'élevage est de plus en plus intensifié. Même dans les régions pastorales (voir le Profil 5 des moyens d'existence des Bororos), les ménages riches achètent de plus en plus de suppléments alimentaires pour entretenir leur troupeau tout au long de l'année et pour atténuer les effets d'un manque de pâturage occasionnel. Dans la zone agricole, les animaux sont principalement élevés et engraisés dans le but d'être vendus à un prix fort pour leur viande.

Il semblerait donc que le bétail donne aux ménages les plus pauvres une opportunité d'éviter la pauvreté et d'accroître la sécurité de leurs moyens d'existence. Cependant, il n'est pas facile de savoir si le grand déséquilibre au niveau des biens et des revenus d'élevage entre ménages pauvres et ménages riches peut être réduit par des apports externes, car les ménages les plus pauvres auraient à migrer pour gagner suffisamment d'argent, ce qui rendrait l'élevage du bétail difficile. En raison des liens fondamentaux existant entre l'économie des ménages des groupes riches et celle des groupes pauvres, il semblerait que des mesures de protection et d'amélioration du secteur de l'élevage soient essentielles pour réduire la pauvreté des régions rurales. De meilleurs services vétérinaires devraient être une priorité du gouvernement, de même que fournir et subventionner le fourrage et les suppléments alimentaires pour le bétail.

### La gestion de l'économie des ménages et la sécurité alimentaire dans un contexte pastoral

#### Faire la transition vers une économie monétaire

Malgré le maintien d'un mode de vie pastoral traditionnel, caractérisé par la transhumance du bétail et de petits campements, les moyens d'existence des pasteurs fulanis ont évolué considérablement au cours des dernières décennies. Les AEM que nous avons entreprises révèlent qu'ils ont effectué la transition vers une économie fortement monétaire, car on trouve aujourd'hui,

même parmi les pasteurs purement nomades, très peu de groupes ayant suffisamment de stock pour subsister avec le lait et la viande produits par leurs animaux. Pour la plupart, les céréales achetées (y compris les céréales transformées) et des quantités de sucre constituent la principale consommation alimentaire annuelle. Les pasteurs qui ne font aucune culture comptent donc fortement sur les produits des populations d'agriculteurs, échangés sur les marchés.

La dépendance des pasteurs vis-à-vis des céréales n'a rien de nouveau. Mais le degré de leur dépendance s'est amplifié et avec lui, le degré de leur dépendance vis-à-vis de l'argent liquide. La progression de ce phénomène n'est pas bien documentée mais une chose est sûre, c'est que la population des Fulanis a augmenté beaucoup plus rapidement que son bétail (en termes d'unités de bétail tropicales<sup>15</sup> et de leur moyenne sur plusieurs années) ; et moins d'animaux, et par conséquent moins de lait, ont été produits en moyenne par habitant, bonnes et mauvaises années confondues.

Tout d'abord, cela s'est sans doute traduit par la disponibilité d'une moins grande quantité de lait à échanger contre des céréales, même si la demande de lait augmentait dans la population haussa croissante. Dans de telles circonstances, l'argent liquide devait être de plus en plus le moyen d'obtenir des céréales ; les animaux, plutôt que le lait, sont devenus la principale monnaie d'échange. Parallèlement, un réseau de marché plus large s'est ouvert pour les pasteurs, encouragé par de nouvelles routes et un nombre croissant de camions ainsi que par l'utilisation plus importante d'argent liquide pour

### Résultat clé

Les pasteurs jouent un rôle de plus en plus important dans les marchés et ont effectué avec succès la transition vers une économie fortement monétaire. Ce développement a été crucial pour la survie de leurs communautés.

l'achat d'articles (souvent importés) que l'on achetait rarement il y a vingt ans – notamment des vêtements de confection, des postes de radio et de la nourriture pour consommation occasionnelle comme les pâtes et même la farine de manioc en provenance du Nigeria.

Les Fulanis du nord du Sahel ont aujourd'hui besoin de plus de céréales qu'ils ne peuvent en obtenir des fermiers locaux à un prix raisonnable, plus particulièrement pendant les mois qui précèdent la récolte, lorsque la plupart des agriculteurs doivent eux-mêmes acheter des céréales. Pour ces deux populations, cet aliment doit arriver sur le marché en provenance de sources régionales et nationales plus éloignées. On peut en déduire que l'argent pour l'achat de céréales doit aussi provenir de plus en plus de sources plus éloignées que la région des éleveurs et des cultivateurs fulanis ou haussas. Les Fulanis ont donc besoin de plus d'acheteurs pour leur bétail, provenant d'une région plus étendue.

Là encore, le commerce de bétail sur de longues distances depuis le Sahel jusqu'à la côte sud n'a rien de nouveau (la plus grande partie du bétail nigérien est destinée aux marchés du sud du Nigeria). Ce qui est nouveau c'est le taux de croissance de la demande urbaine qu'on trouve dans la région et la proportion de bétail appartenant aux pasteurs nigériens qui y est vendue. Le bétail nigérien provient des marchés du sud du Niger ou du côté Nigérien de la frontière et est de plus en plus transporté par camion. Au fil des générations, les pasteurs nigériens de la partie nord du Sahel ont donc de plus en plus produit du bétail non pas pour le lait mais pour les céréales ; et cette transaction s'effectue entre des producteurs et des consommateurs qui se trouvent géographiquement de plus en plus éloignés.

### Décider quand vendre les animaux et acheter des céréales

Aussi bien pour les ménages bororos que pour les ménages katsinawas du département de Dakoro, l'achat de céréales dépend fortement de la vente des animaux. Les ménages très pauvres bororos

sont l'exception ; ils gagnent 50 % ou plus de leur revenus en argent liquide par la migration de travail ; mais même pour ce groupe, les ventes de bétail représentent 35 % de leurs revenus en argent liquide – une proportion encore importante. Parmi ces deux groupes, certains ménages achètent de la nourriture pratiquement tout au long de l'année, mais il y a des périodes d'achat culminantes bien précises. De même, une certaine quantité de bétail est vendue à tout moment de l'année mais il y a des périodes de vente culminantes bien précises. Les périodes culminantes pour ces deux activités ont tendance à coïncider car, comme l'ont indiqué les informateurs clés, « c'est le besoin qui est générateur de revenus », autrement dit, les ménages ont tendance à ne réaliser leur capital que pour des besoins d'achat spécifiques et n'ont en principe pas d'économies d'argent. Ils n'investissent pas non plus leur argent dans d'autres activités significatives comme le commerce, sauf pour payer le transport pour la migration de travail.

### Résultat clé

Pour les pasteurs, davantage que dans les populations sédentaires, c'est le besoin de faire des achats qui génère le revenu. Bien que les pasteurs opèrent aujourd'hui dans une économie fortement monétaire, ils gardent leur capital en biens (le troupeau) – une stratégie qui les expose aux chocs (tels que la sécheresse ou les maladies du bétail).

La coïncidence des périodes culminantes de vente et d'achat s'explique aussi par l'existence d'une saison pendant laquelle les termes d'échange sont particulièrement favorables pour ceux qui peuvent se permettre de vendre un nombre important d'animaux : la période de la récolte et immédiatement après. À cette époque, la plupart des agriculteurs ont besoin d'argent liquide pour de nombreuses raisons, notamment pour le remboursement de prêts. La plus grande partie des produits de la récolte est donc vendue à cette époque et les prix sont ainsi au point le plus bas de l'année.

C'est à peu près à cette époque que le bétail est en excellent état après avoir brouté les pâturages pluviaux et les résidus de cultures. En règle générale, les ménages plus aisés parmi les pasteurs bororos et les agropasteurs katsinawas ont tendance à acheter la plupart de leurs céréales au même moment que quelques articles majeurs pendant l'année et ils vendent leur bétail dans cet objectif. Les ménages pauvres vendent principalement du petit bétail et ne peuvent pas obtenir suffisamment d'argent pour acheter de plus grosses quantités de céréales ; ils n'ont donc pas d'autre choix que d'en acheter de plus petites quantités, plus souvent.

### Résultat clé

Contrairement à ce que l'on pense souvent, les pasteurs ont tendance à rationaliser la vente de leur bétail lorsque le marché est le plus propice. Seuls les ménages les plus pauvres, qui ont peu d'animaux, ne peuvent se permettre de stocker des céréales pendant plusieurs mois. Ils sont les plus vulnérables aux fortes fluctuations des prix des céréales des marchés.

Pour la consommation domestique, les ménages bororos plus riches qui peuvent se permettre de vendre un nombre assez important d'animaux et qui ont les moyens de stocker les céréales, en achètent en général suffisamment juste après la récolte pour qu'elles durent la plus grande partie de l'année. Mais beaucoup de ménages n'en ont pas les moyens, et il y a donc une seconde période culminante d'achat en juin/juillet, lorsque les termes d'échange sont moins favorables. À cette époque, le bétail est en mauvais état parce qu'il n'a pas eu le temps de se rétablir avec les nouveaux pâturages ; le foin, si jamais il est acheté, doit être économisé en raison de son prix élevé. Acheter des céréales à cette époque sert non seulement aux besoins de consommation domestique habituels mais permet aussi aux ménages d'acheter des provisions pour ceux qui accompagnent les troupeaux pendant la migration vers le nord qui durera trois mois.

Pour les ménages plus pauvres, à cette époque de l'année, la nécessité de vendre du bétail est fonction de ce qui reste de la somme d'argent rapportée par les travailleurs migrants vers le mois de janvier et vers la fin du mois de mars si un second voyage a été effectué. Autrement dit, les revenus de la migration sont non seulement nécessaires pour leur survie mais également pour conserver et accroître leur capital bétail.

### Possession de bétail

Les données de base de l'AEM, bien que limitées sur le plan des comparaisons annuelles de la taille et de

la composition des troupeaux, tentent d'énumérer certains aspects fondamentaux de la possession de bétail, c'est-à-dire le nombre d'animaux possédés au début de l'année de référence, le nombre de femelles reproductrices, le nombre de femelles laitières, le nombre d'animaux nés, vendus, abattus et morts ainsi que le nombre restant à la fin de l'année (voir Tableaux 12 et 13 ci-dessous). Les chiffres les plus pertinents, toutefois, sont ceux concernant la production de lait typique, les ventes de bétail et des produits d'élevage ainsi que l'argent provenant de ces activités. L'information sur la production de l'élevage doit correspondre à la situation globale du budget pour l'année et doit être logique à cet égard.

**Tableau 12 : Possession de bétail des Bororos au début et à la fin de l'année de référence 2006–07**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
<b>Nombre au début de l'année</b>				
Bovins	5	7–8	24	44
Chèvres	8	10	34	50
Moutons	6	9	32	54
<b>Nombre à la fin de l'année</b>				
Bovins	5–6	7–8	24–25	45
Chèvres	9–10	9–10	40	63
Moutons	7	9–10	33	66

**Tableau 13 : Possession de bétail des Katsinawas au début et à la fin de l'année de référence 2006–07**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
<b>Nombre au début de l'année</b>				
Bovins	1	3–4	15	30
Chèvres	4–5	8	20	30
Moutons	4	9	17–18	30
<b>Nombre à la fin de l'année</b>				
Bovins	1	3–4	15	31–32
Chèvres	4	8–9	20–21	32
Moutons	3–4	9	17–18	30

Il est bien connu que les éleveurs sont peu enclins à répondre aux questions directes sur le nombre de têtes de leur troupeau. Les discussions des groupes de consultation permettent, lorsque la question ne concerne pas le troupeau de la personne interrogée mais son estimation des troupeaux types dans son groupe socioéconomique, d'avoir un tableau relativement exact de la contribution du troupeau au budget du ménage.

Les tableaux ne semblent indiquer qu'un accroissement des troupeaux très modeste, pendant l'année de référence ; seuls les ménages bororos plus riches notent des augmentations de petit bétail appréciables. Mais nous ne pouvons pas affirmer avec certitude qu'au moment de signaler les chiffres, un certain degré de biais à la baisse n'a pas masqué une croissance légèrement plus forte dans une année qui, en général, avait été notée comme satisfaisante pour le pâturage, lorsque la population essayait encore de se rétablir des pertes subies en 2005.

Pour ce qui est du nombre global de têtes possédées, nous avons utilisé les unités de bétail tropicales (UBT)<sup>16</sup> qui sont un moyen accepté de comparer différentes compositions de bétail

entre ménages ou groupes, selon lequel 1 chameau = 1 UBT, 1 tête de bovin = 0,7 UBT et 1 mouton ou 1 chèvre = 0,1 UBT. On trouve, dans les textes, une estimation courante selon laquelle, dans une année normale, les pasteurs qui ne cultivent pas la terre ont besoin d'un minimum de 3 UBT par adulte pour pouvoir joindre les deux bouts (par la consommation de produits de l'élevage et la vente d'animaux pour acheter des céréales), sans compromettre la viabilité de leur troupeau. Cependant, ce chiffre n'est qu'une indication, car il ne fait pas référence spécifiquement au Sahel et il est basé sur des données qui datent déjà de quelques années ; de plus, il ne tient pas compte des termes d'échange des céréales, qui pourraient bien avoir changé considérablement au cours des dernières années – sans doute, dans l'ensemble, en faveur des pasteurs.

Compte tenu de cette réserve, les Tableaux 14 et 15 qui suivent montrent que seuls les ménages moyens et plus aisés de ces deux populations pourraient survivre uniquement avec leur bétail.

Il n'est pas surprenant de constater que les Bororos plus riches possèdent environ deux fois plus que le besoin minimum d'UBT par adulte ; il est vrai que

**Tableau 14 : Possession de bétail type des agropasteurs katsinawas**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
Nombre type d'adultes / ménage	3	3	4	6
UBT / adulte	0,5	1,4	3,6	4,5

**Tableau 15 : Possession de bétail type des pasteurs bororos**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
Nombre type d'adultes / ménage	4-5	4-5	5	6
UBT / adulte	1,1	1,6	4,7	6,4

leur bétail détermine dans une large mesure leur richesse. Cependant, il est intéressant de considérer que, d'après ce calcul, parmi les agropasteurs, même les ménages moyens pourraient faire face sans la production de leurs cultures ; et parmi les Bororos, les ménages moyens, sans compter les ménages plus aisés, pourraient survivre sans la migration de travail.

Le message semble être que les ménages riches des deux groupes essaient de maximiser le nombre de têtes de leurs troupeaux en minimisant les ventes de bétail pour l'achat de nourriture et d'autres nécessités. Dans le cas des Bororos, ils utilisent la main-d'œuvre « de réserve » (principalement les femmes) pour la migration de travail, ce qui représente pour le ménage un certain coût social et physique. Dans le cas des agropasteurs katsinawas riches, non seulement ils utilisent la main-d'œuvre du ménage pour la culture mais ils investissent aussi dans l'emploi de main-d'œuvre. Et ils réinvestissent une partie de l'argent dans l'achat de bétail pour reconstituer leurs troupeaux (tandis que les Bororos comptent principalement sur la croissance naturelle et l'échange de bétail entre éleveurs).

### Les caractéristiques de la migration du travail

Les données de l'AEM montrent que les ménages bororos pauvres ne vivent pas uniquement de leur bétail ; la migration de travail constitue une partie importante de leurs moyens d'existence. Ce sont principalement les femmes qui migrent, et leurs principales destinations sont au-delà des frontières du Niger. Elles se livrent à une gamme d'activités, entre autres la vente de médicaments traditionnels, le travail domestique et le travail agricole.

Nous ne connaissons pas avec précision la psychologie et les calculs qui déterminent les choix que font les ménages au sujet de la migration de travail. L'un des facteurs qui dictent ces choix est le fait que les hommes sont occupés avec la migration des troupeaux vers le sud, la transhumance, pendant les mois qui suivent la saison des pluies, en même temps que s'effectue aussi la migration de travail. Mais quelquefois la famille voyage en groupe pour la transhumance, avec une femme et des enfants. Nous

savons que certains hommes migrent pour trouver du travail, mais ils ont tendance à venir de ménages pauvres qui généralement, s'ils ont des animaux, les envoient en transhumance avec d'autres éleveurs. Enfin, nous savons aussi que les pasteurs ne se livrent pas volontiers au travail agricole ; seuls les ménages très pauvres gagnent une petite partie de leurs revenus en voyageant vers le sud pour travailler dans les champs appartenant à d'autres personnes et sont payés en argent liquide ou en nature (céréales).

### Résultat clé

La migration de travail est une source majeure de revenus pour les pasteurs les plus pauvres. C'est beaucoup moins le cas pour les agropasteurs pauvres, qui sont plus susceptibles de faire du travail agricole occasionnel pour les propriétaires plus riches des régions voisines.

Les femmes bororos ont déclaré qu'elles considéraient la migration pour le travail comme éprouvante, mais nécessaire. Les informateurs ont affirmé qu'ils n'avaient commencé à migrer pour le travail qu'après la crise liée à la sécheresse de 1973, lorsque les pertes de bétail avaient atteint des taux jusqu'alors inconnus. Pour tenter de survivre à court terme, et d'obtenir l'argent nécessaire pour reconstituer les troupeaux, les gens (principalement les femmes) se sont risqués à voyager jusqu'au Nigeria pour trouver du travail. Ils ont ensuite pris l'habitude de migrer tous les ans. Il a été mentionné que les contacts pris au Nigeria et la connaissance de l'existence de pâturages d'urgence avaient été un facteur important pour sauver une partie du bétail pendant la crise de 1984 (en 1973 les migrants ne s'étaient pas aventurés au-delà de la frontière).

### Les systèmes de filets de sécurité traditionnels

#### Le système traditionnel de prêt, le *habbanayé*

Nos recherches indiquent que la majorité des animaux transférés dans le cadre du *habbanayé* sont en fait des échanges entre ménages riches plutôt

que des prêts de ménages riches à ménages pauvres (voir les tableaux 16 et 17 ci-dessous). Le *habbanayé* semble être plus important chez les Bororos que chez les Katsinawas, mais une étude adéquate sur la composition d'un troupeau est nécessaire pour mieux comprendre le *habbanayé* et autres mécanismes de prêts.

Il y a sans aucun doute un élément économique important dans ces transferts d'animaux. Les informateurs issus de ménages pauvres ont affirmé que le *habbanayé* était un moyen d'accroître leur troupeau et de reconstituer les stocks après une année de crise. Ils ont expliqué que tout le monde ne perd pas ses animaux pendant une crise et que le taux de pertes subies n'est pas toujours lié au groupe socioéconomique ; après une crise, ceux qui ont encore des animaux aident ceux qui ont perdu les leurs.

L'équipe d'enquête a souvent entendu dire que le *habbanayé* « n'est plus ce qu'il était ». Dans le

passé, une personne qui recevait un animal par le *habbanayé* le gardait pendant deux ou même trois cycles de reproduction, tandis qu'aujourd'hui, dès qu'une femelle est née et a été sevrée, sa mère doit être rendue à son propriétaire. Les documents contiennent beaucoup d'informations sur les différentes nuances du *habbanayé* et il est évident que le système a des fonctions sociales et économiques. Chez les ménages riches, il semble probable qu'en plus d'être un signe d'amitié, de parenté et de confiance, il comporte un élément pragmatique de bonne pratique d'élevage, puisque le partage d'animaux permet le mélange génétique et donc une meilleure qualité d'animaux.

### Utilisation du crédit

Les calendriers saisonniers et les graphiques des revenus et des dépenses des Profils 4 et 5 des agropasteurs katsinawas et des pasteurs bororos montrent les caractéristiques globales des prêts au cours de l'année. Beaucoup de ménages, quel

**Tableau 16 : Animaux prêtés dans le cadre du *habbanayé* (ménages bororos) 2006–07**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
Bétail prêté à d'autres personnes dans le cadre du <i>habbanayé</i>	Aucun	Aucun	2 vaches, 6 brebis / chèvres	4 vaches, 8 brebis / chèvres
Bétail reçu d'autres personnes dans le cadre du <i>habbanayé</i>	1 vache, 2 chèvres, 1 brebis	1 vache, 2 chèvres, 1 brebis	2–3 vaches, 3 chèvres, 2 brebis	3 vaches, 3 chèvres, 2 brebis

**Tableau 17 : Animaux prêtés dans le cadre du *habbanayé* (ménages katsinawas) 2006–07**

	Groupe socioéconomique			
	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Plus aisés
Bétail prêté à d'autres personnes dans le cadre du <i>habbanayé</i>	Aucun	Aucun	s/o	s/o
Bétail reçu d'autres personnes dans le cadre du <i>habbanayé</i>	0–1 vache, 2 chèvres, 0–1 brebis	1–2 vaches, 1 chèvre, 1 brebis	0–1 vache, 1–2 brebis	0–1 vache, 0–1 brebis

que soit leur groupe socioéconomique, prennent des emprunts à court terme pour combler des lacunes temporaires ou pour satisfaire un besoin imprévu et urgent. Ces prêts sont en principe remboursés rapidement et ils peuvent être souscrits à n'importe quelle époque de l'année. Chez les Bororos, les ménages pauvres obtiennent souvent des prêts d'argent importants de la part des ménages plus aisés afin de couvrir les coûts de transport pour la migration. Ces types de prêts ont, bien entendu, un aspect social mais l'enquête AEM n'est pas le meilleur moyen de découvrir toutes les complexités des systèmes de crédit.

## Facteurs clés de la sécurité alimentaire dans les zones sédentaires rurales

### Sécheresse et pluviosité irrégulière, ou prix des céréales ?

La pluviosité peut varier assez fortement dans une même zone, si bien qu'un village unique ne peut être considéré comme représentatif. Nous avons recueilli des informations auprès de personnes de plusieurs villages au sud et au nord du département de Tessaoua concernant la quantité et la qualité des pluies ainsi que la performance de la récolte qu'elles ont connues chaque année au cours des dix dernières années.

Les résultats sont présentés dans le Tableau 18 avec une note de 0 pour la valeur médiane indiquant une performance ordinaire – ce que les agriculteurs qualifient de « plus ou moins acceptable ». Les notes montent ensuite avec des + (+++ indiquent une année excellente) ou descendent avec des – (– – – indiquent une récolte très mauvaise). Les villages s'étendent sur toute la superficie de chaque zone. Au nord, la récolte actuelle (2007/08) était au stade où les villageois étaient sûrs du résultat, et la note pour cette année est donc incluse.

Ce qui est particulièrement frappant c'est que l'année de crise de 2005 n'est indiquée comme telle dans aucune des deux zones. Ce fait était si surprenant que les villageois ont été interrogés avec insistance à ce sujet. Ils ont confirmé que bien que la crise ait été extrêmement grave pour un

grand nombre de villages, elle avait été simplement médiocre pour d'autres. Mais ils ont également expliqué que du point de vue économique, l'année avait été extrêmement mauvaise pour tous en raison de la forte augmentation des prix des céréales et de l'effondrement des prix du bétail.

Le prix d'achat des céréales est si important que lorsque les répondants ont été interrogés sur la performance d'une année donnée, beaucoup ont tenté de se souvenir du prix des céréales comme principal indicateur plutôt que de mentionner la pluviosité. La qualité des pâturages compte aussi et les aléas du Sahel sont tels qu'il est même possible d'avoir des pâturages médiocres quand les récoltes sont bonnes.

### Résultat clé

Un événement (tel qu'un manque de pâturage, une demande inhabituelle de céréales du Nigeria, etc.) qui a un effet sur le bétail ou sur le marché des céréales peut être plus néfaste pour la sécurité alimentaire des ménages ruraux qu'un événement qui a un effet sur la production agricole uniquement.

Le Tableau 18 page 98 montre l'éventail complet de la pluviosité et de la performance des récoltes depuis 2000. Mais il révèle non seulement une année de crise mais aussi que la crise était généralement précédée et/ou suivie par des années mauvaises ou non satisfaisantes. Il est remarquable qu'aujourd'hui, lorsque les agriculteurs pauvres parlent d'endettement, ils font référence à une accumulation qui date d'avant l'année de crise (2005). Même à l'heure actuelle, ils n'ont pas encore pu reconstituer leur troupeau au niveau d'avant la crise et les ménages riches n'ont pas pu reconstituer entièrement leurs stocks de céréales, ce qui a certainement une influence sur la quantité de céréales vendue.

Étant donné que les mauvaises récoltes sont des événements relativement fréquents au Sahel, l'une

**Tableau 18 : Pluviosité et performance de la récolte depuis l'année 2000 au nord et au sud du département de Tessaoua**

Sud				
Année	Gazori	Fara	Sarba	
2006 / 07	+++	++	++	
2005 / 06	+	0	0	
2004 / 05	0	---	---	
2003 / 04	-	+++	++	
2002 / 03	-	-	+++	
2001 / 02	+	-	-	
2000 / 01	-	++	+	

Nord				
Année	Dan Meyro	Sansana Wakili	Yachin Gila	Magariya
2007 / 08	+++	++	+++	+++
2006 / 07	+	+	--	--
2005 / 06	-	-	0	0
2004 / 05	---	---	0	0
2003 / 04	0	-	+	0
2002 / 03	-	--	-	++
2001 / 02	++	+++	+++	0
2000 / 01	+++	--	+	++

des questions les plus importantes en termes de sécurité alimentaire est de savoir comment la population surmonte une mauvaise année « ordinaire », par rapport à une année de crise. Le Profil 3 des moyens d'existence, dans la zone nord-sédentaire de Tessaoua, comprend une comparaison de la façon dont la performance d'une bonne et d'une mauvaise récolte influe sur l'économie des ménages dans chaque groupe socioéconomique. La mauvaise récolte est suffisamment mauvaise pour que même les ménages plus aisés achètent une quantité considérablement plus importante de céréales que d'habitude, car ils n'ont pas pu obtenir leur surplus habituel de production par rapport à leurs besoins.

Mais il est particulièrement important de noter les effets des bonnes et mauvaises récoltes sur les revenus en argent liquide, car il s'agit d'une économie fortement monétaire. Dans ce contexte, il est difficile de noter une grande différence entre la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens d'existence car les deux sont très étroitement liés.

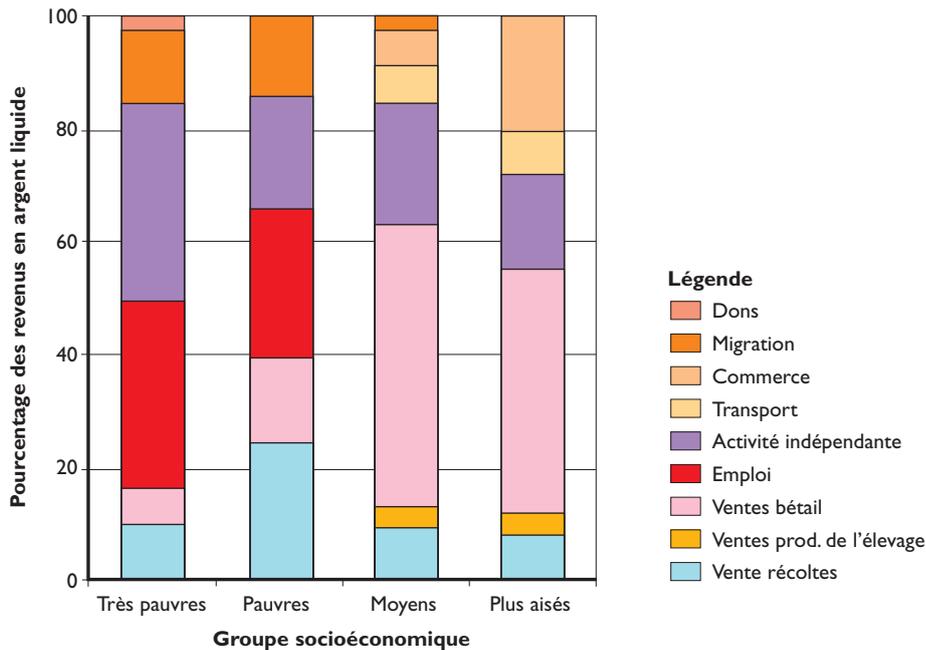
### Résultat clé

La mauvaise production agricole locale occasionnelle ne provoque généralement pas d'insécurité alimentaire majeure. La variabilité de la pluviosité est telle que les ménages ont développé de nombreuses stratégies d'adaptation. Étant donné qu'en général les ménages les plus pauvres ne produisent pas suffisamment pour couvrir leurs besoins alimentaires minimums, loin de là, les mauvaises récoltes seules ne les font pas sombrer dans une famine extrême ; dans une année de mauvaise récolte, bien qu'ils perdent l'une de leurs sources d'alimentation, la perte d'autres sources alimentaires et de revenus les rend plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

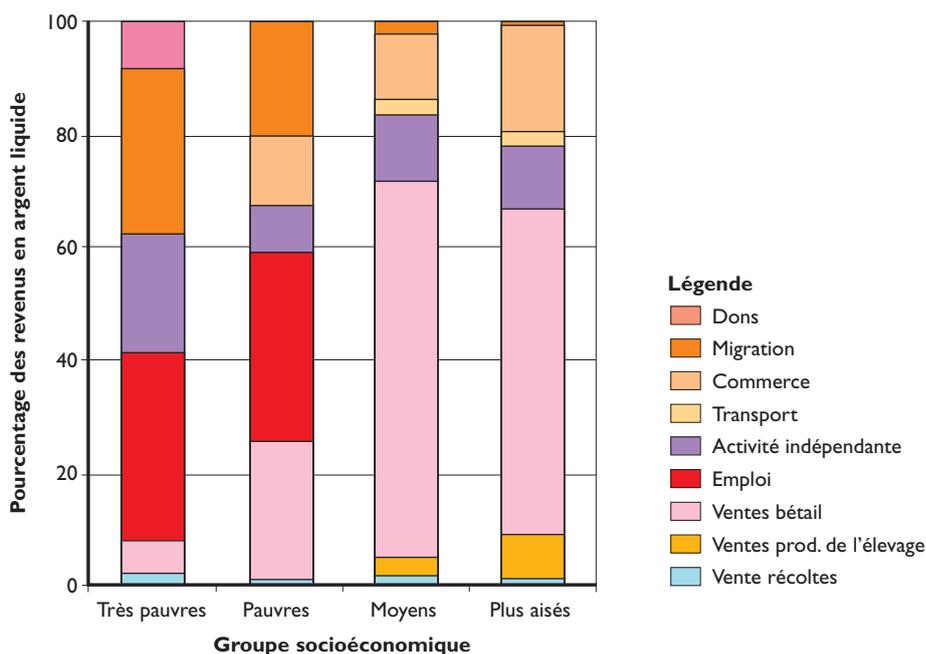
Les Figures 48 et 49 ci-dessous indiquent les différents *pourcentages* de sources de revenus dans une année de bonne récolte et dans une année de mauvaise récolte pour tous les groupes socioéconomiques de la zone nord-sédentaire. Le Profil 3 des moyens d'existence montre que bien

que les revenus *absolus* diminuent dans une année de mauvaise récolte, il n'y a pas d'effondrement : le groupe le plus durement frappé est celui des ménages moyens, dont les revenus baissent de 27 %, suivis des ménages pauvres à -22 %, des plus aisés à -14 % et des très pauvres à -2 %.

**Figure 48 : Sources d'argent liquide dans une année de bonne récolte, zone nord-sédentaire du département de Tessaoua**



**Figure 49 : Sources d'argent liquide dans une année de mauvaise récolte, zone nord-sédentaire du département de Tessaoua**



Sans reprendre toutes les explications données dans le profil, il est bon d'observer la différence entre les Figures 48 et 49 de la page 99. La baisse des ventes des récoltes occasionne le moins de pertes en argent liquide pour les très pauvres qui, en fait, perdent plus en termes de revenus provenant d'activités indépendantes ; ils comblent cet écart presque entièrement par une migration de travail plus importante. Cela signifie souvent que le mari, la principale source de main-d'œuvre, est absent deux fois plus longtemps qu'en temps ordinaire. Les ménages très pauvres font aussi plus d'emprunts (parfois deux ou trois fois plus que ce qu'ils emprunteraient dans une année ordinaire) pour pouvoir faire la soudure. Dans ce cas, il peut y avoir un élément de charité de la part des créanciers, qui ne peuvent pas toujours être certains que des clients très pauvres puissent les rembourser de si tôt, sinon jamais.

### Résultat clé

En cas de mauvaise récolte, les ménages les plus pauvres augmentent leurs emprunts auprès des ménages plus aisés et comblent la perte de revenus par une migration de travail plus importante.

Dans la zone de subsistance nord-sédentaire, il semble que les ménages pauvres perdent le plus avec la chute des ventes des récoltes, ce qui indique qu'ils sont plus tributaires de l'agriculture que les ménages très pauvres (c'est aussi le cas dans la zone sud-centrale). Ils comblent ce manque dans leurs revenus en partie par la vente d'une plus grande quantité de bétail (dans un budget certes en baisse de plus de 25 %), ce qui, encore une fois, indique qu'ils sont plus véritablement agro-pasteurs que les très pauvres.

Mais tout comme les très pauvres, ils sont également fortement tributaires de l'emploi ; cependant, ils parviennent à accroître leurs revenus en travaillant localement plutôt que par la migration, ce qui implique probablement pour la famille un coût social moins important que celui subi par les très pauvres, qui obtiennent une plus grande partie

de leurs revenus par une migration prolongée. Les ménages pauvres comblent aussi une partie de leurs pertes par le biais d'activités indépendantes telles que le petit commerce, bien que ce ne soit pas le type d'activité à laquelle ils se livrent habituellement. Leurs réactions face à une mauvaise année, sont plus diversifiées et, dans cette mesure, bien qu'ils soient extrêmement pauvres comparativement aux ménages plus aisés ou même moyens, ils sont moins vulnérables que les ménages les plus pauvres.

Les ventes de bétail sont le facteur clé pour les ménages moyens et plus aisés : la population compte sur ces ventes pour couvrir les pertes subies avec les récoltes dans une mauvaise année et, d'ailleurs, c'est ce qui semble leur permettre de continuer à offrir de l'emploi, même un emploi prolongé, à leurs voisins et parents plus pauvres.

### L'importance du pouvoir d'achat pour déterminer la sécurité alimentaire

Le pouvoir d'achat de la population est fondamental pour sa sécurité alimentaire et la sécurité de ses moyens d'existence ainsi que pour sa capacité à conserver et à augmenter ses biens.

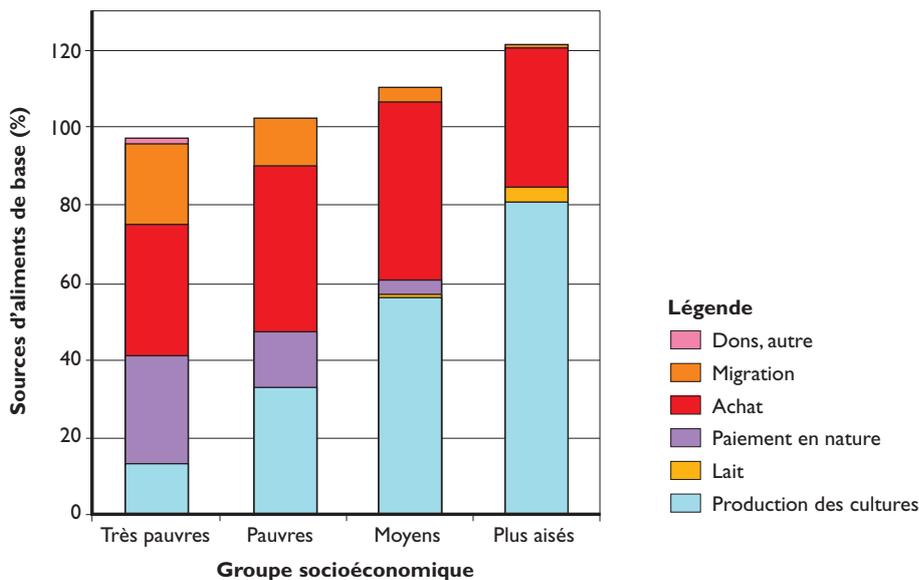
La crise alimentaire de 2005 au Niger a permis de démontrer le fait que le marché est crucial pour la population rurale. L'augmentation sans précédent des prix alimentaires a donné lieu à des conditions de vie très difficiles pour la population de tout le pays, qu'elle se trouve ou pas dans des zones les plus affectées par les mauvaises récoltes ou les mauvais pâturages. De même, la chute brutale des prix du bétail n'était pas uniquement due à la vente d'animaux pour lesquels des pâturages ne pouvaient être trouvés. Beaucoup de personnes ont vendu des animaux en quantité inhabituelle parce qu'elles avaient besoin d'argent pour acheter de la nourriture ; et les termes d'échange de céréales contre des animaux se sont donc radicalement retournés contre eux. C'est pour ces raisons que le système d'alerte précoce (SAP) considère les informations concernant les prix du marché, y compris les calculs des termes d'échange, comme l'un de ses principaux indicateurs de l'évolution de la sécurité alimentaire.

Les Figures 50 et 51 qui suivent résument les résultats de l'enquête en ce qui concerne les sources d'alimentation à Tessaoua (zone sud-centrale, Profil 2) et Dakoro (zone des pasteurs bororos, Profil 5) pour l'année de référence 2006–07. Les données font référence à une période qui suivait des conditions de récolte et de pâturages généralement acceptables, et qui précédaient l'essor des prix alimentaires sur

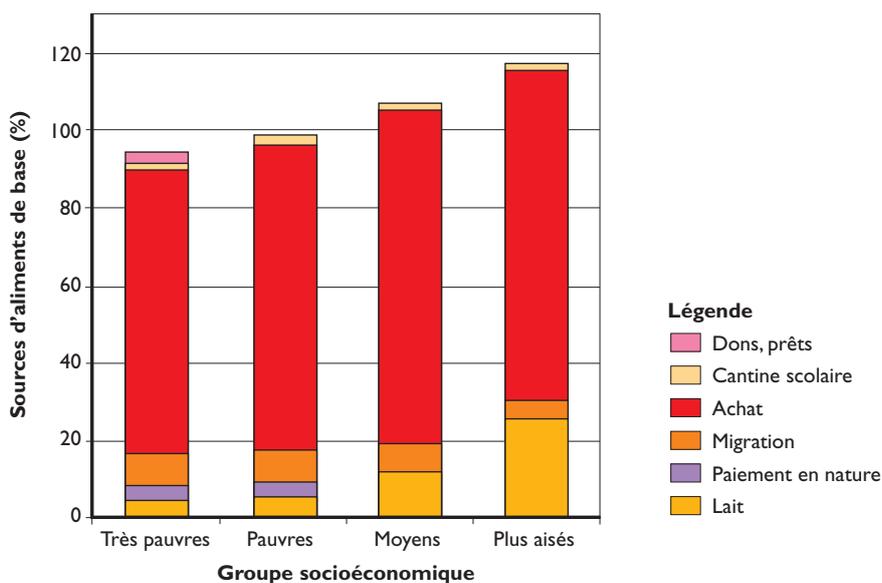
### Résultat clé

Il existe une forte dépendance à l'égard des marchés dans tous les groupes socioéconomiques et toutes les zones de subsistance étudiés.

**Figure 50 : Sources d'alimentation pour les ménages de la zone d'agriculture pluviale du centre de Tessaoua, 2006–07**



**Figure 51 : Sources d'alimentation pour les ménages de la zone pastorale de Dakoro, 2006–07**



Dans les Figures 50 et 51, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme apport énergétique alimentaire moyen de 2 100 Kcal par personne et par jour.

le marché national, influencé par des facteurs internationaux. Ceci nous a montré que la dépendance vis-à-vis du marché n'est pas uniquement le fait d'une très mauvaise année de production ou d'années d'inflation exceptionnelle des prix alimentaires. Il s'agit d'une condition chronique, qui fait partie de la structure de l'économie rurale moderne du Niger.

Il est clair que la dépendance à l'égard des marchés évolue différemment pour les ménages ruraux qui ont des moyens d'existence divers et pour ceux qui se trouvent à des niveaux de richesse différents. La plupart des pasteurs d'aujourd'hui obtiennent la majorité de leurs calories alimentaires des céréales et du niébé qu'ils achètent même si, en moyenne, ils boivent beaucoup plus de lait que les cultivateurs. En ce qui les concerne, les cultivateurs de cette zone sans surplus de Tessaoua, cultivent bien sûr leurs propres céréales mais seuls les ménages riches en cultivent en principe suffisamment pour subvenir pleinement à leurs propres besoins (en fait, ils vendent une partie de leurs céréales et de leur niébé pour acheter du riz et d'autres aliments préférés pour avoir une alimentation plus diversifiée). Les cultivateurs moins riches dépendent fortement des marchés pour l'achat de nourriture, même si ce n'est pas dans la même mesure que les pasteurs.

Pour ce qui est de l'alerte précoce, c'est le pouvoir d'achat des ménages pauvres qui est le plus préoccupant car ces ménages sont les plus tributaires des marchés pour la nourriture et possèdent le moins d'argent liquide. Ils sont ainsi vulnérables aux mauvaises récoltes (ce qui les rend encore plus tributaires des marchés) ou, dans le cas des pasteurs, aux mauvais pâturages ou

autres menaces à la production de l'élevage (qui réduisent leur capacité de vendre suffisamment d'animaux pour acheter de la nourriture sans devoir aussi vendre les femelles, ce qui leur ferait perdre la possibilité de reconstituer naturellement leur troupeau).

Mais il est intéressant de noter que les ménages pauvres peuvent également être touchés par les changements du pouvoir d'achat des ménages riches, qui les emploient comme ouvriers agricoles pour l'élevage ou le transport des marchandises et qui achètent du bois à brûler coupé ou du fourrage que les ménages pauvres ont ramassé. Attendu que, dans une mauvaise année, les ménages riches perdront de l'argent parce qu'ils ont moins de produits à vendre et étant donné qu'ils ont aussi besoin, en général, d'acheter de la nourriture, ils peuvent économiser en recrutant moins de main-d'œuvre et en utilisant moins les services des ménages pauvres. Donc, idéalement, il serait aussi utile de surveiller le pouvoir d'achat, ou les choix de dépenses, des ménages riches.

## Économie des ménages et malnutrition des enfants

Au Niger, même dans une année « normale » en termes de récolte, près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre de malnutrition chronique et un enfant sur dix souffre de malnutrition grave. L'un des objectifs des AEM était de mieux comprendre les causes économiques de la malnutrition et de rechercher dans quelle mesure la pauvreté extrême des ménages les empêche d'avoir une alimentation adéquate.

Les AEM fournissent des informations utiles sur la façon dont les ménages satisfont leurs besoins énergétiques minimums. De plus, dans le département de Tessaoua, Save the Children a récemment entrepris deux études complémentaires : *The Cost of a Healthy Diet* (Le coût d'une alimentation équilibrée), qui recherche si les ménages peuvent se permettre d'avoir une alimentation équilibrée et *Enquête sur les causes de la malnutrition, Nord Tessaoua* qui compare les caractéristiques de ménages dans lesquels les enfants souffrent de malnutrition

### Résultat clé

Comprendre les caractéristiques de l'emploi et de l'accès à la nourriture par le biais des marchés est fondamental pour comprendre la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres.

aigüe avec celles de ménages dans lesquels les enfants ne sont pas malnutris. Cette section présente les principales conclusions de ces études pour expliquer comment la pauvreté est liée à la malnutrition dans le Niger rural.

### Malnutrition et niveau de richesse

Les causes de la malnutrition sont nombreuses. Dans un contexte comme celui du Niger rural, elles comprennent un assainissement inadéquat, une mauvaise santé publique, une mauvaise hygiène publique et de mauvaises pratiques de soins aux enfants (comme retarder l'allaitement maternel – seulement la moitié des femmes commencent l'allaitement dans l'heure qui suit l'accouchement, comme il est recommandé – l'introduction précoce d'eau et d'aliments semi-solides et le sevrage avec un grua à base de mil qui constitue un maigre apport nutritionnel). Ces facteurs influent sur les enfants de familles plus aisées de même que sur ceux des familles les plus pauvres.

Toutefois, la malnutrition n'est pas répartie de manière égale dans tous les groupes socioéconomiques. *L'Enquête sur les causes de la malnutrition, nord Tessaoua*, où Save the Children

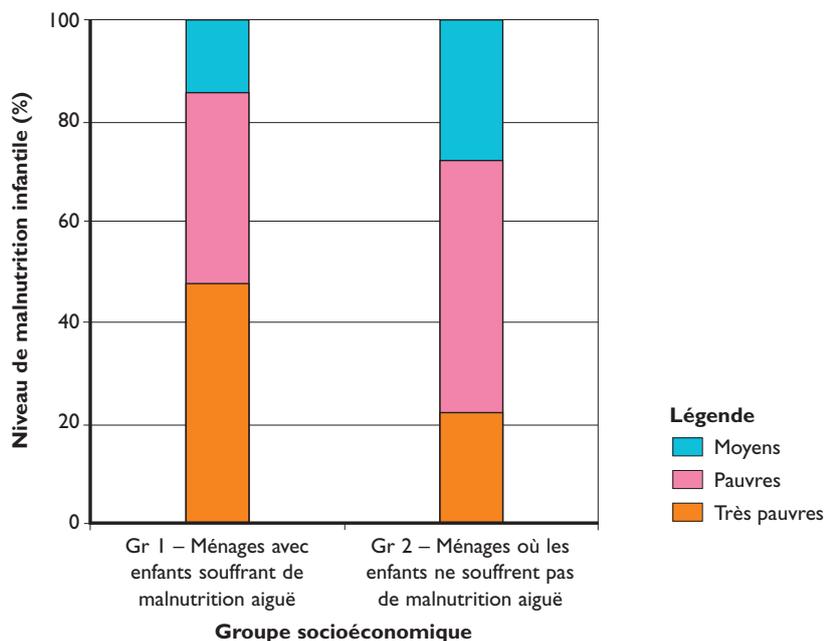
dirigeait des programmes de soins thérapeutiques communautaires (STC), a fait ressortir que 85 % des enfants admis dans des centres de traitement étaient issus de ménages pauvres ou très pauvres (selon les critères de l'AEM), dont 50 % étaient issus de ménages très pauvres. Les revenus des ménages qui étaient les plus touchés par la malnutrition étaient beaucoup moins élevés que ceux du groupe de contrôle (ménages où il n'y avait pas de malnutrition).

Les statistiques nationales reflètent également ce risque inégal de malnutrition. L'enquête EDSN-MICS<sup>17</sup> (2006) a révélé que la prévalence de l'émaciation était plus élevée dans les trois quintiles les plus bas ( $\geq 11\%$ ) que dans le quintile le plus riche ( $< 9\%$ ). Les ménages les plus pauvres sont donc logiquement plus vulnérables à la malnutrition.

#### Résultat clé

Les ménages les plus pauvres sont beaucoup plus vulnérables à la malnutrition que leurs homologues plus riches.

**Figure 52 : Niveaux de malnutrition infantile à Tessaoua (zone nord-sédentaire) en fonction du groupe socioéconomique**



### Les ménages pauvres peuvent-ils se permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires de base ?

Les AEM des ménages très pauvres donnent une illustration relativement bonne des difficultés auxquelles ils font face pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Dans les cinq communautés étudiées, en règle générale aucun des ménages très pauvres ne pouvait couvrir 100 % de ses besoins alimentaires, même dans une bonne année. Pendant la période de soudure, ils font face à un réel déficit calorique qui les oblige à mettre en place des stratégies d'adaptation qui ont un coût social important ou bien qui les démunissent de leurs biens limités et qui donc affaiblissent leurs moyens d'existence pour les années à venir (par ex. la vente de terres, la migration, la déscolarisation des enfants, etc.).

Le coût de la nourriture est un lourd fardeau pour les ménages très pauvres : il représente entre 60 % et 75 % de la totalité de leurs dépenses dans une année normale. En période de crise, il est possible qu'ils consacrent la quasi-totalité de leur budget à l'achat de nourriture et qu'ils réduisent radicalement la quantité qu'ils consomment, ce qui met les enfants en plus grand danger de malnutrition aiguë.

Mais couvrir le besoin calorique uniquement n'est pas suffisant pour le bon développement des adultes, et à plus forte raison celui des enfants, qui ont besoin d'une alimentation saine – c'est-à-dire une alimentation qui leur permette de couvrir leurs besoins en macronutriments et micronutriments. Le rapport de Save the Children *The Cost of a Healthy Diet (Le coût d'une alimentation équilibrée)* calcule le coût d'une alimentation équilibrée la moins chère possible dans le département de Tessaoua en fonction des aliments disponibles sur les marchés, trouvés dans l'environnement naturel plus large et produits par les ménages. L'étude a tiré les conclusions suivantes :

- Une alimentation équilibrée est possible avec les aliments disponibles localement. Dans les deux zones d'économie alimentaire de Tessaoua (sud-centrale et nord-sédentaire), la disponibilité

locale de nourriture a permis d'établir une alimentation équilibrée. En général, cette alimentation est composée de quatre ingrédients essentiels : des céréales, des plantes légumineuses/oléagineuses<sup>18</sup>, un aliment d'origine animale et des fruits/feuilles sauvages.

#### Résultat clé

La disponibilité locale d'aliments dans le département de Tessaoua permet réellement la consommation d'une alimentation équilibrée à tout moment de l'année – si la population en a les moyens.

- Les ménages les plus pauvres (très pauvres et pauvres), autrement dit les deux tiers de tous les ménages et près de la moitié de la population, ne peuvent se permettre d'avoir une alimentation équilibrée tout au long de l'année dans le département de Tessaoua. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles plus de la moitié de tous les enfants de ces deux zones de subsistance sont chroniquement malnutris. La situation est particulièrement extrême dans la zone sud-centrale, où les revenus totaux des ménages les plus pauvres (en argent liquide et en nature) devraient être au moins le double pour leur permettre d'avoir une alimentation saine. Il n'est donc pas surprenant de trouver des niveaux de malnutrition si élevés chez les enfants de cette zone. Les ménages plus aisés et moyens peuvent aisément se permettre d'avoir une alimentation équilibrée grâce à leur niveau total de revenus et à la contribution importante de leur propre lait (ils ont des animaux de trait) qui réduit le coût de cette alimentation. Il est important de noter que la comparaison présentée ici entre le coût d'une alimentation équilibrée et les revenus totaux des ménages ne fait référence qu'au coût de l'alimentation. Si toutes les dépenses essentielles des ménages étaient prises en compte (eau, santé, éducation, etc.) l'écart entre le pouvoir d'achat et le coût des besoins de base serait beaucoup plus important que celui décrit ici.

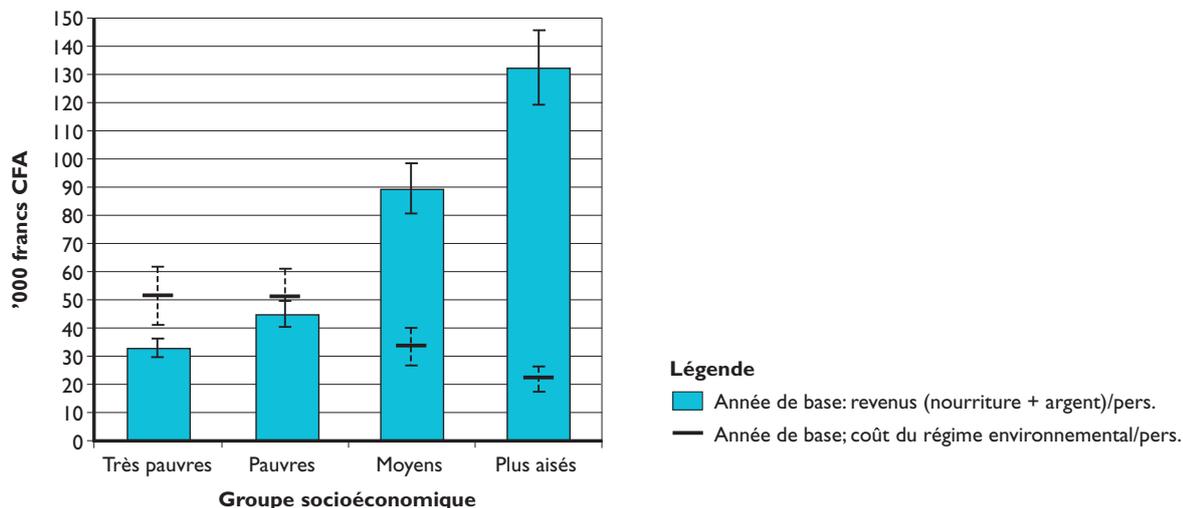
### Résultat clé

Dans le département de Tessaoua, deux tiers de tous les ménages, ce qui représente environ la moitié de la population, ne peuvent se permettre d'avoir une alimentation équilibrée, même si suffisamment de nourriture est disponible localement.

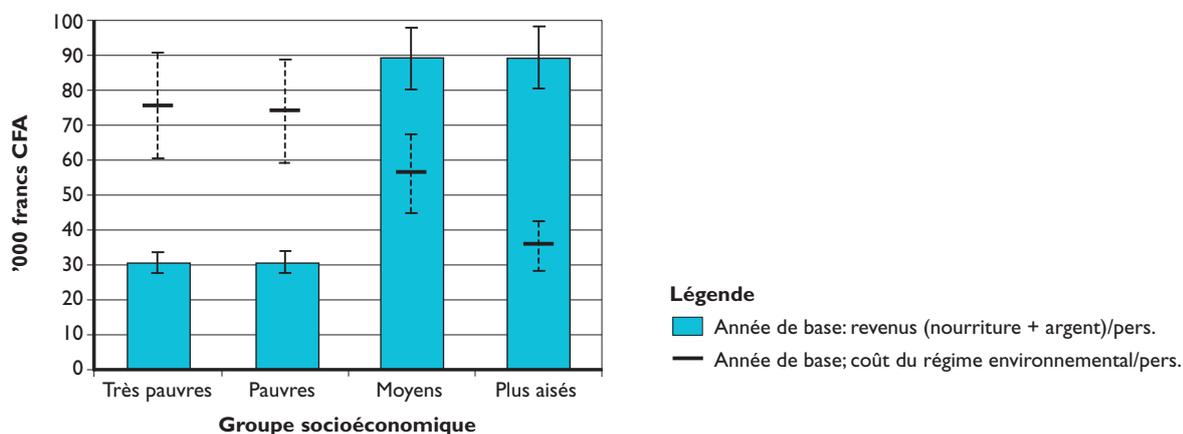
### L'importance du lait dans la prévention de la malnutrition

Le lait est un élément clé d'une alimentation saine au Niger. Ceux qui ont accès au lait gratuit de leur bétail, comme les ménages plus aisés de l'exemple ci-dessus (Figures 53 et 54 ci-dessus) peuvent avoir une alimentation équilibrée pour la moitié de ce que cela coûte à ceux qui n'ont pas d'animaux (comme les ménages très pauvres de la zone sud-centrale). La disponibilité du lait et les niveaux de consommation permettent d'expliquer pourquoi

**Figure 53 : Coût d'une alimentation équilibrée (disponible localement) par personne et par an, par rapport aux revenus par personne et par an (zone nord-sédentaire de Tessaoua)**



**Figure 54 : Coût d'une alimentation équilibrée (disponible localement) par personne et par an, par rapport aux revenus par personne et par an (zone sud-centrale de Tessaoua)**



### Résultat clé

L'accès au lait gratuit grâce à la possession de bétail contribue considérablement à une alimentation saine et réduit le risque de malnutrition chez les enfants.

la malnutrition des enfants est principalement concentrée dans le sud du pays.

Le Profil 5 des moyens d'existence (l'étude des pasteurs bororos du département de Dakoro) illustre cela en révélant que les ménages les plus pauvres consomment quatre fois plus de lait que les ménages plus aisés de la zone sud-centrale du département de Tessaoua. Même si ces ménages pauvres ne possédaient que quelques animaux, ils tiraient avantage des vaches qui leur étaient prêtées par des ménages plus riches pendant la période de lactation. Les niveaux de malnutrition infantile dans ces communautés sont beaucoup moins élevés que dans les communautés haussas du sud du département de Tessaoua.

### Résultat clé

L'accès au lait plus difficile pour les ménages les plus pauvres du sud du pays, des niveaux plus élevés de pauvreté ainsi qu'une alimentation et des pratiques de sevrage sous-optimales, expliquent les niveaux élevés de malnutrition infantile dans le sud.

Nous pouvons donc conclure que le manque d'argent et de lait sont des déterminants clés de la malnutrition infantile. Mais malheureusement, ces facteurs ne sont pas toujours abordés dans les interventions et les stratégies pour lutter contre la malnutrition.

## Utiliser les données disponibles plutôt que des hypothèses pour éclairer les politiques et les pratiques

Ces AEM nous donnent un tableau détaillé et quantifiable de l'économie des ménages ruraux du Niger au début du 21<sup>ème</sup> siècle. Elles montrent que les moyens d'existence de la population dans cet environnement économique dur et limité ne sont pas statiques mais en constante évolution, en raison d'une dynamique de groupes socioéconomiques complexe.

La question essentielle est de savoir comment nous pouvons utiliser la mine d'informations contenues dans ces profils de moyens d'existence et dans les rapports complémentaires pour renforcer les politiques et pratiques qui visent à réduire la pauvreté et à éviter la malnutrition.

Il faudrait faire une autre analyse d'autres zones de subsistance (comme les zones irriguées des bords du fleuve Niger et du fleuve Komadougou ainsi que les zones d'exploitation maraîchère des montagnes de l'Air, par exemple) afin d'avoir un tableau complet de l'économie des ménages ruraux du pays. Mais les cinq profils présentés ici fournissent une bonne explication de la façon dont les ménages ruraux du Niger vivent, depuis les régions d'agriculture pluviale jusqu'aux régions peuplées par des pasteurs. Ils nous permettent de tirer des conclusions fondamentales.

Le résultat le plus frappant est l'ampleur de l'écart de richesse entre les habitants de mêmes communautés et villages. La plupart des ménages, pauvres et très pauvres, ont du mal à couvrir leurs besoins les plus basiques, notamment leurs besoins en nourriture, et hormis leur main-d'œuvre ils ont un capital très limité. Par ailleurs, une minorité de ménages possède la plupart des biens de production et perçoit les revenus les plus élevés. Ils sont essentiels au fonctionnement de l'économie rurale car ils fournissent de l'emploi aux familles les plus pauvres et ils peuvent facilement satisfaire leurs propres besoins alimentaires de base. Cet écart de richesse semble s'accroître avec le temps au fur

et à mesure que les ressources deviennent de plus en plus limitées et que la population augmente. Cette pression et cette inégalité sont d'autant plus vives dans la partie sud du pays, où la densité de population est plus forte.

Il est surprenant de noter que c'est le bétail qui est la principale source de revenus en argent liquide de l'économie agricole. La possession de bétail, et en particulier de bovins, détermine si un ménage est riche ou pauvre. Nous remarquons donc que dans toutes les zones de subsistance étudiées, aussi bien agricoles qu'agropastorales et pastorales, les revenus de l'élevage sont de loin la principale source d'argent liquide. C'est d'ailleurs très logique, si l'on considère les options limitées de diversification d'activités productrices, la performance limitée du secteur agricole dans les zones pluviales, l'environnement propice à l'élevage et les tendances positives du marché des animaux stimulées par la demande croissante en viande des pays voisins (en particulier le Nigeria).

Un autre résultat clé est l'importance de l'économie monétaire pour les ménages ruraux. Contrairement à ce que l'on peut penser, la plupart des ménages ruraux du Niger, et plus particulièrement les plus pauvres, ne correspondent pas au stéréotype de petits fermiers qui dépendent de leurs récoltes et de leurs stocks de nourriture pour survivre. Pour la majeure partie de l'année, leur sécurité alimentaire dépend de leur capacité d'acheter de la nourriture sur les marchés tous les jours ou toutes les semaines, et ensuite sur la capacité de gagner suffisamment d'argent pour couvrir le coût de la nourriture. Pour tous les groupes socioéconomiques dans toutes les zones d'économie alimentaire étudiées, l'économie des ménages se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis des marchés et des échanges en argent liquide. L'un dans l'autre, ce sont les sources de cet argent liquide qui distinguent les ménages pauvres des ménages riches : en général, les ménages riches obtiennent leur argent par la vente de leurs produits et par le commerce, tandis que les ménages pauvres gagnent leur vie principalement en travaillant pour d'autres personnes ou en fournissant des services.

Pour terminer, ces études livrent des enseignements précieux qui nous permettent de mieux comprendre pourquoi la malnutrition est observée dans les greniers à céréales du pays. Être entouré de champs de mil ne garantit aucunement la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate. Tout d'abord, comme mentionné plus haut, pour les ménages les plus pauvres, la production des cultures comme source de nourriture est relativement marginale. Deuxièmement, le pouvoir d'achat très limité et fragile de ces ménages ne leur permet pas de couvrir leurs besoins alimentaires de base à certaines périodes de l'année, ce qui, en plus de la santé publique médiocre et des pratiques de soins aux enfants sous-optimales, rend la malnutrition aiguë plus probable.

En outre, tout au long de l'année, les ménages les plus pauvres n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation équilibrée (une alimentation nutritive qui corresponde aux besoins en macronutriments et micronutriments des différents membres du ménage) bien qu'une telle alimentation soit théoriquement possible si l'on considère les aliments disponibles localement. L'accès au lait est un autre élément clé pour comprendre la malnutrition. Dans le département de Tessaoua, par exemple, le fait que les ménages riches aient accès au lait gratuitement grâce au bétail qu'ils possèdent, signifie qu'ils peuvent avoir une alimentation saine pour la moitié de ce que cela coûte aux ménages qui n'ont pas d'animaux.

Ces résultats remettent en question les politiques actuelles sur la pauvreté et la malnutrition et devraient nous encourager à trouver des moyens de les améliorer. En ce qui concerne la lutte contre la malnutrition, les politiques actuelles ne tiennent pas suffisamment compte des difficultés économiques auxquelles sont exposés les ménages, car elles se concentrent principalement sur l'amélioration des pratiques de soins aux enfants et d'allaitement des nourrissons, telles que l'allaitement maternel précoce et exclusif. Bien qu'il soit important de renforcer la sensibilisation du public en ce qui concerne les pratiques de puériculture et de sevrage, et d'améliorer l'environnement sanitaire public au sens plus large afin d'éviter et de réduire

la malnutrition, ces stratégies ne peuvent être efficaces que si les ménages les plus pauvres ont les moyens de mettre en pratique ce qu'ils apprennent.

Éviter la malnutrition exige aussi de promouvoir la sécurité alimentaire. Les AEM fournissent une grande quantité d'informations sur les ménages qui sont en état d'insécurité alimentaire et sur les raisons de cette insécurité. Les degrés de sécurité alimentaire extrêmement différents qui sont observés parmi les ménages de différents groupes socioéconomiques dans une même communauté devraient être pleinement pris en compte par les interventions sur l'insécurité alimentaire. Les études permettent également de quantifier les niveaux de besoins et de mieux comprendre quels sont les déterminants clés de la sécurité alimentaire sur lesquels nous devons nous pencher par le biais du système d'alerte précoce (SAP). En ce moment, le SAP accentue fortement la production agricole, tandis que le pouvoir d'achat des ménages, que les profils révèlent être un facteur critique, est moins mis en exergue.

Les AEM nous donnent également des informations importantes sur les opportunités de développement dans le Niger rural. Ce qui est évident, c'est que les ménages les plus pauvres ne pourront bénéficier d'aucune activité de développement à moins de pouvoir satisfaire leurs besoins les plus basiques, car la lutte constante pour obtenir de la nourriture et de l'argent occupe la majeure partie de leurs

ressources et de leur temps. Il est donc important d'investir dans des filets de sécurité prévisibles pour leur permettre de maintenir un niveau de vie minimum tout en leur donnant l'opportunité et la confiance d'investir dans l'avenir.

Comprendre ce qui crée des moyens d'existence lucratifs peut également nous montrer quels secteurs sont dignes d'investissement. Le succès du secteur du bétail est une illustration remarquable : les ménages qui possèdent du bétail sont beaucoup moins susceptibles d'être vulnérables à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire (sauf dans l'éventualité d'un choc climatique majeur) que ceux qui n'en possèdent pas. De plus, ils génèrent la plus grande partie de leurs revenus par l'élevage. Pour toutes ces raisons, le gouvernement et les organismes d'aide devraient davantage envisager un investissement dans le secteur du bétail, notamment des mesures pour atténuer les risques pour la santé animale et les conditions des marchés (comme le manque de fourrage, la prolifération des maladies, les interdictions de vendre certains produits sur le marché, etc.)

Il faut encourager une analyse complémentaire des moyens d'existence de la population du Niger rural afin d'éclairer la création de stratégies efficaces pour réduire la malnutrition et la pauvreté, stratégies basées sur les éléments d'informations plutôt que sur des idées reçues.

# Notes

## Partie 2 : L'évolution des moyens d'existence ruraux

<sup>1</sup> Par opposition aux échantillons aléatoires d'une taille prédéterminée.

<sup>2</sup> Au départ, les équipes craignaient que les femmes ne parlent pas librement devant les hommes, mais elles se sont aperçues qu'en général, mais pas toujours, les femmes avaient besoin de peu d'encouragement pour participer pleinement et que, globalement, ceci était accepté par les hommes. Des entretiens séparés avec les hommes et les femmes pourraient être l'idéal, mais doubleraient le temps et le coût du travail sur le terrain.

<sup>3</sup> En 2008, la population totale du département de Dosso était estimée à 435 000 habitants répartis dans 425 villes, villages et campements. Comité interministériel de pilotage de la stratégie de développement rural, étude préliminaire de la régionalisation de la stratégie de développement rural, région de Dosso, Coopération luxembourgeoise, octobre 2008.

<sup>4</sup> FEWS NET 2005. Livelihood zones and profiles in Niger (Zones et profils de moyens d'existence au Niger), Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

<sup>5</sup> Save the Children UK et FEG Consulting 2008, *The Household Economy Approach: A guide for programme planners and policy-makers (L'approche de l'économie des ménages : Guide pour les planificateurs de programmes et les décideurs)*

<sup>6</sup> SIM-A : Système d'Information des Marchés Agricoles ; SIM-B: Système d'Information des Marchés du Bétail

<sup>7</sup> La *zakat* ou *zaka* est le don obligatoire d'une proportion des revenus ou de la production annuels des musulmans pour la charité. Dans cette région, cela représente 10 % de la récolte de céréales et de légumineuses lorsque la production totale est de dix mesures ou plus. Cependant, il n'est pas toujours évident de savoir si tous les groupes socioéconomiques donnent réellement cette proportion de leur production.

<sup>8</sup> La région incluse dans l'étude sur le terrain s'étend à l'ouest jusqu'à la zone de Gazoua du département d'Aguié, dans laquelle sont situés huit des villages de l'étude.

<sup>9</sup> Une *tia* est un bol utilisé localement comme mesure standard. La *tia* utilisée pour mesurer la production dans les villages est légèrement plus grande que celle utilisée pour les transactions de marché. Une *tia* de mil au marché pèse en moyenne 2,5 kg.

<sup>10</sup> Voir note 7

<sup>11</sup> La région incluse dans l'étude sur le terrain s'étend légèrement à l'ouest au département de Mayayi, dont deux villages ont été inclus dans l'échantillon.

<sup>12</sup> Selon le recensement de 2001, la population de Tessaoua était de 343 700 habitants. Avec un taux de croissance de 3,7 %, l'extrapolation jusqu'à 2006 donne une population estimée à 412 168 habitants.

<sup>13</sup> Voir note 9

<sup>14</sup> Voir note 7

## Partie 3 : Conclusions et résultats clés

<sup>15</sup> Un moyen de comparer les différentes compositions de bétail entre les ménages ou groupes d'éleveurs.

<sup>16</sup> Les informations sur le nombre d'unités par type d'animal prêtaient à confusion, mais nous avons utilisé les valeurs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; voir : [www.fao.org/Wairdocs/ILRI/x5443e04.htm](http://www.fao.org/Wairdocs/ILRI/x5443e04.htm)

<sup>17</sup> Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples

<sup>18</sup> Qui produisent ou contiennent de l'huile ou lipides



**Save the Children**  
UK

## Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger

« La crise alimentaire de 2005 au Niger a surpris de nombreux observateurs. Les signes d'alarme ont été souvent incomplets, tardifs et très contradictoires. Les idées reçues sur la sécurité alimentaire qui dominaient l'information sont passées à côté de l'essentiel : les moyens d'existence ruraux ont changé. Cette importante étude aidera toutes les personnes concernées à comprendre qui, aujourd'hui, risque le plus d'être exposé à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition au Niger, et pourquoi. Elle permettra aux décideurs d'éviter une répétition de ce qui s'est produit en 2005 et de répondre plus rapidement et plus efficacement à une situation de crise. »

Jan Eijkenaar, conseiller de la DG ECHO pour la région du Sahel de l'Afrique de l'ouest

Au Niger, près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre de malnutrition chronique – et cela, dans une année dite « normale ». Près de la moitié de la population du sud du pays ne peut se permettre d'avoir une alimentation équilibrée. De plus, l'économie du Niger rural est en évolution rapide et l'écart entre riches et pauvres se creuse.

Pour rendre la programmation de Save the Children aussi efficace que possible, nous devons réellement comprendre comment les Nigériens gèrent leurs moyens d'existence. Qu'achètent-ils et que vendent-ils, quand et où ? Combien gagnent-ils et comment gagnent-ils leur vie ? Combien dépendent-ils et pour acheter quoi ? Qu'est-ce qui

fait qu'un ménage est riche ou pauvre ? Et comment la population fait-elle face aux mauvaises années ou aux saisons maigres ?

Les réponses sont dans ce rapport. Nous avons dressé les profils d'analyse de l'économie des ménages de cinq zones de subsistance différentes de la région sahéenne du Niger. La situation qu'ils décrivent révèle des résultats surprenants.

Nous espérons que cette recherche majeure sera largement utilisée pour éclairer les discussions et les décisions sur la sécurité alimentaire, les systèmes d'alerte précoce et les stratégies de réduction de la pauvreté.

